

PROCÈS-VERBAL / PROCEEDINGS

L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine: de la théorie à la pratique

Interdisciplinarity and Heritage Conservation: from Theory to Practice



Édité par / Edited by: Christina Cameron et Hélène Santoni

**Table Ronde organisée par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
Faculté de l'aménagement, Université de Montréal**

**Round Table organized by the Canada Research Chair on Built Heritage
Faculty of Environmental Design, Université de Montréal**

**11 au 13 mars 2015 / 11-13 March 2015
Montréal, Québec**

**L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine:
de la théorie à la pratique**

**Interdisciplinarity and Heritage Conservation:
from Theory to Practice**

PROCES-VERBAL / PROCEEDINGS

Édité par / Edited by: Christina Cameron et Hélène Santoni

**Table Ronde organisée par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
Faculté de l'aménagement, Université de Montréal**

Round Table organized by
The Canada Research Chair on Built Heritage
Faculty of Environmental Design, Université de Montréal
11 au 13 mars 2015 / 11-13 March 2015
Montréal, Québec

TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

1. INTRODUCTION.....	4
1. INTRODUCTION.....	9
2. PROGRAMME DE LA TABLE RONDE.....	14
2. ROUND TABLE PROGRAMME.....	18
3. TEXTES DES CONFÉRENCIERS.....	23
TEXTS OF THE SPEAKERS.....	23
3.1 INTERDISCIPLINARITY IN HERITAGE CONSERVATION IN THE 21ST CENTURY: FOUR STORIES AND THEIR LESSONS.....	23
JEFFREY CODY, SENIOR PROJECT SPECIALIST, THE GETTY CONSERVATION INSTITUTE, LOS ANGELES	
3.2 THE CONTRIBUTION OF ARCHITECTURE TO HERITAGE CONSERVATION.....	34
SUSAN ROSS, ASSISTANT PROFESSOR, HERITAGE CONSERVATION PROGRAM, SCHOOL OF CANADIAN STUDIES, CARLETON UNIVERSITY	
3.3 LA CONTRIBUTION DE L'HISTOIRE DE L'ART À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE.....	41
CLAUDINE DÉOM, PROFESSEUR TITULAIRE, ÉCOLE D'ARCHITECTURE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	
3.4 LA CONTRIBUTION DE L'URBANISME À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE.....	50
MARIE LESSARD, PROFESSEURE TITULAIRE, INSTITUT D'URBANISME, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	
3.5 LA CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE LA GÉOGRAPHIE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE PAYSAGER.....	61
MARIE-JOSÉ FORTIN, PROFESSEURE, TITULAIRE DE LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET TERRITORIAL, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	
3.6 THE CONTRIBUTION OF HERITAGE CONSERVATION TO SUSTAINABILITY.....	69

ERICA AVRAMI, JAMES MARSTON FITCH ASSISTANT PROFESSOR OF HISTORIC PRESERVATION,
COLUMBIA UNIVERSITY

3.7 LA CONTRIBUTION DU TOURISME À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE.....80

MARIA GRAVARI-BARBAS, PROFESSEURE, DIRECTRICE DE LA CHAIRE UNESCO « CULTURE,
TOURISME, DÉVELOPPEMENT », UNIVERSITÉ 1 PANTHÉON-SORBONNE, PARIS, FRANCE

3.8 THE CONTRIBUTION OF CLIMATOLOGY TO HERITAGE CONSERVATION.....81

EWAN HYSLOP, HEAD, SUSTAINABILITY, RESEARCH & TECHNICAL EDUCATION, HISTORIC
SCOTLAND

3.9 LA CONTRIBUTION DE L'ANTHROPOLOGIE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE.....92

MYRIAM GRONDIN, CANDIDATE AU Ph.D EN ANTHROPOLOGIE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

3.10 RECOGNIZING DIVERSE DISCIPLINES IN THE CANADIAN ASSOCIATION OF HERITAGE PROFESSIONALS (CAHP).....102

JILL TAYLOR, ARCHITECT, TAYLOR HAZELL ARCHITECTS, TORONTO

3.11 PUTTING INTERDISCIPLINARITY INTO HERITAGE CONSERVATION PRACTICE.....103

JULIA GERSOVITZ, ARCHITECT, FOURNIER GERSOVITZ MOSS DROLET AND ASSOCIATES (FGMDA),
MONTREAL

3.12 TEACHING INTERDISCIPLINARITY: THE WILLOWBANK VISION.....104

JULIAN SMITH, ARCHITECT, DEAN OF FACULTY, WILLOWBANK SCHOOL FOR RESTORATION ARTS

3.13 RÉSUMÉ : MARDJANE AMIN.....106

ETUDIANTE, MAITRISE EN AMENAGEMENT, OPTION CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT BATI,
UNIVERSITE DE MONTREAL

3.14 RÉSUMÉ : AMBER POLYKWAN.....108

MASTERS STUDENT, HERITAGE CONSERVATION PROGRAM, SCHOOL OF CANADIAN STUDIES,
CARLETON UNIVERSITY

3.15 RÉSUMÉ : THERESA FELICETTI.....110

STUDENT, WILLOWBANK SCHOOL OF RESTORATION ARTS

3.16 RÉSUMÉ : JESSE ROBERTSON.....112

MASTERS STUDENT, PUBLIC HISTORY PROGRAM, CARLETON UNIVERSITY

3.17 RÉSUMÉ : JACQUES ARCHAMBAULT.....114

ETUDIANT, MAITRISE EN AMENAGEMENT, OPTION CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT BATI,
UNIVERSITE DE MONTREAL

LA SYNTHESE DES DISCUSSIONS DE LA TABLE RONDE ET QUELQUES
CONCLUSIONS : TEXTES DES RAPPORTEURS.....118

4. OVERVIEW OF THE 2015 ROUND TABLE.....134

NOBUKO INABA, CHAIR, MASTERS PROGRAM IN WORLD HERITAGE STUDIES, GRADUATE SCHOOL
OF COMPREHENSIVE HUMAN SCIENCES, UNIVERSITY OF TSUKUBA, TOKYO

5. CONCLUSION.....135

5. CONCLUSION.....147

6. LISTE DES PARTICIPANT(E)S.....159

6. LIST OF PARTICIPANTS.....159

7. REMERCIEMENTS / ACKNOWLEDGEMENTS.....162

1. INTRODUCTION

Le sujet de la Table ronde de Montréal de 2015, *L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine: de la théorie à la pratique*, qui se déroulera du 11 au 13 mars 2015 à Montréal, s'inscrit dans deux des axes de recherche de la Chaire, soit celui qui penche sur les processus et les méthodes de planification et de gestion du patrimoine fondés sur les valeurs patrimoniales, et celui portant sur l'influence de la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel et naturel (1972) et sur la pratique de conservation. Le programme de la Chaire explore la notion évolutive du patrimoine bâti et les impacts de cette évolution sur les processus de conservation, de mise en valeur, d'appropriation, de gestion et d'utilisation du patrimoine.

Les tables rondes annuelles de Montréal, créées par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti de l'Université de Montréal, sont des occasions uniques d'apprentissage. Chaque année, la Chaire choisit un sujet d'actualité délicat et invite jusqu'à trente experts canadiens et internationaux en conservation du patrimoine et dans les disciplines connexes à participer à une discussion libre pendant quelques jours. Des présentations brèves sont faites par quelques-uns des invités afin d'orienter les discussions. Selon L'esprit d'une table ronde, chaque participant prend part au débat pour un échange franc de points de vue.

Le choix du thème de cette dixième édition découle de discussions des dernières années sur la nécessité de réunir différentes disciplines dans le travail de conservation du patrimoine. La complexité inhérente à la conservation des centres urbains historiques et à la réhabilitation du patrimoine incitent les chercheurs et les praticiens de la conservation du patrimoine à intégrer une plus grande diversité de points de vue provenant d'autres disciplines, telles que l'économie, la sociologie et l'anthropologie. Par ailleurs, le débat à savoir si la conservation du patrimoine peut ou non être considérée comme une discipline à part entière perdure. Les chercheurs universitaires sont confrontés à cette question dans plusieurs circonstances, notamment par la classification des disciplines des organismes subventionnaires au Canada (et ailleurs) qui n'identifient pas la conservation du patrimoine dans leur «liste des disciplines». Au final, il semblerait que même si l'objectif de l'interdisciplinarité est louable, il s'agit d'un concept difficile à appliquer dans la pratique. L'engagement d'un large éventail de disciplines se produit rarement dans la réalité des processus d'élaboration des stratégies de conservation du patrimoine et dans leur mise en œuvre. La Table ronde de Montréal vise donc à

explorer différentes approches pour atteindre une plus grande interdisciplinarité dans la théorie et la pratique de la conservation du patrimoine.

Les débuts de la conservation du patrimoine bâti remontent à l'époque de l'industrialisation au 19^e siècle alors que des actions concrètes sont menées afin de contrer les nombreuses démolitions de bâtiments anciens. Dès lors, la conservation du patrimoine est synonyme de réaction et de confrontation à des changements de la société afin d'assurer la pérennité des symboles de l'identité collective. Ces actions de sauvegarde s'appuient sur une profonde dichotomie entre le passé et le présent, un postulat qui a fait en sorte de différencier les lieux patrimoniaux du reste de l'environnement bâti existant. Cette dualité est présente dans la terminologie des chartes et des autres documents rédigés pour la conservation du patrimoine, dont la Convention du patrimoine mondial de 1972.

Au cours du 20^e siècle, les praticiens en conservation ont investi leurs énergies dans la conservation de monuments et de sites de l'histoire dans le but de les protéger contre des changements irrévocables qui en altéreraient les valeurs. Plus récemment par contre, de nouvelles approches pour la conservation du patrimoine ont amenuisé la différence entre les lieux patrimoniaux et les autres édifices et tissus urbains existant. L'introduction d'échelles territoriales plus vastes associées au patrimoine (les paysages, par exemple) ainsi que la démocratisation des processus décisionnels pour la conservation par l'implication citoyenne en sont des vecteurs. Par ailleurs, il faut reconnaître que les différentes activités humaines ont eu un impact majeur et irréversible sur les écosystèmes de la planète. À ce titre, Giovanni Boccardi, un praticien de la conservation du patrimoine travaillant pour l'UNESCO, est d'avis que la planète est en transition de l'époque de l'Holocène, qui est tempérée et placide, à l'Anthropocène, une ère qui sera caractérisée par les changements climatiques, la déforestation, la perte de la biodiversité, le déclin des sources d'approvisionnement en énergie et en nourriture et des migrations importantes [1]. La conservation du patrimoine est donc appelée à devenir une composante parmi d'autres dans un écosystème plus vaste et complexe. Par conséquent, les principes et les pratiques de la conservation nécessiteront des expertises provenant de diverses sphères de connaissances et un repositionnement du patrimoine culturel dans les stratégies du développement durable.

Comment la conservation du patrimoine établira-t-elle des rapports avec d'autres disciplines? L'évolution des disciplines scientifiques peut possiblement servir de modèle à cette question. Le terme «discipline» résulte d'une organisation de la connaissance qui remonte au 19^e siècle avec la création des universités modernes et qui s'est par la suite précisée avec l'essor de la recherche scientifique. Une

discipline acquiert une autonomie avec le temps en développant progressivement ses propres frontières, comprenant ses techniques, ses théories et sa terminologie. Cependant, l'histoire des sciences (humaines et pures) n'est pas seulement marquée par la création des différentes disciplines, mais également par des moments d'ouverture des frontières entre les disciplines dans le but de trouver des solutions à des problèmes communs. Un des aspects les plus remarquables des sciences est la possibilité de repenser les limites d'une discipline et de faire évoluer la connaissance par de nouveaux schémas cognitifs. Ce processus porte souvent différents noms : *interdisciplinarité*, *multidisciplinarité*, *transdisciplinarité*, *polydisciplinarité* et même *métadisciplinarité* [2]. Dans le contexte de cette Table ronde, l'interdisciplinarité se définira comme un échange entre différentes disciplines. Mais quel que soit le terme utilisé, le concept clé mise sur la collaboration entre les disciplines dans le but d'atteindre un objectif commun, c'est-à-dire la conservation du patrimoine.

Des recherches ont été menées à propos de la contribution de l'histoire de l'art, des études urbaines et surtout de l'architecture à la théorie et la pratique de la conservation du patrimoine. D'autres disciplines ou domaines d'expertise n'ont pas été autant examinés. Quelques études provenant des études touristiques ont traité de la conservation du patrimoine, plus particulièrement du patrimoine mondial [3]. Des recherches innovantes portant sur la relation entre le développement régional et le patrimoine ont été menées par la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial de l'Université du Québec à Rimouski et sa titulaire, la professeure Marie-José Fortin [4]. À l'exception de la publication de Jean Carroon portant sur l'architecture verte et le livre de l'Institut de conservation Getty portant sur la gestion du changement, la recherche portant sur le développement durable et la conservation du patrimoine s'est limitée à des rencontres nationales et internationales d'experts incluant quelques tables rondes de la Chaire [5]. Les rapports entre l'économie et le patrimoine, quant à eux, se sont principalement orientés vers le développement communautaire, notamment par les publications de Xavier Greffe et David Throsby ainsi que le travail innovant de Donovan Rypkema réalisé pour English Heritage [6]. En matière de changements climatiques, un phénomène qui a d'évidentes conséquences sur le patrimoine culturel, peu a été documenté, si ce n'est que le livre de May Cassar et une étude émanant du Royaume-Uni en rapport avec le patrimoine mondial [7].

La Table ronde 2015 est structurée de manière à examiner le thème selon des points de vue différents. Une conférence publique prononcée par la professeure de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et directrice de la Chaire UNESCO Culture, Tourisme, Développement, Maria Gravari-

Barbas, sur les enjeux du patrimoine et du tourisme inaugurera l'atelier. Le lendemain, la Table ronde débutera avec une introduction sur l'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine au 21^e siècle. Des présentations se pencheront ensuite sur la contribution des disciplines étroitement liées à la conservation telles que l'architecture, l'histoire de l'art et l'urbanisme. Puis, il sera question d'autres champs d'expertises qui ne font pas habituellement partie du discours de la conservation du patrimoine : le développement régional, la géographie, le développement durable et des études de tourisme. Une session portant sur la contribution potentielle d'autres disciplines à la conservation du patrimoine suivra, incluant des présentations sur la climatologie, l'anthropologie et l'économie du patrimoine. Suite à ces considérations théoriques, la Table ronde laissera la parole à des praticiens du patrimoine qui présenteront des projets de conservation qui ont permis l'interaction de différentes disciplines. La dernière séance sera consacrée au point de vue des étudiants sur la possibilité et la pertinence d'intégrer l'interdisciplinarité dans la formation en conservation du patrimoine. Finalement, la Table ronde terminera avec des rapports des rapporteurs, une synthèse et un retour sur le sujet.

En lien avec le mandat éducatif du programme des Chaires de recherche du Canada qui vise à transmettre la connaissance à la prochaine génération de gardiens du patrimoine, des étudiants en conservation du patrimoine sont conviés à cette expérience d'apprentissage unique, soient ceux inscrits aux programmes d'études supérieures à l'Université de Montréal et à l'Université Carleton à Ottawa, ainsi que ceux de la Willowbank School for Restoration Arts à Queenston en Ontario. En outre, une doctorante de l'Université de Montréal présidera une session cette année et six étudiants des institutions participantes présenteront leur opinion sur le besoin d'interdisciplinarité dans l'éducation en conservation du patrimoine. Enfin, comme c'est le cas à chaque année, des étudiants agiront en tant que rapporteur pour une des sessions prévue au programme. Les comptes rendus des tables rondes précédentes de Montréal peuvent être consultés sur le site Web de la Chaire à l'adresse :

<http://www.patrimoinebati.umontreal.ca/fr/activites/tables-rondes/>

Le but de la rencontre est de favoriser un échange d'expertises pratique et en recherche afin de clarifier comment la théorie et la pratique en conservation du patrimoine pourraient mieux intégrer de larges perspectives de diverses disciplines connexes. La Table ronde explorera les approches possibles pour trouver un terrain commun. Pour les chercheurs et les praticiens de la conservation du patrimoine, un tel dialogue contribuera à une meilleure compréhension des approches passées et des pratiques actuelles, le tout dans le but de fournir des orientations pour répondre aux besoins du 21^e siècle en conservation du patrimoine.

Christina Cameron

Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti

Mars 2015

Notes

[1] G. Boccardi, “From mitigation to adaptation: a new heritage paradigm for the Anthropocene,” *Perceptions of Sustainability in Heritage Studies* (Bonn: De Gruyter, 2015) (sous presse).

[2] E. Morin, « Sur l’interdisciplinarité, » *Bulletin Interactif du Centre International de Recherches et Études transdisciplinaires*, vol. 2, no. 2 (1994), np. En ligne, consulté le 15 février 2015 : <http://ciret-transdisciplinarity.org/bulletin/b2c2.php>

[3] A. Pederson, *Managing Tourism at World Heritage Sites: a Practical Manual for World Heritage Site Managers* (Paris: UNESCO World Heritage Centre, 2002); Rebanks Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd, *The Economic Gain: Research and Analysis of the Socio Economic Impact Potential of UNESCO World Heritage Site Status* (Carlisle: University of Cumbria, 2006); L. Bourdeau, *Tourisme et patrimoine mondial* (Québec: Université Laval, 2013).

[4] M.-J. Fortin, *Paysage industriel: lieu de médiation sociale et enjeu de développement durable et de justice environnementale. Les cas des complexes d’Alcan (Alma, Québec) et de Pechiney *Dunkerque, France)*, (Lille : ANRT, 2007); M.-J. Fortin *et al.*, “Le paysage politique pour territorialiser l’action publique et les projets de développement: le cas de l’éolien au Québec,” *Paysage et développement durable*, vol. 1, no. 2 (2010), np.

[5] J. Carroon, *Sustainable Preservation: Greening Existing Buildings* (Hoboken: Wiley, 2010); GCI, *Managing Change : Sustainable Approaches to the Conservation of the Built Environment*, J. M. Teutonico and F. Matero, eds. (Santa Monica: Getty, 2003); C. Cameron et S. I. Dialoo, eds., *L’impact des stratégies de durabilité sur la pratique de la conservation du patrimoine/Impact of sustainability strategies on heritage conservation practice, Procès-verbal de la Table ronde de la Chaire du 9 au 11 mars 2011/Proceedings of the Chair Round Table 9-11 March 2011* (Montréal: la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, 2011); C. Cameron et J. Herrmann, eds., *Les éoliennes et le paysage : vers un développement durable/Wind Turbines and Landscapes : Towards Sustainable Development, Procès-verbal de la Table ronde de la Chaire du 13 au 15 mars 2013/Proceedings of the Chair Round Table 13-15 March 2013* (Montréal : la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, 2013).

[6] X. Greffe, *La valorisation économique du patrimoine* (Paris : la documentation française, 2003); D. Throsby, *The Economics of Cultural Policy* (Cambridge : Cambridge University Press, 2010); D. Rypkema, *The Economics of Historic Preservation: A Community Leader's Guide*, 2nd ed. (Washington: National Trust for Historic Preservation, 2005).

[7] M. Cassar, *Climate Change and the Historic Environment* (London: University College London, 2005); UNESCO, *Case Studies on Climate Change and World Heritage* (Paris: UNESCO World Heritage Centre, 2007).

1. INTRODUCTION

The focus of the 10th Montreal Round Table (2015), *Interdisciplinarity and Heritage Conservation: from Theory to Practice*, to be held March 11-13, 2015 in Montreal, is aligned with two of the research themes of the Chair, namely the processes and methodologies for values-based planning and management of heritage properties, and the influence of UNESCO's World Heritage Convention on conservation practice. The Chair's research program explores the evolving notion of built heritage and the impacts of this evolution on the processes of conservation, development, appropriation, management and use of historic places.

The annual Montreal Round Tables are unique learning opportunities created by the Canada Research Chair on Built Heritage at the Université de Montréal. Each year, the Chair selects a difficult topic of current interest to researchers and practitioners, inviting up to thirty Canadian and international experts in heritage conservation and related disciplines to participate in a free-wheeling discussion over three days. Speakers share their specialized knowledge as a means of framing the discussions. In the spirit of a Round Table, each participant joins the debate in a frank exchange of views.

The choice of subject for this tenth edition of the Montreal Round Table stems from random conversations and articles about the need to engage many disciplines in the work of heritage conservation. With growing demands for rehabilitation of urban centres and increased interest in heritage studies, scholars and practitioners in heritage conservation are wrestling with the need to engage more disciplines and points of view in their work. Indeed, there is even a debate about whether or not heritage conservation itself is or could eventually be considered as a discipline in its own right. Certainly academic funding agencies in Canada and elsewhere have difficulty making provision within their "list of disciplines" for research in this field. Beyond the theory, it is clear that interdisciplinarity is a difficult concept to operationalize. While the objective is laudable, the engagement of a broad range of disciplines rarely occurs in heritage conservation theory and practice. Moreover, there is lack of clarity about just how such an objective might actually be carried out. The Montreal Round Table aims to advance thinking in this area by exploring various approaches to achieving greater interdisciplinarity in the theory and practice of heritage conservation.

Heritage conservation as a field of activity began in the 19th century, initially to oppose destruction of the old and its replacement by the new in the context of industrialization. It has been characterized as confrontational and essentially reactive, preserving heritage places from the adverse

effects of modernity in order to safeguard the symbols of our cultural identity. The underlying assumption was a distinction between the “past” and the “present”, thereby supporting the idea that heritage places are fundamentally different and separate from the rest of the built environment. This duality is reflected in the terminology of charters and other standard-setting instruments like the World Heritage Convention.

For much of the 20th century, heritage practitioners focused on a select number of prominent monuments and sites, to safeguard them and protect them from changes that might negatively impact their values. New approaches in heritage conservation are blurring the distinction between heritage places and the rest of the built environment. Changes include the broadening of the physical size and cultural meaning of heritage places and the democratization of decision-making processes through engagement of civil society and local communities. At the same time, the global context has changed due to the irreversible impact of human activities on the Earth’s ecosystems. In assessing this situation, Giovanni Boccardi, a heritage conservation practitioner officer working for UNESCO, argues that we are moving from the Holocene, a temperate and placid era, to the Anthropocene, an era that will be marked by climate change, deforestation, loss of biodiversity, decline of food and energy sources, and massive migrations[1]. In this context, heritage conservation is only a component of the large global ecosystem. The impact of this new era on the principles and practice of heritage conservation will require engagement across diverse fields of knowledge and a re-positioning of heritage conservation within the sustainability agenda.

How will heritage conservation engage more broadly with other disciplines? The evolution of scientific disciplines perhaps offers a model. The word “discipline” refers to an organizational category within scientific knowledge. The organization of disciplines was established in the 19th century, especially with the formation of modern universities, and developed in the 20th century with the rise of scientific research. A discipline tends to become autonomous and isolated over time, developing its own boundaries, language, techniques and theories. The history of science (human and pure) is not only that of the constitution and the proliferation of disciplines, but at the same time the opening up of their boundaries to solve problems that cross disciplines. One of the most powerful tools of science is the challenge to an existing discipline that breaks its boundaries and transforms thinking through the formation of a new cognitive schema. This has been labelled in various ways: interdisciplinary, multidisciplinary, transdisciplinary, pluridisciplinary, polydisciplinary and even metadisciplinary[2]. For the purposes of the Round Table, interdisciplinarity is considered as an exchange among various

disciplines. Whatever the label, the key concept is a focus on cooperation among the disciplines in pursuit of a common purpose, in this case heritage conservation.

Some research has been conducted on the contribution of art history, urban studies and especially architecture to the theory and practice of heritage conservation. Other disciplines and fields of study have not attracted even that level of attention. Preliminary work has been carried out with regard to the contribution of tourism studies to heritage conservation, mostly within the framework of World Heritage[3]. Pioneering studies on the relationship of regional development to heritage conservation come from Marie-José Fortin, Canada Research Chair in Regional and Territorial Development, University du Quebec at Rimouski[4]. Beyond Jean Carroon's important work on greening buildings and the Getty Conservation Institute's book on managing change, research on the broad relationship between sustainable development and heritage conservation remains at the level of national and international workshops of experts including the Montreal Round Tables [5]. Links between economics and heritage conservation studies have largely been confined to community guidance, with the publications of Xavier Greffe and David Throsby as well as Donovan Rypkema's ground-breaking book [6]. In terms of climate change which evidently has implications for the theory and practice of heritage conservation, little exists beyond a book by May Cassar and an important study carried out in the United Kingdom in the context of World Heritage[7].

The workshop begins with the contribution of closely-related disciplines and then expands to others that are not usually part of the heritage conservation discourse. The 2015 Montreal Round Table is structured to examine the question from various perspectives beginning with an evening public conference on heritage conservation and tourism by Professor Maria Gravari-Barbas, Director of UNESCO Chair on Culture, Tourism and Development at the Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne on issues concerning the relationship of heritage and tourism. The workshop programme continues with an introduction to interdisciplinarity and heritage conservation in the 21st century, followed by a session on closely-associated disciplines like architecture, art history and urbanism. To deepen an understanding of the issue, presentations then focus on related disciplines such as regional development, geography, sustainable development and tourism studies. A subsequent session reflects on the contribution of other disciplines, including climatology, anthropology and heritage economics. After these theoretical considerations, the Round Table will hear from heritage practitioners about their interaction with various disciplines in the course of their project work. The final session is devoted to

student views on heritage conservation education and interdisciplinarity. The Round Table concludes with reports from the rapporteurs, an overview presentation and general discussion of the issues raised.

Students in heritage conservation studies are invited to this unique learning experience, including participants from the graduate programmes at the Université de Montréal and Carleton University in Ottawa as well as the diploma programme at Willowbank School of Restoration Arts in Queenston. In line with the educational mandate of the Canada Research Chairs programme, students are encouraged to participate in the deliberations of the Montreal Round Tables. In 2015, one doctoral student from the Université de Montréal will preside over a session and six students from the participating institutions will take part in a formal debate on “The need for interdisciplinarity in heritage conservation education.” While all students benefit from the networking opportunity, several also serve as rapporteurs of individual sessions. Student participation fulfils one of the Chair’s roles in transmitting knowledge to the next generation of heritage stewards, on the understanding that long-term success in heritage conservation will depend on future generations taking over such responsibilities. Results of previous Montreal Round Tables can be consulted on the Chair’s website.

<http://www.patrimoinebati.umontreal.ca/en/activities/round-tables/>

The purpose of the meeting is to foster an exchange of research, experience and observations in order to clarify how heritage conservation theory and practice might better incorporate broad perspectives from various related disciplines. It will explore possible approaches to find common ground. For researchers, students and practitioners in heritage conservation, such a dialogue will contribute to a better understanding of past approaches and current practice in order to provide guidance to meet the needs of the 21st century.

Christina Cameron

Canada Research Chair on Built Heritage

March 2015

Endnotes

[1] G. Boccardi, “From mitigation to adaptation: a new heritage paradigm for the Anthropocene,” *Perceptions of Sustainability in Heritage Studies* (Bonn: De Gruyter, 2015) (forthcoming).

[2] E. Morin, « Sur l’interdisciplinarité, » *Bulletin Interactif du Centre International de Recherches et Études transdisciplinaires*, vol. 2, no. 2 (1994), np. Available at <http://ciret-transdisciplinarity.org/bulletin/b2c2.php>

- [3] A. Pederson, *Managing Tourism at World Heritage Sites: a Practical Manual for World Heritage Site Managers* (Paris: UNESCO World Heritage Centre, 2002); Rebanks Consulting Ltd and Trends Business Research Ltd, *The Economic Gain: Research and Analysis of the Socio Economic Impact Potential of UNESCO World Heritage Site Status* (Carlisle: University of Cumbria, 2006); L. Bourdeau, *Tourisme et patrimoine mondial* (Québec: Université Laval, 2013).
- [4] M.-J. Fortin, *Paysage industriel: lieu de médiation sociale et enjeu de développement durable et de justice environnementale. Les cas des complexes d'Alcan (Alma, Québec) et de Pechiney *Dunkerque, France)*, (Lille : ANRT, 2007); M.-J. Fortin et al., "Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement: le cas de l'éolien au Québec," *Paysage et développement durable*, vol. 1, no. 2 (2010), np.
- [5] J. Carroon, *Sustainable Preservation: Greening Existing Buildings* (Hoboken: Wiley, 2010); GCI, *Managing Change : Sustainable Approaches to the Conservation of the Built Environment*, J. M. Teutonico and F. Matero, eds. (Santa Monica: Getty, 2003); C. Cameron and S. I. Dialoo, eds., *L'impact des stratégies de durabilité sur la pratique de la conservation du patrimoine/Impact of sustainability strategies on heritage conservation practice, Procès-verbal de la Table ronde de la Chaire du 9 au 11 mars 2011/Proceedings of the Chair Round Table 9-11 March 2011* (Montréal: la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, 2011); C. Cameron and J. Herrmann, eds., *Les éoliennes et le paysage : vers un développement durable/Wind Turbines and Landscapes : Towards Sustainable Development, Procès-verbal de la Table ronde de la Chaire du 13 au 15 mars 2013/Proceedings of the Chair Round Table 13-15 March 2013* (Montréal : la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, 2013).
- [6] X. Greffe, *La valorisation économique du patrimoine* (Paris : la documentation française, 2003); D. Throsby, *The Economics of Cultural Policy* (Cambridge : Cambridge University Press, 2010); D. Rypkema, *The Economics of Historic Preservation: A Community Leader's Guide*, 2nd ed. (Washington: National trust for Historic Preservation, 2005).
- [7] M. Cassar, *Climate Change and the Historic Environment* (London: University College London, 2005); UNESCO, *Case Studies on Climate Change and World Heritage* (Paris: UNESCO World Heritage Centre, 2007).

2. PROGRAMME DE LA TABLE RONDE

Mercredi 11 mars 2015

- 17:30 Conférence publique
 Maria Gravari-Barbas, professeure, directrice de la Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, France
Conserver par, conserver pour le tourisme : enjeux de la relation entre patrimoine et tourisme.
- Commentaire**
 Mathieu Dormaels, post-doctorant, la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial, Université du Québec à Rimouski
- Période de questions**
Anne Cormier, Directrice, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
- Lieu: Pavillon de la Faculté de l'aménagement
 Amphithéâtre 1120
 2940, chemin de la Côte-Ste-Catherine
 Montréal, Québec
- 19:30 Dîner pour les participants de la Table ronde
- Lieu: Bistro Olivieri
 5219 chemin de la Côte-des-Neiges
 Montréal, Québec

Jeudi 12 mars 2015

- Lieu: Institut de statistique de l'UNESCO
 5255, avenue Decelles, 7^e étage
 Montréal, Québec
- 09:00 Inscription
- 09:15 **Mot de bienvenue**

 Paul Lewis, doyen, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
- 09:30 **Session 1: Introduction à la Table ronde 2015**
 Rapporteur session 1: James Arteaga, étudiant à la maîtrise, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Christina Cameron, professeure, École d'architecture et titulaire, Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine : les enjeux

Jeffrey Cody, Senior Project Specialist, The Getty Conservation Institute, Los Angeles
L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine au 21^{ième} siècle

10:30 Pause

11:00 **Session 2: Les disciplines étroitement associées à la conservation du patrimoine**
 Présidente: Natalie Bull, directrice générale, Héritage Canada La Fiducie nationale
 Rapporteur session 2: Melissa Mars, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Susan Ross, professeure adjointe, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University
La contribution de l'architecture à la conservation du patrimoine

Claudine Déom, professeure agrégée, École d'architecture, Université de Montréal
La contribution de l'histoire d'art à la conservation du patrimoine

Marie Lessard, professeure titulaire, Institut d'urbanisme, Université de Montréal
La contribution de l'urbanisme à la conservation du patrimoine

11:45 Discussion

12:30 Déjeuner

Lieu: Institut de statistique de l'UNESCO

13:30 **Session 3: La conservation du patrimoine et ses disciplines connexes**
 Président: Nicholas Roquet, professeur adjoint, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
 Rapporteur session 3: Adélie De Marre, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Marie-José Fortin, professeure, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial, Université du Québec à Rimouski
La contribution du développement territorial et de la géographie à la conservation du patrimoine paysager

Erica Avrami, James Marston Fitch Assistant Professor of Historic Preservation,
Columbia University

La contribution de la conservation du patrimoine à la durabilité

Maria Gravari-Barbas, professeure, directrice de la Chaire UNESCO « Culture,
Tourisme, Développement », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, France

La contribution du tourisme à la conservation du patrimoine

14:15 Discussion

14:45 Pause

15:15 **Session 4: La conservation du patrimoine: les sciences et l'économie**

Présidente: Judith Herrmann, candidate au Ph.D. en aménagement, Faculté de
l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteur session 4: Katie Hollingshead, étudiante au diplôme, Willowbank School of
Restoration Arts

Ewan Hyslop, head, Sustainability, Research & Technical Education, Historic Scotland,
Edinburgh

La contribution de la climatologie à la conservation du patrimoine

Myriam Grondin, candidate au Ph.D. en anthropologie, Université de Montréal

La contribution de l'anthropologie à la conservation du patrimoine

16:00 Discussion

16:45 Fin de la journée

19:00 Dîner pour les participants de la Table ronde

Lieu: Bistro Olivieri
5219 chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec

Vendredi 13 mars 2015

Lieu: Institut de statistique de l'UNESCO
5255, avenue Decelles, 7^e étage
Montréal, Québec

09:00 **Session 5: L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine mises en pratique**

Président: Jacques Lachapelle, professeur titulaire, École d'architecture, Université de
Montréal

Rapporteur session 5: Zeynep Ekim, étudiante à la maîtrise, Heritage Conservation
Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Jill Taylor, architecte, Taylor Hazell Architects, Toronto
La reconnaissance des diverses disciplines à l'Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (ACECP)

Julia Gersovitz, architecte, Fournier Gersovitz Moss Drolet et associés, architectes (FGMDA), Montréal
Pratiquer l'interdisciplinarité en conservation du patrimoine

Julian Smith, architecte, doyen de la faculté, Willowbank School for Restoration Arts
Enseigner l'interdisciplinarité: la vision de Willowbank

10:00 Discussion

10:30 Pause

11:00 **Session 6: La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants**

Président: Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant:

Mardjane Amin, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Amber Polywkan, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Theresa Felicetti, student, Willowbank School of Restoration Arts

Jesse Robertson, Masters student, Public history Program, Carleton University

Taylor Giberson, étudiant au diplôme, Willowbank School of Restoration Arts

Jacques Archambault, étudiant, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Commentaire : Chris Wiebe, Administrateur, politiques du patrimoine et relations intergouvernementales, Héritage Canada la Fiducie nationale, Ottawa

12:15 Déjeuner

13:15 **Session 7: La synthèse des discussions de la Table ronde et quelques conclusions**

Présidente: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Les comptes-rendus des rapporteurs

Session 1: James Arteaga, Carleton University
 Session 2: Melissa Mars, Université de Montréal
 Session 3: Adélie De Marre, Université de Montréal
 Session 4: Katie Hollingshead, Willowbank School of Restoration Arts
 Session 5: Zeynep Ekim, Carleton University

Nobuko Inaba, titulaire de la Chaire, Masters Program in World Heritage Studies,
 Graduate School of Comprehensive Human Sciences, University of Tsukuba, Tokyo
Synthèse des discussions et conclusion de la Table ronde 2015

Discussion générale

- 15:15 Anne Cormier, directrice, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
Discours de clôture
- 15:30 Clôture de la Table ronde 2015

2. ROUND TABLE PROGRAMME

Wednesday 11 March 2015

- 17:30 Public Lecture
 Maria Gravari-Barbas, Professor, Director of UNESCO Chair on Culture, Tourism and Development, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, France
*Conserved **by**, conserved **for** tourism: issues on the relationship between heritage and tourism*

Commentary
 Mathieu Dormaels, post-doctoral student, Canada Research Chair in Regional and Territorial Development, University du Quebec at Rimouski

Question period
 Anne Cormier, Director, School of Architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Location: Pavillon de la Faculté de l'aménagement
 Amphithéâtre 1120
 2940, chemin de la Côte-Ste-Catherine
 Montréal, Québec

- 19:30 Dinner for Round Table participants

Location: Bistro Olivieri

Procès-verbal 2015
Proceedings 2015

5219 chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec

Thursday 12 March 2015

Location: UNESCO Institute for Statistics
5255, avenue Decelles, 7th floor
Montréal, Québec

09:00 Registration

09:15 **Welcome**

Paul Lewis, Dean, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

09:30 **Session 1: Setting the stage**

Rapporteur session 1: James Arteaga, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Christina Cameron, Professor, School of Architecture and Canada Research Chair on Built Heritage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
Interdisciplinarity and heritage conservation: the issues

Jeffrey Cody, Senior Project Specialist, The Getty Conservation Institute, Los Angeles
Interdisciplinarity and heritage conservation in the 21st century

10:30 Break

11:00 **Session 2: Heritage Conservation: Closely-associated disciplines**

Chair: Natalie Bull, Executive Director, Heritage Canada the National Trust

Rapporteur session 2: Melissa Mars, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

Susan Ross, Assistant Professor, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University
The contribution of architecture to heritage conservation

Claudine Déom, Associate Professor, School of Architecture, Université de Montréal
The contribution of art history to heritage conservation

Marie Lessard, Professor, Institute of Urban Studies, Université de Montréal
The contribution of urbanism to heritage conservation

11:45 Discussion

12:30 Lunch

Location: UNESCO Institute for Statistics

13:30 **Session 3: Heritage Conservation: Related disciplines**

Chair: Nicholas Roquet, Assistant Professor, School of Architecture, Université de Montréal

Rapporteur session 3: Adélie De Marre, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

Marie-Jose Fortin, Professor and Canada Research Chair in Regional and Territorial Development, University du Quebec at Rimouski

La contribution du développement territorial et de la géographie à la conservation du patrimoine paysager.

Erica Avrami, James Marston Fitch Assistant Professor of Historic Preservation, Columbia University

The contribution of heritage conservation to sustainability

Maria Gravari-Barbas, Professor, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, and Director of UNESCO Chair on Culture, Tourism and Development

The contribution of tourism to heritage conservation

14:15 Discussion

14:45 Break

15:15 **Session 4: Heritage Conservation: Science and Technology**

Chair: Judith Herrmann, Doctoral student, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteur session 4: Katie Hollingshead, Diploma student, Willowbank School of Restoration Arts

Ewan Hyslop, Head, Sustainability, Research & Technical Education, Historic Scotland, Edinburgh

The contribution of climatology to heritage conservation

Myriam Grondin, Ph.D. student, Anthropology, Université de Montréal

The contribution of anthropology to heritage conservation

16:00 Discussion

16:45 Close of session

19:00 Dinner for Round Table participants

Location: Bistro Olivieri

5219 Chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec

Friday 13 March 2015

Location: UNESCO Institute for Statistics
5255, avenue Decelles, 7th floor
Montréal, Québec

09:00 **Session 5: Interdisciplinarity and Heritage Conservation: the practitioners**
Chair: Jacques Lachapelle, Professor, School of Architecture, Université de Montréal
Rapporteur session 5: Zeynep Ekim, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Jill Taylor, Architect, Taylor Hazell Architects, Toronto
Recognizing diverse disciplines in the Canadian Association of Heritage Professionals (CAHP)

Julia Gersovitz, Architect, Fournier Gersovitz Moss Drolet and associates architects (FGMDA), Montreal
Putting interdisciplinarity into heritage conservation practice

Julian Smith, Architect, Dean of Faculty, Willowbank School for Restoration Arts
Teaching interdisciplinarity: the Willowbank vision

10:00 Discussion

10:30 Break

11:00 **Session 6: The need for interdisciplinarity in heritage conservation education: views from the students**

Chair: Jerzy Elzanowski, Assistant Professor, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Mardjane Amin, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

Amber Polywkan, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Theresa Felicetti, student, Willowbank School of Restoration Arts

Jesse Robertson, Masters student, Public history Program, Carleton University

Taylor Giberson, student, Willowbank School of Restoration Arts

Jacques Archambault, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

Commentary: Chris Wiebe, Manager, Heritage Policy & Government Relations,
Heritage Canada the National Trust, Ottawa

12:15

Lunch

13:15

Session 7: Round Table Discussion and Conclusions

Chair: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de
l'aménagement, Université de Montréal

Reports of the Rapporteurs

Session 1: James Arteaga, Carleton University

Session 2: Melissa Mars, Université de Montréal

Session 3: Adélie De Marre, Université de Montréal

Session 4: Katie Hollingshead, Willowbank School of Restoration Arts

Session 5: Zeynep Ekim, Carleton University

Nobuko Inaba, Chair, Masters Program in World Heritage Studies, Graduate School of
Comprehensive Human Sciences, University of Tsukuba, Tokyo
Overview of 2015 Round Table

General discussion

15:15

Anne Cormier, Director, School of Architecture, Université de Montréal
Closing Remarks

15:30

Close of 2015 Round Table

3. TEXTES DES CONFERENCIERS / TEXTS OF THE SPEAKERS

Session 1: Introduction à la Table Ronde 2015

Setting the stage

Rapporteur session 1: James Arteaga, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

3.1 INTERDISCIPLINARITY IN HERITAGE CONSERVATION IN THE 21ST CENTURY: FOUR STORIES AND THEIR LESSONS

Jeffrey Cody, Senior Project Specialist, The Getty Conservation Institute, Los Angeles



Jeffrey Cody

(Photo : Hélène Santoni, 2015)

This is a presentation with 4 stories, the first of which is a short story about myself as an “interdisciplinary” because there’s an important point I want to make, exemplified by some key experiences I had in the early 1980s, when I decided to return to university, Cornell University – to study historic preservation/conservation – after a decade of working odd jobs, doing archaeological fieldwork and traveling for three years (overland from Europe to Asia and back), after receiving my first university degree, in European History. The other three stories relate more directly to work experiences I’ve had in the past decade, when I have been very fortunate to work at the Getty Conservation Institute in Los Angeles, which has engaged me in some remarkable projects, as you will see. Story #2 concerns archaeological site conservation in Tunisia and Southeast Asia. Story #3 revolves around urban conservation planning in Malaysia, and Story #4 centers on the iconic Eames House, where Charles & Ray Eames lived in Los Angeles and where several of my Getty colleagues have been engaged in an ongoing interdisciplinary conservation project that offers some lessons related to our Round Table.

One of my main arguments is that, although achieving ‘interdisciplinary’ collaboration in heritage conservation is difficult to accomplish, it is crucial to strive for, in the interest of achieving the best, most sustainable results. However, we should be aware that “**multidisciplinarity**” does not equal “**interdisciplinarity**”. My first two stories relate more to the former: bringing disciplines together, but each discipline working in its standard self-contained manner, such as architects, urban designers, planners, archaeologists and heritage conservation “experts”; or coming together in a charrette setting, something I have helped organize a few times, when I was a Professor of Architecture at the Chinese University of Hong Kong, from 1995-2004. My second pair of stories are more centered around “**interdisciplinarity**”, or attempts to either **integrate** different disciplinary approaches or, (using another word in the lexicon we might be using here) achieving “**transdisciplinarity**”, thus transgressing the boundaries defined by traditional, disciplinary modes of inquiry (Despres, Vachin and Fortin 2011).

STORY #1: Cornell University's Historic Preservation Planning Program, 1982-85

I enrolled in Cornell's historic preservation planning program in 1982, hoping I would find stimulation in the field of heritage conservation and get the kind of job that I now have. (It took almost twenty years for that to happen, but that is another story.) I was a seasoned traveler, an older-than-usual graduate student, and a neophyte to the field of conservation. I naively thought that architects and planners would naturally work together collaboratively. At Cornell -- one of the first US universities to teach planning and the second US university to establish a Department of Architecture (in 1871, three years after MIT) -- I was pleased to find planning and architecture in the same building. At first I was blind to the fierce tensions between these two disciplines which, a century ago, worked closely on the designing of cities and spaces. However, in both Europe and North America, as architects began embracing "modernism" and as planners became more "social scientists" than "place-makers", severe rifts began to occur (Crimson and Lubbock 1994, chapter 3; Ravetz 1980, 197-236; Taylor 1998, 3-20; Glazer 2007, 255-270; and Palermo 2014). In 1985, just as I was finishing my Master's degree in conservation (or "historic preservation planning", as it was/is referred to at Cornell) there was an institutional "divorce" at Cornell between the Departments of City & Regional Planning and Architecture. The recent construction of Milstein Hall at Cornell (2009-2011, by the "starchitect" Rem Koolhaas, a Cornell alumnus; see Milstein Hall 2015) is a huge and curious artifact of that divorce. Suffice it to say that planners have a much smaller stake in this building (and its use) than architects do.

As an historian of both architecture and planning, ever since I lived in this first "story", I have been curious about the split between these two disciplines. Here are just a few salient milestones.

- Previous "unity" of the two disciplines vs. bifurcation, especially after architects reject Beaux-Arts methods and ideals.
- "Drafting tables were tossed for pickets and surveys and spreadsheets." (Campanella 2011)
- "Systems theory" in planning [new] vs. "design" in architecture [as ever, but in a "modernist" mode]
- Meanwhile, "heritage conservation" growing as a "discipline": Venice Charter (1964), National Historic Preservation Act, USA (1966), World Heritage Convention (1972), etc.

One of the key points here, though, is that just as these two crucial disciplines focused on the built environment were pulling apart, because of “urban renewal” – and many other factors that we cannot outline in detail now – the field of “heritage conservation” became increasingly popular. The famous Canadian, Jane Jacobs, was part of this trend (Jacobs 1961), but interests in conserving the built heritage resonated well beyond North America, even if initially the main institutions created were in Europe (Jokilehto 1999, 288-92). We are **still** grappling with too much Eurocentrism in the conservation field, but that is a long and different saga.

My first story, then, demonstrates that just because disciplines live in the same building and have the same focal points, they can and often **do** remain separate. Several years after Cornell, when I taught architectural history in a School of Architecture (Chinese University of Hong Kong, from 1995 to 2004), I became more familiar with the insightful studies of the educator Ernest Boyer about what he called “the scholarship of integration, of discovery, of application, and of teaching” (Boyer 1990). In 1990 Boyer said “by integration, we mean making connections across the disciplines, placing the specialties in larger context, illuminating data in a revealing way We mean serious, disciplined work that seeks to interpret, draw together, and bring new insight to bear on original research.” (Boyer 1990, 18-19). Six years later, Boyer focused particularly on architectural education, saying “we urge schools [of architecture] to establish a genuine climate of scholarly integration”, but he was quick to point out several institutional obstacles (Boyer 1996, 60). We will not go into those precise obstacles now, but the point is that there has been some improvement since I lived that story #1.

Before moving to Story #2, I should very quickly place myself in the broader context of the J. Paul Getty Trust, where I began to work in 2004, specifically in the Getty Conservation Institute (GCI); most of my own work resides in both the Education and Field Projects Departments. For much further detail, I urge you to look at our website, www.getty.edu. In terms of heritage conservation, for thirty years we (speaking institutionally) have been a major global institution that seeks to advance conservation practice through a wide, and strategically chosen constellation of fascinating projects, involving so-called moveable and non-moveable cultural heritage. One main reason I have felt comfortable working at the Getty is because of its strong commitment to interdisciplinary approaches in its quest for quality.

STORY #2: GCI Training Efforts in Tunisia, Lao PDR and Thailand, 2007-09

Story #2 centers on Tunisia and Southeast Asia, two locations where I helped create and then deliver (with assistance from some fabulous Getty colleagues and institutional partners) two, different but related courses about the conservation and management of archaeological sites (http://www.getty.edu/conservation/our_projects/education/sea/index.html; and http://www.getty.edu/conservation/our_projects/field_projects/mosaics/mosaics_component2.html Accessed 14 May 2015). The first was in Tunisia (2007), followed almost concurrently with project work in Southeast Asia (2008-2009). The target audience in each location were archaeologists and



Figure 1. Main temple at the World Heritage site of Vat Phou, Lao PDR.

what have sometimes been called “site managers”, although that thorny term has many confusing connotations in these two very distinct cultural contexts. In both North Africa and Southeast Asia many younger colleagues (to whom these courses were geared) were relatively uncomfortable with “interdisciplinary” training;

they were archaeologists and they wanted to excavate sites, not necessarily conserve them, and yet they were tasked with “conservation and management” of their sites. That latter term – management -- is another prickly term, today often linked to the term “conservation”. Again, that linkage and the popularity of the term “management” in the conservation discipline is a curious one, but we won’t get detoured on that now (Cody and Fong 2012, 98-110).

Some participants in our training course at the World Heritage site of Vat Phou (Lao PDR) were surprised to learn the significance of natural landscape features, such as a sacred mountain, where a stone stack rising from the mountaintop (seemingly a natural *lingam*) has been venerated first by Hindu celebrants, and then Buddhists for centuries. This temple (figure 1) houses the main image (now



Figure 2 : George Town, Penang (Malaysia), inscribed on the World Heritage List in 2008.

devoted to Buddha) where, previously, sacred water was channeled from the *lingam* to several smaller *linga* within the temple. The place's significance, in other words, reached beyond the architecture to encompass the broader physical landscape. This is just one brief example that shows how often heritage conservation projects need to integrate the expertise of multiple disciplines,

from structural engineering -- to understand the failure of so many Khmer temples -- to anthropology and sociology -- to understand how the site is used today. We had wonderful, capable and inquisitive participants. However, they struggled with the range of disciplinary shifting that we, as "heritage conservation experts" with varied specialties – architects, stone conservators, landscape architects, field archaeologists -- employed to teach them how to achieve sustainable results.

In Tunisia, although the context was fundamentally different, I witnessed similar challenges. Two of the most significant were (1) demonstrating to "one-field practitioners" how more sustainable results could be achieved by involving a sensible range of talents from different disciplines; and (2) reinforcing the crucial point that heritage conservation is more about finding creative and context-specific solutions, based on solid research, than it is about applying "recipes" in a general manner. These relatively short, intense courses (two- to three-weeks long) permitted us to explore conservation issues at a range of scales, and to broach a full spectrum of archaeological, architectural and social issues, including politics which, as we are now witnessing globally, can explode with horrible consequences.

STORY #3: GCI's Urban Conservation Planning courses in Malaysia, 2012-present

For about a decade I have managed the Getty Conservation Institute's built heritage conservation education program in Southeast Asia,

which is now called Urban Conservation in Southeast Asia (http://www.getty.edu/conservation/our_projects/field_projects/urban/).

In spring 2015 we will be completing our third urban conservation planning course with two Malaysian partnering organizations (Badan Warisan Malaysia and Think City) who share our objectives to provide (primarily) planners with greater skills for meeting enormous pressures on historic architecture within Malaysia's historic cities (such as George Town, Penang, fig. 2, inscribed on the World Heritage List in 2008), and in increasingly urbanizing rural landscapes (such as Balik Pulau, figure 3, on Penang Island about 25 kilometers from George Town).

In the context of these training courses, the GCI (and I, personally) use a variety of pedagogical approaches, stressing the importance of both teamwork and interdisciplinary perspectives in heritage conservation.

- formal presentations by a team of teachers
- informal discussions
- field exercises tied to presentations
- supplementary teaching materials (largely for post-course consultation)
- post-course mentoring
- re-convening the mentorees and mentors – with all participants and instructors – approximately six months after the course's completion.



Figure 3 : Balik Pulau, an urbanizing rural landscape approximately 25 kms from George Town, on Penang Island.

When we have placed planners alongside architects during a focused field exercise, they have realized some of their own disciplinary weaknesses (e.g., not possessing well-developed drafting skills, not seeing places with sufficient three-dimensionality, or not understanding carefully enough the socio-cultural dimensions of a place they are analyzing). Similarly, the architects have realized that effective documentation should include “cultural mapping” (Pillai 2013), and not just plans, sections, elevations and axonometric drawings.

Working within, or near a World Heritage site that is experiencing dramatic changes has permitted us to examine several difficult questions in a complex and fragile setting. Four of these are:

- How best to “document”?
- What is heritage conservation and how does it differ from its supposed nemesis: development?
- What kind(s) of intervention work best?

Should one intervene at all?

Architectural conservation is complicated enough, but in the case of many Malaysian places (and indeed throughout Southeast Asia) the effects of intense urbanization are dramatic. “Design”, at least as that word/concept is usually employed in Schools of Architecture, is not enough. Culture, residents’ ideas, and understanding “the spirit of place” (Loh 2007) are, or should be, the handmaidens of design.

The global is confronting the local in myriad ways, architecturally and otherwise. The need for sensitive practitioners, with an understanding that these situations reach well beyond one “discipline”, is urgent. Essentially, we are hoping to train a group of what the MIT educator, Donald Schön, called “reflective practitioners” (Schön 1984). Thus, we come to a pivotal crossroads and we face difficult choices, one of which is how best to **integrate** different disciplinary approaches? There is no one answer, but one way is to sharpen the focus on a particular place, and then scrutinize that place as deeply as possible. That point brings me to my fourth and final story.

STORY #4: GCI Eames House conservation project, 2013-present

The residence of Charles and Ray Eames in Pacific Palisades, CA is an icon of Modern architecture (figure 4), but increasingly it has needed more effective and long-lasting conservation, due to many factors. Two years ago, the GCI was approached by the Eames Foundation (i.e., the descendants of Charles and Ray) to assist the Foundation in developing a conservation plan for the house that would extend 200 years. Obviously, this task poses a host of challenges that reach well beyond “architecture” and, to address those challenges, the GCI has been able to assemble a talented team of experts from both within and outside the Getty, and from a range of disciplines, to attempt to



Figure 4 : Residence of Charles and Ray Eames (1949), Pacific Palisades, California.

find appropriate solutions

(see

http://www.getty.edu/conservation/our_projects/field_projects/eameshouse/index.html).

Time and space do not permit me to elaborate fully on these challenges and solutions, but they range from landscape and internal conditions to wood deterioration and paint analysis. The “story” of this ongoing project, nested within the GCI’s broader

Conserving Modern Architecture Initiative, is an exemplary case of interdisciplinary collaboration, involving architects, environmental engineers, chemists, biologists, structural engineers, planners and wall painting conservators. Thus, it represents a kind of “gold standard” of interdisciplinary collaboration in heritage conservation, greatly facilitated by internal Getty funding.

CONCLUSIONS

- Heritage conservation inherently implies a “design exercise” involving several disciplines.
- Achieving “interdisciplinarity” is not as easy as “multidisciplinarity”.
- Achieving harmonious interdisciplinarity is akin to conducting a jazz orchestra of many talents; no one conductor is identical to another, as the Israeli conductor, Itay Talgam, demonstrated so wonderfully in a recent TED talk (Talgam 2009).
- For best results, find willing and able partners; then create a team representing different disciplines, with shared values and objectives.
- Old places need (new) help.
- Get to it!

REFERENCES

- Boyer, Ernest L. 1990. *Scholarship Reconsidered: Priorities of the Professoriate*. San Francisco: Jossey-Bass and the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching.
- Boyer, Ernest L. and Lee Mitgang 1996. *Building Community: a New Future for Architecture Education and Practice*. Princeton, N.J.: Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching.
- Campanella, Thomas 2011. “Jane Jacobs and the Death and Life of American Planning.” *Places Journal*, April 2011. Accessed 16 February 2015. <https://placesjournal.org/article/jane-jacobs-and-the-death-and-life-of-american-planning/>
- Cody, Jeffrey W. and Kecia L. Fong, “Beyond band-aids: the need for specialized materials conservation expertise in Asia.” In Patrick Daly and Tim Winter, eds., *Routledge Handbook of Heritage in Asia*. New York and London: Routledge, 2012.
- Crinson, Mark and Jules Lubbock 1994. *Architecture: Art or Profession, 300 years of architectural education in Britain*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Despres, Carole; Geneviève Vachon and Andrée Fortin 2011. “Implementing Transdisciplinarity: Architecture and Urban Planning at Work.” In Isabelle Doucet, Nel Janssens et al, eds. *Transdisciplinary Knowledge Production in Architecture and Urbanism: Towards Hybrid Modes of Inquiry*. Springer Ebook.
- Glazer, Nathan 2007. *From a Cause to a Style: Modernist Architecture’s Encounter with the American City*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.
- Jacobs, Jane 1961. *The Death and Life of Great American Cities*. New York: Random House.

- Jokilehto, Jukka 1999. *A History of Architectural Conservation*. London: Butterworth-Heinemann.
- Loh, Laurence 2007. "Conveying the Spirit of Place." In Richard A. Engelhardt, ed. *Asia Conserved: Lessons Learned from the UNESCO Awards for Culture Heritage Conservation [2000 – 2004]*. Bangkok: UNESCO Bangkok.
- "Milstein Hall at Cornell University / OMA" 01 Nov 2011. ArchDaily. Accessed 14 May 2015. <http://www.archdaily.com/?p=179854>
- Palermo, Pier Carlo 2014. "Whatever is happening to urban planning and urban design? Musings on the current gap between theory and practice." *City, Territory and Architecture* 1:7.
- Pillai, Janet 2013. *Cultural Mapping: a guide to understanding place, community and continuity*. Petaling Jaya, Malaysia: Strategic Information and Research Development Centre.
- Ravetz, Alison 1980. *Remaking Cities: Contradictions of the Recent Urban Environment*. London: Routledge.
- Schön, Donald A. 1984. *The Reflective Practitioner: How Professionals Think in Action*. New York: Basic Books.
- Talgam, Itay 2009. *Lead Like the Great Conductors*. https://www.ted.com/talks/Itay_talgam_lead_like_the_great_conductors/transcript?language=en. Accessed 11 May 2015.
- Taylor, Nigel 1998. *Urban Planning Theory Since 1945*. London: Sage.

Session 2: Les disciplines étroitement associées à la conservation du patrimoine
Heritage Conservation: Closely-associated disciplines

Présidente / Chair: Chair: Natalie Bull, Executive Director, Heritage Canada the National Trust

Rapporteur session 2: Melissa Mars, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

3.2 LA CONTRIBUTION DE L'ARCHITECTURE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE
THE CONTRIBUTION OF ARCHITECTURE TO HERITAGE CONSERVATION

Susan Ross, Assistant Professor, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University



Susan Ross

(Photo: Hélène Santoni, 2015)

As part of an introductory session on disciplines that are closely associated with heritage conservation, including architecture, art history and urban planning, I was asked to speak about the contribution of architecture to heritage conservation. My comments start with definitions of architecture more generally, and then I speak to its ongoing contribution to heritage conservation. I will end with observations on the values of interdisciplinarity, and question whether heritage conservation itself is a discipline or a field.

Defining architecture's disciplines

As a graduate of first McGill University and then Université de Montréal, and now teaching at Carleton University, I would start by remarking that architecture is taught very differently in each of these places. This is in part because of the distinctive connections made to other fields within each university, be it engineering, planning, other design fields, or to the sciences, humanities and the arts more generally. Secondly, a shift started with the introduction of the professional masters in architecture – in Canada, mostly starting in the 1990s – and in some architecture programmes, specialized streams either at the graduate or undergraduate level. These types of institutional contexts, prolonged study requirements and programme specializations, all affect how a discipline is defined, studied, and then practiced in relation to other disciplines. So to begin with, I would like to offer three working definitions of architecture, based on the ideas of architecture as shelter, as experience, and as expression. These definitions are intended to help anchor a discussion of the field of architecture – and its related disciplines – in the context of both heritage conservation and interdisciplinarity.

The first definition, architecture as shelter, is an *ecological* definition about architecture's purpose. Somewhat paraphrasing James Fitch, the role of architecture is to “help relieve the stress of the environment to allow us to carry out the activities of survival” (Fitch, 1999). In this definition, architecture can be seen not only as a human or cultural activity, but also as one that connects humans to the natural world in which we must find our place in order to survive. Rooted in this definition are the importance of the sciences, engineering and technology in architecture.

A second definition, architecture as *experience*, emerges from an understanding of this total immersion of architecture in the environment. How people relate to architecture, or how we perceive it with all our senses and perspectives, sub-consciously as background, or consciously through specific

acts of study or “story telling”, are fundamental to its meaning. Embedded then in this definition are the importance of history, literature and the humanities to an understanding of architecture.

Neither of these first two definitions speaks to the fact that over the history of humanity, architecture, or at a more basic level building, has embodied some of our most significant and diverse forms of cultural *expressions*. While a definition of architecture as expression is often reduced to the idea of a single architect’s vision or design, certainly everyone here will realize that our architectural heritage was created through complex collaboration. The collective character of these uniquely diverse but related expressions helps us to understand our multiple identities and hopefully also inspire and sometimes delight us. This third definition of architecture as expression highlights the importance of art, craft, and all forms of representation to meanings of architecture.

These three definitions connect architecture more to various disciplines than separate it. To try and disentangle architecture from the sciences, humanities or the arts, could in fact undo part of its strength as a place that gathers disciplines. So to conclude this section of definitions, I want to highlight that architecture engages a wide range academic disciplines, and also related professionals: architects, landscape architects and planners, but also surveyors, technologists, structural and building engineers, building science and materials specialists, builders, manufacturers, artisans, historians of art, architecture, cities and many other kinds, and includes all their skills and knowledge. As a result, comments on the contribution of architecture to heritage conservation would probably need to be more nuanced than is possible in this brief overview, with respect to each related area of professional practice or academic study.

Five aspects of the ongoing contribution of architecture to heritage conservation

The title of this session of three papers on “closely-associated disciplines” suggests that architecture, art history and urban planning are already a fundamental part of heritage conservation. Certainly the tradition of conserving our built or architectural heritage has become central to how not only experts but also the public perceives the history of the field. Histories of heritage conservation are frequently entitled histories of architectural conservation (Jokilehto, 1999). I will not even try to summarize ‘all the names’ or ideas that this represents, but will focus on a selection of present and future possible contributions. These contributions relate to: place-based thinking; techniques of representation; imagining change; problem-based learning and activist research; and finally, project

team-building and leadership. In contrast to past such assessments of the specific contributions of different disciplines to conservation (COTAC, 1993), these five aspects suggest what architecture offers rather than what heritage conservation needs.

Architecture focuses us on thinking about ‘place’. Even as meanings of heritage and the objectives of the field of heritage conservation have expanded, in terms of heritage and values typologies, an essential focus has often remained on the built fabric, and the idea of place, which has been much enriched by the idea of the wide range of intangible associations. ‘Place’ in both its physical manifestations, and associated meanings, are of course concepts studied in many disciplines. A focus on place therefore remains one of the ways that many other fields are brought into heritage conservation. A continued focus on place-based thinking, studies and practices is one of the first contributions of architecture to heritage conservation.

Architecture has fostered the development of many parallel forms of representation. As part of its long tradition, the pursuit of architectural conservation has also contributed to defining and developing many basic approaches and methodologies, including surveying and other forms of documentation, as a basis for more in-depth, investigation and treatment approaches, but also interpretation and analysis by many fields. I would dwell on the documentation work, since this is perhaps the part of the craft of architecture, as it has most recently exploded with new possibilities, as drawings and photography have taken on new potential in the digital age. While expertise in the techniques of representation does not belong to one particular profession, it is certainly a major contribution of architecture to heritage conservation.

Architecture helps to give concrete expression to necessary change. One could argue that our architectural heritage, and with it the study of architecture, has taken too much place in heritage conservation; other disciplines may now be more relevant to addressing newer objectives such as sustainability or newer paradigms such as intangible heritage. However, it is important to recall that architecture is not only its heritage, or a focus on that heritage, but a living activity; the study of architecture as a discipline of planning, design, history and theory, pertains to the present and future as much as the past. Indeed this need to connect to the future, and with it to change, can be seen in the titles of two more recent conservation journals to emerge from Architecture programmes: *Future Anterior* and *Change Over Time*. Heritage conservation could pay more attention to the ongoing discussion of the purposes of architecture, to embrace change as a positive contribution to the past. A

third contribution then is that architecture can be an essential context for imagining and planning changes in the future.

Architectural practice and teaching studios modeled on practice, help promote problem-based learning and activist research. The architecture studio defines projects based on current problems in real contexts, sending students out into the world and bringing the world into the studio. This can foster or enable participatory and activist practices to address social issues across the global-local spectrum, including the conservation of natural and cultural heritage. Social engagement or responsibility is again being taught in design, but now needs to be critically informed by the lessons of failed modernist ideals (Cupers, 2014). The participatory and activist work required in heritage conservation can be part of these problem-based studios and practices, or challenge them with expanded objectives.

The need for architecture to change and re-orient to changing ideals has fostered new kinds of leadership and ideas of collaboration in architecture. Most notably, in the last decades we have seen in architectural design theory and practice major commitments to sustainability, with professional associations taking leading positions in the critique of the dominant North American politics of energy development (Ivy, 2013). Particularly relevant to our discussion here, is the holistic paradigm to emerge in the 1990s called “Whole Building Design” and both the Integrated Design Approach and Team Process that it has helped to promote (Prowler, 2012). This process strives to re-integrate the large and complex multi-disciplinary teams involved in every stage and aspect of building projects, whose increasing disciplinary requirements had led to decreasing coordination and understanding or common goals. Leadership in defining change in a complex multi-disciplinary context is a major contribution of architects or other leaders in the building professions to heritage conservation, and is perhaps a key aspect to addressing interdisciplinarity.

Interdisciplinarity threatens disciplinarity

However, interdisciplinarity is not necessarily about team-building. While a multi-disciplinary working context can foster interdisciplinary thinking, it is still based on the concept of distinct disciplines. Since joining the interdisciplinary School of Canadian Studies at Carleton University, I have been plunged into a different discussion of the disciplines, or more fundamentally, the gaps that exist between perspectives. This meeting of disciplines is instructive regarding how the diverse strands of academia can learn from exchange. Parallel questions on the diversity of voices reminds us to connect these

discussions to individuals, and the potential in each one of us, or our students, to position our/themselves as bridges both across multiple disciplines and against the idea of ‘the discipline’ to begin with. One of the primary characteristics of interdisciplinarity is that it threatens disciplinarity (Saltearn and Hearn, 1996).

This Round Table discussion is therefore perhaps even more important for well-established disciplines with clear related professional boundaries, such as those in the architectural profession like myself. For those of us who come from professionally constrained and safeguarded disciplines, this type of reflection and exchange challenges us to rethink the effectiveness of our apparently well-defined roles. Strictly classifying, categorizing, or characterizing, in order to apply the disciplines of modernity, is risky business in terms of the powers embedded in these disciplinary knowledge areas. We are at a stage in human knowledge development where we need to re-consider patterns in terms of synergies (Sherren, 2010). How can we work with the ‘pieces we have’, using *bricolage* or *métissage*, to focus more on what can bring us together than distinguish from another? There are many survival-type arguments for flexible frameworks that can, in the biological sense, adapt to, and allow for, the emergence or survival of other more or less established types of knowledge that we now might need.

Heritage conservation: An evolving field rather than a discipline?

A basic question underlying this discussion is whether we should we treat heritage conservation as a discipline in itself. Of course, in some ways we already do. I have to confess that I have often resisted the idea, and not just because I came to conservation with my professional discipline. Instead I would connect it to this reading of the role of interdisciplinary thinking, which suggests it may be more important to use a field like heritage conservation to create a place with permeable borders, where truly interdisciplinary thinkers from many disciplines or fields can be free to act, than to narrowly limit it to specialists. Recent theoretical developments within heritage studies have made it clearer than ever that heritage conservation practice will be continuously called upon to reframe its objectives (Witcomb and Buckley, 2013). During the Roundtable, professor Maria Gravari Barbas, who explained that tourism was a field of study rather than a discipline, introduced the difference between a field and a discipline. In both my definitions of architecture offered above, and in these concluding thoughts, I would argue that heritage conservation, like architecture, belongs to many disciplines. And neither of these fields is alone in being better served by holistic approaches than by strict categorizations.

Acknowledgements:

Thanks are conveyed to the organizers on behalf of the four students attending the Roundtable who are enrolled in the graduate class in Heritage Conservation: Theory in Practice, at Carleton University's School of Canadian Studies. The experience of taking active roles as speakers in the student session, or as rapporteurs for paper sessions, is an invaluable addition to hearing the discussions.

REFERENCES :

COTAC, "Multi-Disciplinary Collaboration in Conservation Projects in the UK, Based on ICOMOS Guidelines for Education and Training in the Conservation of Monuments, Ensembles and Sites," Conference on Training in Architectural Conservation (COTAC), UK, 1993, accessed April 9, 2015, http://cif.icomos.org/pdf_docs/Documents%20on%20line/cotac.pdf

Kenny Cupers, "Where is the Social Project?" *Journal of Architectural Education*, 68(1), 2014: 6-8.

James Marston Fitch with Willliam Bobenhausen, *American Building, The Environmental Forces that Shape It*, New York: Oxford University Press, 1999.

Robert Ivy, "Foreword," 2013 Progress Report, AIA 2030 Commitment, AIA. <http://www.aia.org/aiaucmp/groups/aia/documents/pdf/aiab104793.pdf>

Jukka Jokilehto, *A History of Architectural Conservation*, Oxford: Butterworth Heinemann, 1999.

Don Prowler, "Whole Building Design," *Whole Building Design Guide*, Revised and updated by Stephanie Vierra, March 22, 2012, Accessed April 9, 2015 http://www.wbdg.org/wbdg_approach.php

Kate Sherren, "Commentary: The Pieces We Have," *Environments Journal* 37(2), 2009/2010: 51-59.

Liora Salter and Alison Hearn, *Outside the Lines: Issues and Problems in Interdisciplinary Research*, Montreal: McGill Queen's Press, 1996.

Andrea Witcomb and Kristal Buckley, "Engaging with the future of critical heritage studies': looking back in order to look forward," *International Journal of Heritage Studies*, 19(6), 2013: 562-578.

Session 2: Les disciplines étroitement associées à la conservation du patrimoine
Heritage Conservation: Closely-associated disciplines

Présidente / Chair: Chair: Natalie Bull, Executive Director, Heritage Canada the National Trust

Rapporteur session 2: Melissa Mars, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

3.3 LA CONTRIBUTION DE L'HISTOIRE DE L'ART À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE
THE CONTRIBUTION OF ART HISTORY TO HERITAGE CONSERVATION

Claudine Déom, Associate Professor, School of Architecture, Université de Montréal



Claudine Déom
(Photo: Hélène Santoni, 2015)

L'histoire de l'art consiste en l'étude des produits de la culture qui ont été créés avec une intention artistique. La variété des produits est très vaste, de la toile peinte, à la sculpture, aux textiles, sans oublier l'art public et des expressions plus récentes telles que les installations à grande échelle et multi médiatiques. L'historien de l'art est celui qui connaît les œuvres produites au travers le temps et qui sait les mettre en relation de manière à faire valoir leur évolution, leurs spécificités culturelles, leur appartenance avec des grands courants ou tout autre aspect découlant d'une analyse.

L'étude des œuvres architecturales fait également partie de l'histoire de l'art. En effet, la plupart des programmes en histoire de l'art dans les universités canadiennes offre des cours en histoire de l'architecture. Ce sont habituellement des cours structurés en panoramas couvrant plusieurs siècles, ou encore des cours avec un accent particulier sur soit une typologie architecturale ou encore la production d'un pays. Exception faite de quelques programmes où elle prend une place prépondérante, force est de constater que l'histoire de l'architecture est souvent éclipsée au profit de celle des arts visuels dans les formations en histoire de l'art. Au Canada, l'Université Carleton est la seule à offrir un programme en histoire de l'architecture au 1^{er} cycle. Certains programmes aux États-Unis le font également, notamment l'Université de la Virginie. Le débat introduit au 19^e siècle - à savoir si l'histoire de l'architecture peut être considérée comme une discipline à part entière – perdure au sein des départements d'histoire de l'art et des écoles d'architecture. Il s'agit d'ailleurs d'un des points discutés par le professeur en histoire de l'architecture à l'Université Griffith en Australie, Andrew Leach, dans son ouvrage publié en 2010 et intitulé *What is Architectural History?* (Leach 2010) Si j'évoque l'existence de ce débat, c'est qu'il me semble important de préciser que mon propos est celui d'une historienne de l'architecture formée dans un programme en histoire de l'art, ce qui différerait possiblement de celui formé en architecture ou en histoire.

Histoire de l'architecture et conservation du patrimoine bâti

Sans surprise, je commence en affirmant que l'histoire de l'architecture contribue grandement à la conservation du patrimoine architectural. Elle permet de documenter des bâtiments afin d'en déterminer l'intérêt patrimonial. Cet apport est considérable à la lumière de l'importance accordée à l'intérêt architectural dans le domaine de la conservation. L'exemple des critères i), ii) et iv) pour déterminer la valeur universelle exceptionnelle et subséquemment une inscription à la Liste du patrimoine mondial en fait foi, chacun valorisant l'apport de l'architecture ou du produit de la création

artistique dans le paysage construit et aménagé [1]. L'intérêt architectural est également très présent dans les critères de désignation patrimoniale qu'utilise le Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine du gouvernement fédéral canadien. Parmi les trois grandes familles de critères de ce système d'évaluation quantifiée – Associations historiques, Architecture et Environnement –, c'est celle de l'architecture qui octroie un potentiel de points le plus élevé (55 contre 35 pour Associations historiques et 45 pour Environnement) en questionnant la conception esthétique du bâtiment, sa conception fonctionnelle, son exécution et la qualité des matériaux et son association à un concepteur de renom [2].

Certaines approches de l'histoire de l'architecture ont donc bien desservi les besoins de la conservation au travers les années. Mais pas toutes : dans son ouvrage, Andrew Leach identifie six approches pour «faire» de l'histoire de l'architecture: l'approche selon les périodes et les styles, les biographies des architectes, la culture et la géographie, les typologies [architecturales] et les thèmes. Une sixième approche est celle où l'histoire de l'architecture est abordée par le biais des aspects techniques et la pratique. (Leach : 41-75)

Cette énumération fait voir que certaines façons de faire de l'histoire de l'architecture ne sont pas très pratiquées dans la discipline de l'histoire de l'art. Il y a, d'une part, le peu d'intérêt démontré pour les aspects constructifs de l'architecture, ses matériaux et ses assemblages. À une rare occasion pendant mes cours d'histoire de l'architecture, je me rappelle d'avoir pris un grand plaisir à lire le chapitre 6, «Construction and Decoration», de l'ouvrage de Franklin Toker du début des années 1980, *The Church of Notre-Dame in Montreal*, qui documente ces aspects et les intègre dans l'histoire du bâtiment au même titre que des informations sur l'architecte James O'Donnell et sur le contexte montréalais au cours de la première moitié du 19^e siècle. Ce type d'ouvrage n'est pas très répandu dans le domaine de l'histoire de l'art. Une recension préliminaire de la littérature sous le thème de l'histoire des matériaux et de la construction révèle que le mot conservation y est souvent associé. Ces quelques publications sont représentatives de ce phénomène [3]. Ceci questionne bien sûr les motifs qui nous poussent à faire de l'histoire de l'architecture. Et, en ce sens, je dirais que ce sont plutôt les historiens de l'architecture travaillant en conservation qui ont fait une contribution importante à l'histoire de l'art et non l'inverse. Viollet-le-Duc, architecte-restaurateur français du 19^e siècle, est sans doute un des personnages ayant le plus contribué à la compréhension des aspects constructifs de l'architecture, des connaissances qu'il a contribué, doit-on le rappeler, dans le but de restaurer les monuments médiévaux de la France.

Par ailleurs, le domaine de la conservation du patrimoine a comblé un autre manque des recherches en histoire, soit l'étude des diverses transformations physiques d'un bâtiment au fil du temps. Ces informations sont nécessaires afin de guider le choix de l'intervention. Or l'histoire de l'art ne s'attarde que très rarement à l'évolution physique d'un édifice au travers les années. Les cours présentent plutôt une construction tel qu'elle était au début de son existence, faisant abstraction des diverses interventions qui l'ont façonnée et des différents usages qu'elle a abrités. Le Panthéon de Rome, par exemple, est présenté comme un temple païen de l'Antiquité romaine dont le plan circulaire et le dôme étaient inédits au 2^e siècle de notre ère. On n'explique pas que ce que l'on voit en regardant des images est la résultante de plusieurs transformations au fil des siècles, telles qu'une restauration de son portique et de son dôme au cours de la 1^e moitié du 15^e siècle suite à un tremblement de terre. Des clochers furent

ajoutés au 17^e siècle à un moment où le lieu servait de lieu de culte chrétien, un usage qui lui est toujours attribué de nos jours. (Figure 1) Ces ajouts furent démolis lors d'une des campagnes de travaux en 1882 visant à retrouver une unité stylistique. (Jokilehto : 72). Cette publication sur l'Université de la Virginie [4] se concentre uniquement sur l'histoire du lieu à l'époque



Figure 1 Le Panthéon de Rome au 17^e siècle.

Source : Gravure de Piranèse, *Vedute di Roma* tirée de Jokilehto, J. (1999). *A History of Architectural Conservation*. États-Unis : Butterworth-Heinemann, p. 39.

contemporaine de l'architecte du complexe, Thomas Jefferson. Il va sans dire que ceci est d'intérêt, mais il est cependant regrettable que le lecteur n'ait pas l'occasion

de connaître les péripéties qu'a connues le lieu au cours des siècles qui ont suivi, notamment la reconstruction de la Rotonde par l'architecte Stanford White en 1895 suite à un incendie. Un dernier exemple est celui de la Martin House de Frank Lloyd Wright située à Buffalo. La restauration, amorcée en 1996, a mené à la reconstruction de la pergola, du jardin d'hiver et de la remise pour les calèches qui avaient été démolis au cours des années 1960. La maison, qui avait été modifiée du vivant de l'architecte et de la famille Martin, a ensuite été subdivisée en appartements par le nouveau propriétaire. Ces informations ne sont cependant que rapidement relatées par l'historien de

l'architecture, Jack Quinan en quelques courts paragraphes servant d'épilogue à son ouvrage qui est entièrement consacré à ce projet de Wright [5].

Au final, donc, à quelques exceptions près, l'histoire de l'art parle des bâtiments de la même manière qu'elle parle des œuvres d'art visuel, c'est-à-dire en s'intéressant particulièrement aux formes et à la composition et l'authenticité du concepteur. L'architecture est observée à distance. L'impact de facteurs qui peuvent intervenir sur les bâtiments au fil du temps comme le climat, l'économie et le contexte politique et social sont ignorés. Cette façon de parler de l'architecture entretient une vision figée des édifices, et une qui en valorise principalement l'état d'origine. En revanche, en se servant du bâtiment comme une source d'information, le domaine de la conservation du patrimoine a développé une autre manière de faire de l'histoire de l'architecture. Mais la diffusion limitée - pour ne pas dire inexistante - de ces recherches n'a pas permis au regard porté sur l'architecture par les historiens de l'art à se sortir de ses créneaux traditionnels.

Conservation-restoration of art and built heritage conservation

The second point I wish to put forward is that art conservation has greatly influenced the conservation of built heritage. While I am not an expert in art conservation, what I do know about it indicates that the ultimate goal sought by restorers is to bring the work of art back as close to its original form as possible. Granted, this does not occur without its fair share of challenges: there are often, for instance, passionate discussions regarding the amount of varnish to remove from a surface and how such a decision can impact the material conservation of the work of art and the way it is perceived. Such was the case for the restoration of the Sistine Chapel in the Vatican during the 1980's and 1990's. Restoration can also represent chemical challenges. This was clearly demonstrated by the recent work done on Rothko's 1958 canvas *Black on Marron* undertaken by the Tate Modern after it was defaced with ink by a visitor to the museum. When all is said and done, the intent is to behold as much of the original work as time has allowed us to inherit. Reaching this goal usually means that traces of past interventions disappear. The restoration of the early Renaissance frescoes in the Brancacci chapel in Florence in the 1980's resulted in the disappearance of leaves painted over some parts in the late 1600's, even though they were requested by Cosimo III de' Medici. (Figure 2) Cesare Brandi's art restoration theory seems to have been forgotten over time. The famous Italian theorist put forward that the work of art could be restored to regain not only its artistic polarity (or unity), but also



Figure 2 Detail of *Adam and Eve expelled from Paradise* (Masaccio, 1426-27, Brancacci Chapel, Florence), before and after restoration.

http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cappella_brancacci_00.JPG#mediaviewer/File:Cappella_brancacci_00.JPG

its historical one. Brandi then went on to say that is the conservator's responsibility to make this choice in view of the restoration's context (Brandi: 52-74). It would nevertheless seem that restoration favours the artistic unity of the work of art i.e. the preservation of the original colours, forms and composition.

Notwithstanding some architectural conservation theories that state the opposite, such as 19th century Camillo Boito's, and some principles found in international charters, namely the Venice Charter, considered as one of the founding documents of modern conservation [6], I would argue that many of the decisions in built heritage follow the same *modus operandi* as in art restoration. The period restoration examples from the United States presented earlier certainly support this idea. The current restoration of the interior of Chartres' cathedral also makes a strong case. In this instance, following the discovery of the original 13th century sealing coat on the vaults which was hidden

under subsequent coats of plaster and layers upon layers of dust, it was decided to expose the original ochre-colored layer. The lacunae were filled with a paint of the same color and the stone pattern following the original design was recreated. This work was undertaken as part of a larger restoration project of the entire cathedral which began in 2009. This particular intervention on the vaults is questioned (not to say criticized) by some historians in regards to the interpretation of conservation charters. One argument against the restoration states that the original color and pattern and its relation to the light inside the building provided by the now restored stain glass windows have not been a part of the church's experience for several centuries [7].

Of course, these examples can be considered icons, if not by their own architectural merit, by the notoriety of their designer. But doesn't that fact simply reinforce the argument of the similarities

between art restoration and conservation of buildings? Nicholas Stanley-Price provides some useful insight about the reasons why we conserve: *Reconstruction has always been one of the most controversial issues for those with an interest in the material evidence of the past. The urge to make whole again a valued building or work of art that is incomplete is a very strong one, similar in some ways to the urge to improve or correct someone else's text. The core of Western conservation theory is epitomized in the question as to how far restoration should be taken.* (Stanley-Price: 32). While there is nothing wrong with restoration *per se*, it is not the only way to conserve architecture. Adaptive reuse, a practice that has always prevailed in the history of architecture, is another means to that end. But the repurposing of a building entails changing it, a process that necessarily diverges from the goals of restoration. I often wonder about how our very (overly?)-developed historic/artistic sensibility reacts to the idea of change. Could it be that the field of conservation shy away for recycling architecture because it forces decisions about change that we are not ready to assume? Many of these decisions currently lie in the hands of architectural firms who are not necessarily guided by conservation principles, but more by intuition and an overall sympathy for the existing building. Even if the results can be deemed positive in some instances, the presence of a conservation expertise needs in my view to be strengthened.

In conclusion, art history has made an important contribution to built heritage conservation. It will undoubtedly continue to do so in the future. But the question is to what extent? In view of the current discourse in built heritage conservation, perhaps we should reconsider the importance we attribute to art and esthetics when identifying what is heritage and devising strategies for conserving it. If we are indeed migrating towards human values, landscape and sustainability as suggested at the last ICOMOS international scientific symposium in 2014, the contribution of other disciplines, some of which we will be discussing at this Round Table, will perhaps force us to revise some of our traditional attitudes. Personally, I find that thought appealing and stimulating. To be continued.

Notes :

[1] Les critères sont : (i) représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain; (ii) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages; (iv) offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine. Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, 2013. En ligne : <http://whc.unesco.org/fr/orientations> , consulté le 13 mars 2015.

[2] Les critères d'évaluation du Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine sont accessibles sur le site de Parcs Canada : <http://www.pc.gc.ca/fra/progs/beefp-fhbro/evaluation.aspx>. En ligne, consulté le 13 mars 2015.

[3] Les ouvrages montrés en exemples étaient : Auger, Jules et Nicholas Roquet (1999). *Mémoire de bâtisseurs du Québec : Répertoire illustré de systèmes de construction du 18e siècle à nos jours*. Montréal: Méridien; Friedman, Donald (2010). *Historical Building Construction: Design, Materials, and Technology*. New York: W.W. Norton; Weaver, Martin E. (1997). *Conserving Buildings. A manual of techniques and Materials*. New York: Wiley; Jester, Thomas C. (1995, 2014). *Twentieth-Century Building Materials: History and Conservation*. Los Angeles: Getty Conservation Institute.

[4] Brawne, Michael (1994). University of Virginia, Londres: Phaidon Press.

[5] Quinan, Jack (2014). *Frank Lloyd Wright's Martin House: Architecture as Portraiture*, New York: Princeton Architectural Press.

[6] Article 11 of the Venice Charter is particularly revealing of the dichotomy between theory and practice for restoration of built heritage: The valid contributions of all periods to the building of a monument must be respected, since unity of style is not the aim of a restoration. When a building includes the superimposed work of different periods, the revealing of the underlying state can only be justified in exceptional circumstances and when what is removed is of little interest and the material which is brought to light is of great historical, archaeological or aesthetic value, and its state of preservation good enough to justify the action. Evaluation of the importance of the elements involved and the decision as to what may be destroyed cannot rest solely on the individual in charge of the work.

[7] Articles on this discussion can be found on line : <http://www.nybooks.com/blogs/nyrblog/2014/dec/14/scandalous-makeover-chartres/> ;

<http://www.nybooks.com/blogs/nyrblog/2014/dec/17/new-chartres-exchange/> ;

<http://www.theguardian.com/artanddesign/2014/dec/19/us-architect-sparks-row-chartres-cathedral-restoration-paul-calvel> ; <http://archrecord.construction.com/features/critique/2015/1502-amnesia-at-chartres.asp>

REFERENCES :

Brandi, Cesare (1963, 2000). *Théorie de la restauration*. Paris : éditions du patrimoine.

Jokilehto, Jukka (1986) *A History of Architectural Conservation*, Ph.D thesis, University of York.

Leach, Andrew (2010). *What is Architectural History?* Cambridge: Polity.

Toker, Franklin (1970). *The Church of Notre-Dame in Montreal: an Architectural History*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Sarrazin, Béatrice « RESTAURATION (peinture et sculpture) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 13 mars 2015. <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/restauration-peinture-et-sculpture/>

Stanley-Price, Nicholas (2009). «The Reconstruction of Ruins: Principles and Practice Conservation» in: Richmond, Alison and Alison Bracker (eds). Conservation: Principles, Dilemmas and Uncomfortable Truths. Londres: Elsevier, pp. 32-46.

Session 2: Les disciplines étroitement associées à la conservation du patrimoine
Heritage Conservation: Closely-associated disciplines

Présidente / Chair: Chair: Natalie Bull, Executive Director, Heritage Canada the National Trust

Rapporteur session 2: Melissa Mars, Masters student, CEB Program, Université de Montréal

3.4 LA CONTRIBUTION DE L'URBANISME À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE
THE CONTRIBUTION OF URBANISM TO HERITAGE CONSERVATION

Marie Lessard, Professeure titulaire, Institut d'urbanisme, Université de Montréal



Marie Lessard
 (Photo: Hélène Santoni, 2015)

Quand on évoque les liens entre conservation du patrimoine et urbanisme, on pense d'abord aux contraintes que les bâtiments anciens posent pour le *développement du territoire*, tant physiquement qu'économiquement. C'est d'ailleurs pour éviter qu'on les démolisse pour faciliter le redéveloppement qu'on en est venu à reconnaître comme monuments historiques des immeubles, ensembles et centres anciens. Ou au contraire, on s'enthousiasme face aux potentialités identitaires et de marketing qu'offrent ces lieux pour la *reconstruction de la ville sur la ville*. Bref, on est préoccupé par l'impact de la conservation du patrimoine sur l'évolution et la représentation de la ville.

Discuter de la contribution de l'urbanisme à la conservation du patrimoine exige un autre point de vue, que je qualifierais de plus procédural ou instrumental, considérant non les qualités attendues de la ville mais les procédés à mettre en place à cet effet. En d'autres mots, comment l'urbanisme, comme système de dispositifs, participe-t-il à l'intégration du patrimoine à la ville qui évolue, qui se construit et se reconstruit ? Les administrations publiques sont des acteurs majeurs à cet égard. Dans le contexte nord-américain, si elles interviennent de façon directe, par exemple en acquérant et en réhabilitant des immeubles ou des ensembles bâtis, leur influence se manifeste d'abord et avant tout indirectement, par des incitatifs fiscaux et des subventions à la restauration et, surtout, par un encadrement des projets privés. J'ai ainsi choisi d'aborder les liens entre urbanisme et conservation par un examen des pratiques publiques d'encadrement du développement urbain dans le contexte du Montréal d'aujourd'hui [1].

Je commencerai mon analyse par un examen de l'impact sur la conservation du patrimoine des outils de gestion du territoire montréalais et des outils de connaissance situés en amont. J'aborderai ensuite le rôle des diverses parties prenantes dans la gestion de ces outils. Puis je poserai la question de l'alliance entre patrimoine et urbanisme en mettant leurs moyens d'action respectifs en parallèle. Je tenterai en conclusion de cerner les principaux facteurs susceptibles de favoriser la prise en compte du patrimoine dans la gestion du développement de la ville.

1. LA GESTION URBANISTIQUE DU TERRITOIRE

L'encadrement public du développement urbain se traduit essentiellement par des règles du jeu relatives à la forme urbaine et aux usages de la ville. Au Québec, le cadre légal régissant ces règles est la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU). D'une part, celle-ci exige que les gouvernements régionaux et les municipalités locales planifient l'organisation spatiale de leur territoire et, d'autre part, que ces dernières élaborent et appliquent des règlements d'urbanisme en vue de la délivrance de permis

d'aménager et de construire. À Montréal, les responsabilités urbanistiques sont partagées entre la ville et les arrondissements, la planification étant principalement assumée par la ville centrale et l'urbanisme de contrôle par les arrondissements. Si tous ces gouvernements peuvent aussi élaborer des visions ou des politiques qui viennent baliser, guider ces plans et règlements ou qui portent sur des enjeux complémentaires, ces outils n'ont pas un caractère obligatoire. La *Politique du patrimoine* dont s'est dotée Montréal en 2006 en est un bon exemple (Ville de Montréal, 2006).

1.1. La planification urbanistique

Les outils de planification prescrits par la LAU donnent une vision et des orientations d'aménagement et fixent les grandes catégories de densité, de hauteur et d'usage pour les diverses

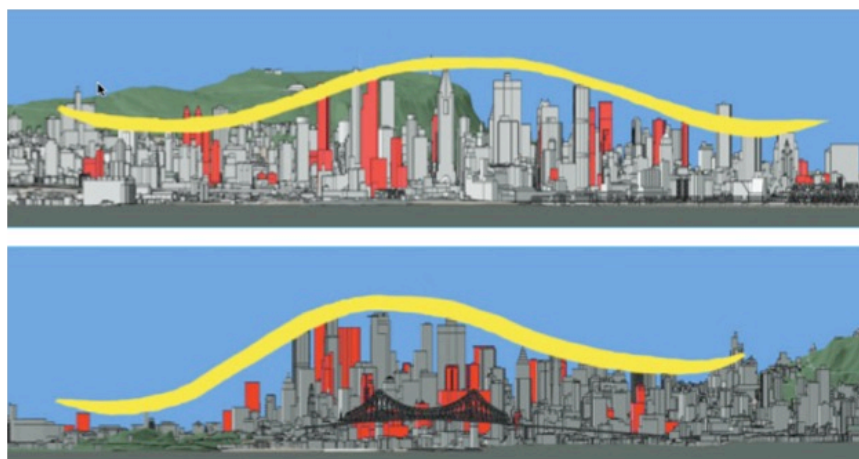


Figure 1 : La silhouette retenue par la Ville de Montréal comme guide des hauteurs dans le centre-ville (source : Arrondissement de Ville-Marie, 2012).

parties du territoire; à titre d'exemple, l'établissement de hauteurs maximales peut avoir pour but de décourager la démolition des bâtiments de faible hauteur. Ce sont ces outils qui vont constituer les bases de la réglementation d'urbanisme. À la manière de poupées gigognes, plusieurs plans opèrent sur le territoire montréalais,

correspondant aux compétences des divers niveaux de gouvernance, soit le plan métropolitain de la métropole, le schéma d'aménagement de l'agglomération montréalaise (l'île de Montréal), le plan d'urbanisme des villes de même que les programmes particuliers d'urbanisme de secteurs urbains plus petits.

En quoi ces plans contribuent-ils à la conservation du patrimoine ? Contrairement aux façons de faire avant le tournant du XXI^{ème} siècle, le patrimoine fait désormais explicitement partie des grands enjeux de l'ensemble des plans de la région montréalaise; ces enjeux se traduisent par des orientations et des balises pour la conservation et la mise en valeur des secteurs considérés comme ayant une valeur patrimoniale. À titre d'exemple, le *Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville* réitère les

principes adoptés par la Ville de Montréal dans son Plan d'urbanisme quant à la modulation des hauteurs en fonction de celle du mont Royal (Arrondissement de Ville-Marie, 2012, figure 1). Toutefois, les objectifs de conservation y sont souvent en conflit avec d'autres objectifs. Par exemple, les objectifs de densifier le territoire qui y sont fortement priorisés pour des raisons de « développement durable » sont difficilement compatibles avec la protection des vues et des secteurs patrimoniaux.

1.2. Les règlements d'urbanisme

S'ils doivent refléter les orientations dictées par les documents de planification, les règlements d'urbanisme (soit de zonage, lotissement et construction) régissent directement la construction et l'usage des bâtiments et des terrains dans les diverses parties du territoire. Traditionnellement constitués de normes précises, ces outils ont beaucoup été critiqués à cause de leur difficulté à prendre en compte les spécificités locales et, en conséquence,



Figure 2 : Prix d'intégration architecturale, Opération Patrimoine architectural de Montréal 2003, immeuble situé aux 4851-4859, avenue Henri-Julien, Peterson architectes (photo : Ville de Montréal).

pour leur impact négatif sur la conservation du patrimoine. À titre d'exemple, par leurs exigences de sécurité (matériaux incombustibles en façade, escaliers réguliers, etc.), les codes du bâtiment vont à l'encontre de la conservation du patrimoine résidentiel vernaculaire montréalais.

Toutefois, la réglementation a évolué de manière positive depuis les années 1980, grâce en particulier au recours accru à des outils à caractère discrétionnaire, fondés sur l'analyse qualitative des projets. Par exemple, en vue de résoudre les problèmes de conservation résultant des exigences de sécurité des codes du bâtiment, la Ville de Montréal a créé un comité des mesures différentes qui a pour mandat d'élaborer des solutions pour conserver le patrimoine, mais équivalentes en matière de sécurité (Talbot, 2014).



Figure 3 : Ajout par contraste à une maison du XIXe siècle, Dorval, architecte H. Cleinge (photo : H. Cleinge).

L'approche discrétionnaire permet ainsi une meilleure prise en compte des caractéristiques variées des milieux existants et offre une ouverture à des innovations mettant en valeur le patrimoine. Elle est relativement efficace dans le cas de milieux relativement homogènes et stables, où la référence à l'existant est le principal critère (figure 2). Toutefois, elle nécessite beaucoup de sensibilité et de savoir-faire de la part des divers acteurs du développement dans les quartiers hétérogènes, déstructurés ou en transition ou lorsque le contraste s'avère une solution à privilégier (Lessard, 2012) (figure 3).

L'abandon et la démolition posent des problèmes majeurs pour la conservation du patrimoine et doivent être combattus vigoureusement. Certes, les outils de contrôle existent mais ils semblent d'application difficile. Le recours à la réglementation pour obliger les propriétaires à entretenir leur propriété exige en effet un suivi minutieux et un support politique qui semblent souvent manquer. Par ailleurs, certaines municipalités et arrondissements interviennent pour empêcher que des bâtiments restent vacants ou soient démolis, à commencer par le dépistage des bâtiments « menacés », comme vient de le faire la Ville de Montréal, à la suite de la démolition de la maison Redpath en 2014. Toutefois, même les outils de contrôle les plus performants ne peuvent pallier les déficiences du marché. Les églises à vendre, les couvents et hôpitaux désaffectés à réhabiliter, en particulier lorsque les propriétés sont de grande superficie, ne peuvent pas toujours accommoder de nouveaux usages sans compromis et les fantômes urbains constituent une menace au moins aussi grande que la disparition de témoins du passé.

Ainsi, lorsque les règlements d'urbanisme ne sont pas en mesure de résoudre des problèmes particuliers, il faut innover en mobilisant d'autres outils. À cet égard, les accords de développement avec les promoteurs qu'utilise la Ville de Montréal permettent d'imposer des obligations supplémentaires de la part du propriétaire, par exemple, la protection de la chapelle dans un immeuble conventuel réhabilité à des fins résidentielles.

2. LES OUTILS DE CONNAISSANCE

L'utilisation de la connaissance pour nourrir le contrôle et l'intervention a longtemps été limitée à la production d'inventaires des bâtiments identifiés comme ayant une valeur patrimoniale; sans être inutile, ce genre d'exercice a pour effet de réduire le patrimoine à des objets isolés à protéger. La situation a changé ces dernières années, en même temps qu'on développait des outils de contrôle discrétionnaire.

Dans ce contexte, il faut saluer le recours grandissant aux analyses typomorphologiques pour élargir la connaissance à l'ensemble des caractéristiques formelles du milieu urbain (parcellaire, réseau viaire, types construits, usages) et à leurs interrelations [2]. Les premières traces de cette approche à Montréal datent du début des années 1990, avec l'identification de secteurs d'intérêt patrimonial dans le cadre de la réalisation du premier plan d'urbanisme montréalais (Ville de Montréal, 1992) [3]. Et depuis la fusion des villes du territoire montréalais au début des années 2000, divers arrondissements fondent leur réglementation d'urbanisme sur les caractéristiques des « unités et aires paysagères », notamment en utilisant des outils discrétionnaires, comme les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), qui permettent d'évaluer les projets au mérite [4].

En complément à cette approche centrée sur les caractéristiques des formes urbaines et architecturales, la Ville de Montréal a récemment adopté une procédure axée sur les valeurs, soit *l'Évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu*, obligatoire lorsqu'un immeuble ou un site est reconnu comme ayant une valeur patrimoniale ou susceptible de l'être (Ville de Montréal, 2012).

La diffusion des connaissances et la mise en valeur des bons coups sont des démarches complémentaires à l'élaboration de ces outils. C'est ainsi que tant les gestionnaires municipaux que les citoyens, architectes, promoteurs et constructeurs peuvent être sensibilisés aux particularités et aux éléments identitaires d'une ville, d'un quartier, d'une rue et d'une maison et à l'importance d'entretenir et de conserver la valeur patrimoniale des bâtiments. À cet égard, plusieurs municipalités et arrondissements produisent et diffusent des guides, tant à petite échelle, par exemple pour le remplacement des fenêtres, qu'à plus grande échelle, comme la caractérisation des diverses parties de leur territoire et les pratiques préconisées pour s'intégrer au paysage urbain local. Enfin, en honorant annuellement les propriétaires qui entretiennent et restaurent leur propriété de manière exemplaire, l'opération patrimoine architectural de Montréal (OPAM), créée en 1991 avec la collaboration de la fondation Héritage Montréal, contribue aussi à encourager la conservation du patrimoine.

3. LES PARTIES PRENANTES

On ne peut réfléchir sur l'impact de l'urbanisme sur le patrimoine sans traiter des parties prenantes, en particulier dans le contexte de la croissance de l'urbanisme discrétionnaire. Au Québec, si la décision revient aux élus, elle est encadrée par des règles démocratiques supplémentaires. À cet effet, la LAU recourt à deux principales catégories d'acteurs : les comités consultatifs d'urbanisme (CCU) et les citoyens via la consultation publique.

Avant d'aborder leur rôle, soulignons celui des fonctionnaires puisque les demandes de permis atterrissent sur leurs bureaux et qu'ils sont ainsi la cheville ouvrière du système. En majorité architectes ou urbanistes, ce sont ces professionnels qui analysent les projets soumis et font une première évaluation des aspects discrétionnaires, discutent avec les propriétaires et leurs architectes, présentent les projets au CCU, aux instances décisionnelles et dans les forums de consultation publique. Ils doivent ainsi avoir des connaissances et compétences en matière de patrimoine, qu'ils acquièrent par leur formation, le mentorat et des outils de connaissance.

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU), constitué d'élus et de citoyens, est un acteur important dans le processus décisionnel. En effet, le conseil de ville - ou le conseil d'arrondissement à Montréal - doit consulter son CCU lorsque le traitement d'un dossier a une portée discrétionnaire, comme par exemple les projets proposant des modifications à la réglementation d'urbanisme et les PIIA. Montréal compte aussi un tel comité à l'échelle pan-montréalais, le comité Jacques-Viger [5]. Les CCU montréalais agissent également comme comités de démolition, se prononçant en public sur les projets de démolition et dont les avis sont décisionnels (*Charte de la Ville de Montréal*). Ce comité n'est toutefois pas obligatoire, d'où la légèreté avec laquelle l'entretien des bâtiments est parfois malheureusement traité.

La LAU a mis en place un système de consultation générale des citoyens, qui s'applique essentiellement lors de l'élaboration et de l'adoption d'un document de planification ou d'un règlement ou encore de leur modification. Cette consultation est normalement faite par les élus mais à Montréal, la Ville a confié une partie de ses responsabilités, celle portant sur les projets pan-montréalais ou sur des lieux patrimoniaux reconnus, à un organisme indépendant consultatif auprès du conseil municipal, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Les citoyens ont par ailleurs un recours légal décisionnel, soit le référendum. C'est par ce mécanisme qu'ils peuvent, par exemple, s'opposer à la transformation d'un couvent en copropriété

résidentielle. Toutefois, ce dernier est limité à des changements majeurs aux règlements de zonage ou de lotissement et ne concerne que les habitants de la zone visée par de tels changements ou dans une zone contigüe à celle-ci.

4. Y A-T-IL ALLIANCE ENTRE PATRIMOINE ET URBANISME ?

Les outils urbanistiques ne sont pas les seuls à influencer la conservation du patrimoine urbain. La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) donne en effet au gouvernement provincial et aux municipalités divers pouvoirs et outils de conservation du patrimoine. Il s'agit essentiellement de reconnaissances formelles nationales ou locales – désignation, déclaration, citation – de bâtiments et secteurs patrimoniaux et, également, de la protection de ces derniers par la production de règles encadrant les interventions qui les concernent. Comme dans le cas de la LAU, ces encadrements se traduisent de deux manières : la première, la planification, prend la forme de plans de conservation d'un bâtiment ou d'un site bénéficiant d'une reconnaissance patrimoniale; la seconde, la réglementation, s'exprime dans les règlements encadrant la reconnaissance patrimoniale, ceux-ci incluant désormais non seulement l'officialisation de la reconnaissance mais aussi des conditions de préservation et de mise en valeur.

Les principes régissant la prise de décision sont également les mêmes que dans le cas de la LAU. S'il s'agit de reconnaissances locales, le conseil municipal prend sa décision après avis de son instance consultative, soit le Conseil local du patrimoine. En général, c'est le CCU qui occupe cette fonction mais à Montréal, cette responsabilité incombe à un Conseil du patrimoine pan-montréalais (CPM). Quel qu'il soit, ce comité a non seulement pour mandat de faire des recommandations au conseil municipal sur les reconnaissances patrimoniales, après avoir tenu des audiences publiques, mais aussi sur les projets proposés en milieu dont la valeur patrimoniale est reconnue. Lorsqu'il s'agit d'une reconnaissance nationale ou d'une intervention sur un bien patrimonial national, c'est le Conseil national du patrimoine qui joue ce rôle.



Figure 4 : Dans le Plan d'urbanisme de Montréal, grandes perspectives et vues encadrées d'intérêt, en vue de mettre en valeur le mont Royal, le caractère insulaire et les autres éléments identitaires du paysage urbain (source : Ville de Montréal, 2004).

avait été cité monument historique par la Ville de Montréal en 1990 (Ville de Montréal, 1990), justement pour en prévenir la démolition. Certes, une municipalité qui décide de citer un immeuble ou un ensemble devrait adapter ses outils urbanistiques en conséquence, mais ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, les hauteurs permises par le plan d'urbanisme sont parfois plus grandes que celles des bâtiments existants, comme c'est le cas du site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada (Ville de Montréal, 2012).

CONCLUSION

Ce petit exercice permet de constater que si les règlements et autres formes de contrôle urbanistiques ont des effets réels et concrets sur la conservation du patrimoine, le rôle des parties prenantes est encore plus important dans un système largement discrétionnaire comme celui qui prévaut à Montréal. La prépondérance du volet qualitatif met en effet l'humain au centre du processus, d'où l'importance d'améliorer, de toutes les manières possibles, la connaissance, les savoir-faire et la communication.

Ainsi, par rapport au système urbanistique, les conditions associées à l'application de la LPC constituent des « précautions » supplémentaires pour la conservation du patrimoine, utiles en particulier lorsque les autorités locales manifestent une certaine indifférence vis-à-vis cet enjeu ou encouragent le développement à tout prix (Lessard, 2012). Mais ces précautions ne sont qu'un garde-fou, comme en témoigne le cas de l'ancien théâtre Séville : l'immeuble a en effet été démoli en 2010 faute d'entretien alors qu'il

Un deuxième constat est que les univers patrimonial et urbanistique ne sont plus parallèles et étanches. Certes, ils sont régis par deux lois bien distinctes, ce qui s'accompagne presque inévitablement de contradictions. Mais les passerelles sont de plus en plus nombreuses, comme cet examen rapide a permis de l'observer.

À la lumière de ce survol, voici quelques pistes susceptibles d'améliorer la contribution de l'urbanisme à la conservation du patrimoine. Avant tout, soulignons l'intérêt d'instaurer des bilans systématiques et à intervalles réguliers de l'état du patrimoine et des actions à son égard afin d'adapter les outils et leur utilisation à leur évolution. La réalisation d'études sur les caractéristiques des formes urbaines et architecturales et sur leur valeur patrimoniale et l'inscription des résultats de ces études dans le contenu des outils de contrôle apparaissent aussi comme des éléments indispensables d'une stratégie d'intégration du patrimoine dans la gestion urbanistique, tout comme la diffusion et la mise en valeur des succès. La fusion des outils légaux d'urbanisme et de patrimoine – au Québec, la LAU et de la LPC - devrait aussi être envisagée dans l'optique d'harmoniser la gestion des projets de développement au bénéfice de la conservation du patrimoine.

Notes :

[1] Pour un regard sur l'évolution des relations entre urbanisme et patrimoine, voir Birch et Roby, 1984; Gale, 1991; et Charbonneau, Hamel et Lessard, 1992; À Montréal, voir Beudet, 2008 et 2014.

[2] Gustavo Giovannoni proposait déjà en 1931 un tel renouvellement de la manière de penser l'urbanisme dans son ouvrage *L'urbanisme face aux villes anciennes* (1931, 1998).

[3] Des exercices similaires ont alors aussi été réalisés sur l'ensemble du tissu urbain des petites villes voisines d'Outremont et de Westmount.

[4] Voir par exemple l'étude typomorphologique à la base du PIIA de l'arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal.

[5] Ce comité est toutefois exclusivement formé d'experts.

REFERENCES :

Arrondissement de Ville-Marie, Ville de Montréal (2012). *Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville*.

Beudet, G. (2014). « Patrimoine urbain et grands projets immobilier », dans M. Hubert, M. P. Lewis et M. M. Raynaud (dir.) *Les grands projets urbains - Territoires, acteurs et stratégies*, Les Presses de l'Université de Montréal : 189-234

Beudet, G. (2008). « Patrimoine, débat public et renouvellement de l'urbanisme montréalais », dans M. Gauthier, M. Gariépy et M.O. Trépanier (dir.) *Renouveler l'aménagement et l'urbanisme : planification territoriale, débat public et développement durable*, Les Presses de l'Université de Montréal : 247-263.

Charbonneau, F., P. Hamel et M. Lessard (1992). *La mise en valeur du patrimoine urbain en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays du développement : un aperçu de la question*. Montréal : Groupe interuniversitaire de Montréal Villes et développement, série "Recherche".

Charte de la Ville de Montréal (chapitre C-11.4).

Gale, D. E. (1991). « The impacts of historic district designation planning and policy implications », *Journal of the American Planning Association*, 57 (3) : 325-340

Giovannoni, G. (1931) [traduction 1998 : J.-M. Mandosio, A. Petita et C. Tandille]. *L'urbanisme face aux villes anciennes*, Paris : Éditions du seuil.

Ladner Birch, E. et D. Roby (1984). « The Planner and the Preservationist: An Uneasy Alliance », *Journal of the American Planning Association*, 50 (2) : 194-207.

Lessard, M. (2012). « Le Conseil du patrimoine de Montréal, dix ans après sa création : bilan et prospective » in *Conseil du patrimoine de Montréal, Dix ans après les fusions, un nouveau cadre pour la conservation du patrimoine à Montréal*, Actes du colloque du Conseil du patrimoine de Montréal, 15 juin 2012, p. 14 (texte complet en annexe, 12 p.).

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1).

Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002).

Talbot, D. (2014). « Code de construction et patrimoine : les enjeux », dans *Conseil du patrimoine de Montréal (dir.) Protéger le patrimoine des quartiers – nouvelles approches, autres outils et expériences d'ailleurs – Actes du colloque 2014*, Conseil du patrimoine de Montréal : 20-22.

Ville de Montréal (2012). *L'Évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu*,

Ville de Montréal (2012). *Règlement 12-006 : Règlement sur la constitution du site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada*.

Ville de Montréal (2006). *Politique du patrimoine*.

Ville de Montréal (1992). *Plan d'urbanisme*.

Ville de Montréal (1990). *Règlement By-law 8710*.

Session 3 : La conservation du patrimoine et ses disciplines connexes
Heritage Conservation: Related disciplines

Président / Chair : Nicholas Roquet, professeur adjoint, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteur session 3 : Adélie De Marre, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

**3.5 LA CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE LA GÉOGRAPHIE
 À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE PAYSAGER**

Marie-José Fortin, Professor and Canada Research Chair in Regional and Territorial Development, University du Quebec at Rimouski



Marie-José Fortin
 (Photo: Hélène Santoni, 2015)

Note : Mon propos puise à un texte déjà publié en 2014, dans la revue *Projets de paysage*, sous le titre «Les paysages de la transition énergétique : une perspective politique», auquel le lecteur intéressé pourra se référer :

http://www.projetsdepaysage.fr/fr/les_paysages_de_la_transition_energetique_une_perspective_politique#.

INTRODUCTION

La notion de patrimoine renvoie fondamentalement au temps. Plus exactement à l'épreuve du temps. Quoi, puis comment transmettre d'hier à aujourd'hui, vers demain? Et il est de ces patrimoines qui posent des défis particulièrement importants en ce sens, comme celui du paysage.

Considéré comme tel depuis peu dans l'histoire contemporaine, il est apparu avec plus de force au milieu des années 1990s, souvent sous la forme de contestations de projets présentés au nom du développement. La liste est de plus en plus longue où le paysage est vu comme menacé. Au nom de l'appartenance, de l'identité et de la mémoire notamment, des citoyens et des groupes sociaux se mobilisent. Ces débats sociaux à répétition nous montrent que la question n'est plus de savoir si le paysage doit être considéré comme un patrimoine dans nos sociétés industrielles avancées. Elle est plutôt de savoir qu'est-ce qui fait patrimoine, puis comment gérer ce nouveau patrimoine du paysage.

Pour plusieurs analystes, développement et patrimoine paysager sont incompatibles. Je proposerais ici une autre perspective : si les projets de développement, avec tout ce qu'ils apportent de changements accélérés, étaient justement un moment propice pour forcer les sociétés à se questionner sur ce qu'elles sont devenues, pour les obliger à révéler et rendre explicite l'implicite? Car n'est-ce pas là l'essence même du patrimoine, soit faire écho aux valeurs sociales partagées, faire sens... De nouvelles approches en paysage peuvent aider à réconcilier ces deux entrées sur le territoire, en particulier celle associée à la Convention européenne du paysage.

Devenue une référence mondiale depuis son adoption en 2002, la Convention propose une approche «souple» en matière de conservation du patrimoine. Cela parce qu'elle prend comme postulat que le paysage est dynamique. Il évolue constamment, plus ou moins rapidement, sous l'effet de sources de transformation et de pressions variées. De fait, le paysage est à l'image des sociétés qui l'habitent et qui le façonnent pour répondre à leurs besoins. L'enjeu devient alors de maîtriser ces changements.

À cette fin, la Convention propose de combiner protection, gestion et aménagement des paysages (cf. encadré suivant). Comme le montre la définition de chacun de ces axes d'intervention, la

«protection des paysages comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d'un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ou de l'intervention humaine».

En d'autres termes, on peut accepter que certains aspects du paysage changent, mais ceux considérés vitaux devraient être perpétués. Alors, avant de déterminer comment conserver, il importera de savoir quoi conserver? Le défi est de taille: comment reconnaître ces valeurs et significations? Si on admet qu'elles ne sont pas universelles, et donc que certaines sont en concurrence, alors lesquelles devraient être favorisées? Qui serait responsable d'arbitrer ... au nom de qui? Selon quels critères?

Encadré no 1 – Une approche de la Convention européenne du paysage

- «Protection des paysages» comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d'un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ou de l'intervention humaine ;
- «Gestion des paysages» comprend les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales ;
- «Aménagement des paysages» comprend les actions présentant un caractère prospectif particulièrement affirmé visant la mise en valeur, la restauration ou la création de paysages.

Source : <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/176.htm>, consultée le 9 mars 2015, notre emphase

Pour réfléchir à ces questions, j'irai puiser dans des travaux issus de la géographie et qui, par endroits, croisent ceux en développement territorial. Ces travaux insistent sur deux grandes dimensions du patrimoine paysager:

- Dimension temporelle : le sens accordé au patrimoine paysager s'élabore à partir de plusieurs processus relevant de différentes temporalités;
- Dimension politique: si le patrimoine n'est pas universel, alors forcément des choix qui doivent être faits au détriment d'autres options. En d'autres termes, certains acteurs parviennent à faire valoir leurs patrimoines par rapport à celui d'autres groupes.

Je prendrai pour exemple le développement de l'énergie éolienne qui a suscité de nombreuses oppositions au Canada et ailleurs dans le monde. À travers trois approches théoriques qui offrent des niveaux d'analyse complémentaires : soit le paysage 1) comme représentation sociale, 2) comme outil et objet négocié et 3) comme paradigme sociétal.

ASSESSING WIND MILLS THROUGH THE LENS OF LANDSCAPE

In many ways, wind power appears to be full of virtue. It is a green energy; an alternative to non-renewable sources. It is the symbol of energy transformation and its virtuosity serves to justify wind farm projects. But wind turbines apparent "greenness" is being questioned at the local level. Often, these huge turbines have irreversible effects on the local environment. It is no surprise that people living in communities which house wind turbines react to such major changes. Concerns over the effects on the landscape have become the number one issue for many such projects around the world. One could begin to argue that it is a matter of the scale and visibility of the turbines, but rapidly will realize that it is more complex. Landscape is important because it touches several issues.

Landscape is an interpretative framework for modern and reflexive societies (Fortin, 2008a). It allows us to assess and give meaning to our environment and the changes affecting it. To what point is a landscape attached to a specific place? It is not so much a matter of continuity but rather one of a desirable future for local actors. As such, landscape has to be contextualized, in other words connected to people, places and time.

In order to do so it requires an analytical framework structured around three approaches to landscape, each one bringing specific dimensions and issues to them all. It is most interesting to study them all together, because the issues are connected. Let's illustrate with Quebec's case study on wind energy.

LANDSCAPE REPRESENTATIONS TO REVEAL ISSUES

Opposing wind farm projects in the name of landscape is not very popular. Very often, observers reduce these arguments to the «not in my back yard» (NIMBY) syndrome. Unfortunately, this type of analysis rebukes a deeper understanding the reasons for opposing wind turbines locally. One way of understanding the reasons is to consider landscapes as a cultural way of looking at the local

environment, and as being shaped by social representations which are internalized throughout long periods of time. In this way, we can understand why community relationships with forests, mountains, the sea, and so on, have evolved throughout history. But along with such large representations, also comes some more specific ones, shaped by lifestyle, personal experience, and so on. Thus, landscape culture is grounded in universal references and more local ones as well (Dubost et Lizet, 1995; Lunginbühl, 2013).

In this light, one cannot expect everybody to appreciate the view of a wind turbine in the same manner. The analysis of landscape discourse can help to reveal their motives and issues as well. For example, the presentations made by individuals and organisations during a public hearing, the arguments were more nuanced than for or against the wind farm's project. Four categories of landscape representation concerns were present at this hearing: 1) socio-spatial distribution of economic benefits; 2) control over infrastructures and the industrial sector; 3) cohabitation between industries (tourism / energy) and their own resources and 4) recognition of communities' needs and aspirations in resources' governance (Fortin et LeFloch, 2012).

Moreover, these concerns can be related to two competing representations of the same environment, one seen as a productive space, the other as an inhabitat landscape. The last one, mainly brought in the debate by citizens, can't be reduced to the issue of «proximity annoyances » (noise, visibility) because they bring to the forefront fundamental questions regarding the destiny of the local environment: Why such major projects? By whom? For the benefit of whom? And, at whose' expense? These questions refer to the sustainability of a community. Including concerns for economy and living conditions, but also for quality of life, well-being, identity, social cohesion, and so on.

To answer these requirements is a difficult task. In order to do so, we can move to the level of the framework suggested; landscape as a tool in a planning exercise.

LANDSCAPE AS A TOOL FOR PARTICIPATIVE PLANNING PURPOSE

This second level of the framework relies on work done in France that relates to local development (Michelin, 1998; Davodeau, 2009; Derioz, 2012). Landscape is used as a means to invite inhabitants to discuss. For example, the researchers asked different type of people to take pictures of their landscapes and talk about them (what they like? What they dislike? Why? Etc.). Such practice is a major change for experts, because they are not invited to give their own appreciation but rather to

organise a process where it is the people that rate and assess the landscape. The recognition of local knowledge is a fundamental principle of such an approach.

This kind of exercise is part of a larger planning process that is intended to stimulate a local debate, define orientations for the future, zoning and so on. It has been proposed for wind farms in Quebec, but unfortunately not applied. Several reasons may explain the failure to apply this approach, but two appear to be most challenging (Fortin et al., 2010).

First, such exercises are not easy because they bring to the forefront the diversity of the local communities. Even in a small village, consensus is not easy, nor possible. There is also the difficult step of making choices between different scenarios and, in doing so, revealing whose vision of the territory is favoured, and whose is left out.

The second reason refers to the specific context of Quebec, these planning tools were proposed when major decisions were already taken and framed by provincial policy. The only question posed to local authorities was where to locate these major projects in the municipality? The larger question of whether or not these were desired as an option for the future of the community was not on the agenda. Such little for local debate is the third and last challenge to the analytical framework proposed.

LANDSCAPE AS A SOCIETAL PARADIGM TO REVEAL LONG TERM COMPROMISES

This third level relates to longer periods of time, and borrows from the political economy perspective. Landscape, as a societal paradigm, insists on the idea that “beauty” is socially constructed and transmitted (Cosgrove, 1984). We learn how to look at a landscape and how to recognize its qualities. This was also the case in the first level of social representations. Landscapes are not neutral; they play role of “social regulation” (Mitchell, 2003). As a cultural way of seeing it tends to normalise and hide processes underneath. In other words, we tend to forget certain large factors that shape our local environment. In this manner, it appears important to look behind the scenes, to reveal the dynamics that shape the landscape, such as the social compromises which sometimes occurred way back in history. Let’s translate these theoretical principals to our subject: wind energy.

In Québec, an element that strikes the outside observer might be the scale of the sites. They are quite large, easily housing 50 turbines, and there is a tendency for sites to be bigger and bigger. In the societal paradigm, such a tendency is not taken for granted. What explains such large scale projects? First, they take place in a pre-existing model, the one of hydro-electricity power and, further, the model

of natural resource exploitation. In the Canadian “staples” model, the goal is to produce a rough product (electricity) in large volumes for exportation. The scale of the site fits this pre-existing model. But the explanation is incomplete, another variable must be added.

With the introduction of wind energy, there is a strong turning point in the sector: private companies own the production sites, not Hydro-Quebec, the public company created 60 years ago to ensure the resource was the property of all people who live in the province. The point is of great importance, since it means the market is the main regulator, not equal availability of the resource for all.. This can explain the choice for such large sites. As well, economic benefits are not retained in the host regions nor the province, as the owners are mostly large foreign investors. This explains some of the local protests; the sense of losing resources and control of their territory for the profit of external, private interests. It also explains the silence of some groups who benefit from this arrangement. The model recently evolved in Québec, and municipalities can now become partners of so called «community» projects and retain a share of the benefits. These sums of money appear to be important to the small local budget. However, this revised model accounts only for 5% of the sites in the province.

CONCLUSION

Landscape is fundamentally a cultural act. We see landscape through who we are; our values, our experiences, our history; personal as well as collective. In this manner, looking at landscape is first looking at us, as an individual, as a community. Our ancestors would not have seen the landscape the same way as we do today, and our children and grand-children will talk of landscapes in different terms from ours.

Simply put, landscapes link us to the past, the present and the future. This is how we can understand the opposition to wind farms. When inhabitants say that it destroys the beauty of their landscape, it is because the project is seen as a threat to their daily life, historical landmarks, and to their identity. It is a matter of continuity, not so much visually but in its existential terms. Does the project offer an opportunity for local habitants to maintain their way of life, to find their landmarks in their surroundings, to be able to recognize oneself and identify to their environment, and finally to see a future for their community? These are the questions raised by landscapes.

What does it mean for energy policies, wind farms and local authorities? It is the challenge to fit... fit with the vision of the future of the community. This is what social acceptability is all about: one project can't be plan in generic terms, it has to be translated and adapted to specific places. In this difficult challenge of bridging different times (past, present future) and spaces (local and global), I believe landscape is not the enemy. On the contrary, if it is largely defined, it can help to think together the future of the globe and the one of local communities.

Session 3 : La conservation du patrimoine et ses disciplines connexes
Heritage Conservation: Related disciplines

Président / Chair : Nicholas Roquet, professeur adjoint, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteur session 3 : Adélie De Marre, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

3.6 LA CONTRIBUTION DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE À LA DURABILITÉ

Erica Avrami, James Marston Fitch Assistant Professor of Historic Preservation, Columbia University



Erica Avrami
(Photo: Hélène Santoni, 2015)

In the spirit of exploring the interdisciplinary nature of heritage scholarship and practice, the topic of this paper was first proposed as one that examined the contributions of sustainable development to heritage conservation. Instead, that relationship has been reversed to *the contributions of heritage conservation to sustainable development*. While there are merits in examining the issue from the former direction, there may be more that the heritage field can achieve by contextualizing its work within a broader framework of sustainability. This paper seeks to make that case.

A CHANGING LANDSCAPE

The past half century since the Venice Charter has seen a significant maturation of the heritage enterprise. Through advances in the field and society, conservation has been codified as a legitimate form of professional practice, public policy, and creative expression in most countries, as demonstrated by the widespread ratification of the World Heritage Convention. At the same time, the world in which conservation functions has also changed dramatically. Population has more than doubled, the world is more urban, and the planet's capacity to sustain life is challenged by the overconsumption of land and resources. Globalization and migration patterns have likewise contributed to dramatically different social and economic conditions, as well as architectural acculturation, as communities and markets become increasingly connected. Yet issues of difference and "otherness" continue to divide society through conflict and inequity.

Sustainability concerns – environmental, economic, and social – compel significant changes in the way we design, construct, and manage the built environment. Buildings account for 40% of energy consumption and GHG emissions in the United States, and decades of low density, car-dependent development models have led to inefficient land use. The policies and practices of all disciplines and professions related to the built environment warrant rethinking, conservation among them. We cannot "rebuild" our way to sustainability; the need to work with existing buildings and within the context of existing built environments is more poignant than ever.

These dynamics have put new and increasing pressures on urban land use policy, and especially on conservation. In recent years, the protection of historic buildings and districts has been called into question because of its potential role in the displacement of low-income residents and gentrification, the lack of cultural diversity in the places that are designated and among the people who participate in conservation, the perceived stifling of architectural creativity and economic vitality, and the

environmental sustainability of older buildings and low-density historic districts. Conservation must now confront the indirect effects of its work and consider criteria of success that are not part of the field's existing decision-making frameworks. Whereas the protection of historic vestiges and the qualitative regulation of aesthetics are the codified aims of conservation policy, the enterprise is now challenged to demonstrate its contributions to society and the environment using different indicators and quantitative measures. Heritage-related professionals and institutions have responded by justifying the work of conservation -- beyond the rationales of aesthetics and historic association -- through new research that focuses on its economic, environmental, and social benefits, but such studies are limited and largely advocacy-driven; they seek to justify the status quo of the conservation enterprise rather than analyze how it might change in light of sustainability concerns. More scholarly research and policy analysis are needed in order to inform appropriate changes to the conservation system, its goals, and its function, so as to ensure its social and environmental relevance.

SUSTAINABILITY AND THE BUILT ENVIRONMENT

The concept of sustainability has been reduced to what are familiarly known as the three pillars: *economy*, *society*, and the *environment*, originally identified as *economy*, *equity*, and *ecology* in the 1987 Brundtland Commission Report (WCED). Various models and Venn diagrams have been used to visually demonstrate the interrelated nature of the three, and over time their interdependence has been more fully recognized through the “bull’s eye” model (OzPolitics.com 2015) – see *figure 1*. Rather

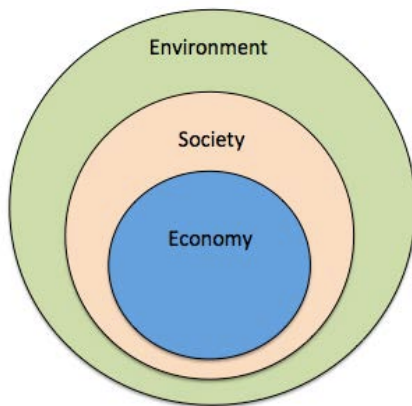


Figure 1 : Bull’s eye model of sustainability [Source: OzPolitics.com]

than simply understanding these three spheres as connected, it proffers that the economy exists in service to society, and that both are constrained by the environment, because the planet is a closed or finite system – neither the economy nor society can exist without it. And that environmentally-bounded system is under increasing pressure, largely due to the growth in world population coupled with the overconsumption of resources.

The heritage field just celebrated the fiftieth anniversary of the Venice Charter; in that time population has more than doubled from three billion to seven billion. By 2050, world population is expected to nearly triple. While most of the growth is occurring in the lesser developed

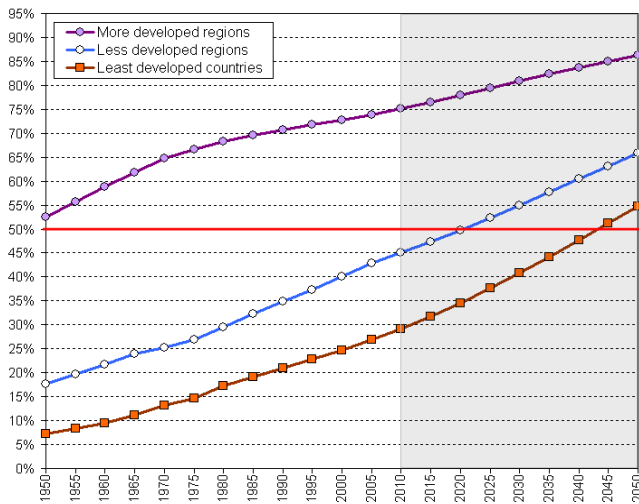


Figure 2 : Urban Population by major development regions (in per cent of total population) [Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division: World Urbanization Prospects, the 2009 Revision. New York, 2010]

countries of the world, urban areas are growing everywhere – in more developed and lesser developed regions – putting increased pressure on the built environment of cities and metropolitan areas that must house this burgeoning population - see *figure 2*. On average, land consumption in urban areas around the world is expanding at two times the rate of their populations (Seto et al. 2012). Energy consumption and greenhouse gas emissions of buildings have the potential to nearly quadruple in the period from 1971 to 2030 (Levine et al 2007).

Clearly, the whole of the building industry cum built environment must address these challenges in order to curb deleterious trends. But what role can – and should -- heritage conservation play? To understand this relationship, the built environment, too, might be modeled as a bull's eye – see *figure 3*. The built environment is constrained by Earth's finite system. While the stock of buildings is changing and growing constantly, there are those that survive over longer periods of time, and those that are designated as heritage and thus are protected from many forms of change. Heritage conservation can thus be viewed as a subsystem of the broader system of the built environment. In order for the built environment to perform more sustainably, heritage needs to perform more sustainably as one of its components.

ALIGNING GOALS

In order for heritage to effectively contribute to sustainable development it must align its goals toward the environmental, economic, and social benefits that help to maintain a balanced system, thereby preventing suboptimization. As noted previously, the heritage conservation field has been challenged to

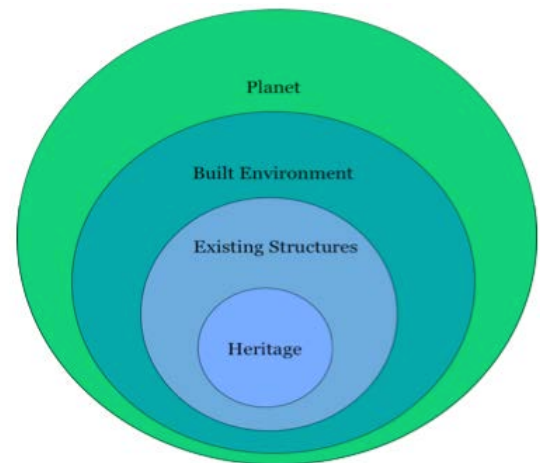


Figure 3 : Bull's eye model of the built environment

demonstrate such alignment and has expanded its purview to include economic impact studies, building life cycle assessments, avoided impact research, and more. However, significant tensions still exist between heritage practices and sustainable policies:

Environmental – Energy

The National Trust for Historic Preservation in the United States has been claiming that the greenest building is the one already built since the oil crisis of the 1970s. Good research has been undertaken to demonstrate that preserving building can have positive energy effects through avoided impacts because of their embodied energy and other factors (National Trust 2011). However, sustainability planners are generally not focused on such calculations for two reasons: 1) on average, operating energy far exceeds embodied energy over a building's lifecycle, so the priority is tracking and minimizing the former for existing buildings, and 2) embodied energy is viewed as a "sunk cost" as it cannot be recuperated. In economic terms, because the social costs remain largely external, real estate developers, property owners, and other private interests are not incentivized to preserve existing buildings for environmental reasons.

Given that operating energy is a key area of consumption in need of reduction, a great deal of research is underway regarding energy performance codes and benchmarking. However, in many places heritage advocates seek to make the case that historic structures need not comply with such codes, as retrofitting will undermine architectural integrity. As Cochrane and Dunn (2010) note, “consideration of energy efficiency and green-building strategies for historic buildings has been mostly left to the discretion of states and jurisdictions. Energy codes are most often applied to historic buildings via subjective processes such as historic board design review.” In New York, for example, advocates effectively lobbied so that sites listed on the State and National Register of Historic Places are exempt from compliance with the state’s 2010 Energy Conservation Construction Code. So while the heritage field claims the environmental friendliness of conservation, practice is not always aligned with environmental sustainability goals.

Similar tensions exist with regard to alternative energy production, especially wind and solar farms. While the heritage field recognizes the need to move away from fossil fuels, there is also a desire to prevent historic sites and cultural landscapes from being negatively impacted. Along the 2,400 mile historic corridor of Route 66, running from Chicago to Los Angeles in the United States, more



Figure 3 : New construction in the greenfields outside Avila, Spain (2006)
[Source: Begoña Bernal/World Monuments Fund]

than a dozen wind and solar farm projects have been scuttled because of concerns over their impact on the cultural and natural landscape. In the thirty-sixth session of the World Heritage Committee in 2012, prompted in part by the controversial wind turbines proposed near Mont Saint-Michel, wind farms were identified as a recurrent conservation issue noting that, “There is an urgent need to understand when and where

turbines can be erected in relation to World Heritage properties in order that turbines that generate green energy are not seen to be always in conflict with heritage assets” (UNESCO 2012, 6).

Environmental – Land Use

From a sustainability perspective, there is a greater understanding of the egregious effects of low density suburban development and its contributions to sprawl and the consumption of greenfields. Significant debate is devoted to how to densify greater metropolitan areas for more effective land use, protection of open space, and improved quality of life. Yet the heritage field is promoting practices for the conservation of historic suburbs, and the listing of such resources on the US National Register of Historic Places is growing. And the density debate extends to urban cores as well. While preservationists see the replacement of small scale buildings in historic centers with new, larger scale structures as an untenable loss, urban planners see a sustainability win because of the increase in urban density. While formal density does not necessarily equate to population density, data on the population density of historic districts are not readily available in US cities, so heritage advocates are basing their arguments primarily on aesthetics. More rigorous analyses of population density within and outside of

historic districts are needed to develop an understanding of the role heritage conservation plays in this aspect of sustainability, and how it might effectively contribute.

Tensions are further exacerbated when the protection of low density historic centers and areas plays a role in pushing development into open spaces and greenfields. The World Monuments Watch, a biennial advocacy program of World Monuments Fund, has seen a number of historic cities – Avila, Spain a well known example among them -- nominated because of unchecked development around the historic core – see *figure 4*. However, with development within the protected area heavily limited, growth is pushed to the surrounding greenfields. Urban growth is an undeniable reality in the majority of cities, and preventing new development in historic areas will undoubtedly force it elsewhere. The protection of heritage sites will need to be considered in the context of such intended consequences as sustainability concerns heighten the regulation of land use.

Economic and Social

The heritage field, particularly in the United States, has developed a growing body of research regarding the economic impact that historic district designation has in urban areas. The majority of studies have found that designation has a neutral to positive effect on residential property values, with most indicating enhanced price premium (Coulson and Lahr 2005; NYC Independent Budget Office 2003; Leichenko, Coulson, and Listokin 2001; etc.). More recently, Harvard economist Edward Glaeser (2010), in a study of Manhattan south of 96th street, estimated that the average price of a mid-size condo in an historic district rose by \$6000 per year more than those outside an historic district in the period of 1980 to 2002. Glaeser attributes this, in part, to the regulation of new construction in historic districts. Because historic districts have an aesthetic draw for potential residents, there is high demand, but low supply due to the restrictions on larger/higher density infill building. This likewise contributes to a growing income disparity between those who live in historic districts and those who do not, as well as to the availability of affordable housing. Yet, when conservation is called out for potentially displacing lower income residents and promoting gentrification, heritage advocates are quick to claim that there are other forces at play and that the relationship is not causal.

There is also a growing body of research to support the favorable economic benefits of investment in historic preservation. The majority of these studies are advocacy-based analyses of the economic impact of preservation activities and revenues generated primarily through tourism, taxes,

jobs, and construction, using input-output modeling [Mason (2005) provides a comprehensive bibliography of the literature]. In the United States, a number of statewide studies, an evaluation of the Main Street program, and a recent eight-state study of the historic corridor of Route 66 have asserted quite resoundingly that preservation has a net positive effect on local/regional economies, thereby building a strong rationale for public intervention through the host of federal and state tax incentives; state grant, loan, and bond programs; and other local financing and abatement tools.

As noted above, however, these studies are advocacy-driven and do not necessarily examine the full range of costs and benefits incurred by public investment, such as the distributive effects of public financing of private capital and the social impacts of preservation, which are primarily analyzed through qualitative methods. Also, these findings are largely dependent upon the potential for heritage to generate tourism-related revenue. Tourism, however, is a double-edged sword in relationship to heritage; while it can support an economic rationale for conservation, it is often characterized as a threat that undermines heritage values and quality of life, from World Heritage sites to historic communities.

Such quality of life debates are central to the sustainability discourse and underscore the need to better understand the role heritage conservation plays. In 2010, World Monuments Fund partnered with the UNESCO World Heritage Centre in its efforts to preserve the historic village of New Gourn, designed by Hassan Fathy. A community survey found that most of the residents – while they had profound respect for Fathy and wanted to preserve his legacy – needed to expand their housing in order to accommodate a growing population, which has increased from 70+ households at the time of construction to more than 170 today. Without expanding the footprint of original housing lots, many densified their homes through the construction of multi-story residences. They did not want to leave the village and valued the quality of life they have there, yet the international heritage community sought to preserve the original fabric of Fathy's vision.

Similar tensions led to the removal of the Dresden Elbe Valley from the World Heritage List due to construction of Waldschlösschen Bridge. Certain aspects of quality of life were championed over those that are more directly related to the heritage experience. In such situations as New Gourn and Dresden, how are conservation interests to be reconciled with those of a local population that defines sustainability and quality of life differently than the heritage field?

NEW METRICS

While there have been many advances in the tools for analyzing economic impact (as noted by Vivian et al. 2000), research in this area continues to contend with the lack of methods to quantify the full value (social, economic, environmental) of heritage and its preservation and/or to effectively integrate quantitative and qualitative methodologies in a robust way (Rypkema et al. 2011). Through such analysis, a very significant historic structure may not be the most energy-efficient, or represent the best land use, or generate the most revenue. Its fundamental value most likely is in the social benefits it and its preservation provide. So while it is important for preservation to play a contributing role in environmental and economic sustainability, its social contributions are the linchpin.

Conservation has a critical role to play in mediating the relationship between people and places, between society and the heritage it creates. By potentially facilitating collective understanding about cultural identity and values, enhancing quality of life, and navigating the dynamics between local/traditional knowledge and innovation, the conservation enterprise is integral to sustainable development and balanced management of the built environment. However, the social benefits that the process of conservation engenders are not well articulated or substantiated, and the field relies too heavily on more accessible metrics that demonstrate – rather tenuously – its economic and environmental rationales. And these metrics are *post facto* applied to the heritage enterprise to justify investment in conservation, meaning they are not part of the decision-making about what to conserve or designate.

Though the value of heritage is intuitive to all who advocate for its protection, from a practice and policy perspective, the most common indicators for conservation success are a well preserved structure and more sites listed or designated. The field speaks of greater social benefits, from the building of social capital to community resilience to cultural tolerance, but resources are not invested in or available for the long-term evaluation of these potential impacts. For the heritage field to effectively contribute to sustainable development, it must embrace a broader range of goals cum indicators of success to better align with sustainability concerns and commit to developing metrics to assess such outcomes. Such a charge may seem daunting, but for heritage conservation to serve as an integral aspect of public land use planning in an era of sustainability, it must adapt to a changing world.

REFERENCES

- Cochrane, Ric, and Liz Dunn. Energy Codes 101: A Primer for Sustainability Policy Makers – working Paper. November 2010.
- Coulson, N. E., and M. Lahr. 2005. Gracing the Land of Elvis and Beale Street: Historic Designation and Property Values in Memphis. *Real Estate Economics* 33(3): 487-507.
- Glaeser, Edward. 2010. Preservation Follies. *City Journal*. 20: 2 (Spring) http://www.city-journal.org/2010/20_2_preservation-follies.html
- Leichenko, R., E. Coulson, D. Listokin. 2001. “Historic Preservation and Residential Property Values: An Analysis of Texas Cities.” *Urban Studies* 38 (11): 1973-1987.
- Levine, M., D. Urge-Vorsatz, K. Blok, L. Geng, D. Harvey, S. Land, G. Levermore, A. Mongameli Mehlwana, S. Mirasgedis, A. Novikova, J. Rilling, H. Yoshino. 2007. *Climate Change 2007: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Eds. B. Metz, O.R. Davidson, P.R. Bosch, R. Dave, L.A. Meyer. Cambridge, United Kingdom and New York, New York: Cambridge University Press.
- Mason, Randall. 2005. *Economics and Historic Preservation: A Guide and Review of the Literature*. Discussion paper, The Brookings Institution Metropolitan Policy Program.
- National Trust for Historic Preservation, Preservation Green Lab. 2011. *The Greenest Building: Quantifying the Environmental Value of Building Reuse*. Washington, DC: National Trust for Historic Preservation.
- New York City (NYC) Independent Budget Office, 2003. *The Impact of Historic Districts on Residential Property Values*. Background Paper.
- OzPolitics.com. 2015. “Environment, society, economy.” Accessed March 10. <http://www.ozpolitic.com/articles/environment-society-economy.html>
- Rypkema, Donovan, Caroline Cheong, and Randall Mason. 2011. *Measuring Economic Impacts of Historic Preservation: A Report to the Advisory Council of Historic Preservation*.
- Seto, Karen C., Burak Güneralp, and Lucy R. Hutyrac. 2012. Global forecasts of urban expansion to 2030 and direct impacts on biodiversity and carbon pools. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 109 (40): 16083–16088.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division: *World Urbanization Prospects, the 2009 Revision*. 2010. New York: United Nations.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) *Convention Concerning The Protection Of The World Cultural And Natural Heritage*, World Heritage Committee. Thirty-sixth session, Saint Petersburg, Russian Federation, 24 June – 6 July 2012. Item 7C of the Provisional Agenda: Reflection on the trends of the state of conservation.

Vivian, Daniel, Mark Gilberg, and David Listokin. 2000. Analyzing the Economic Impacts of Historic Preservation. National Trust for Historic Preservation Forum Journal 14 (3).

World Commission on the Environment and Development (WCED). 1987. Our Common Future. London: Oxford University Press.

Session 3 : La conservation du patrimoine et ses disciplines connexes
Heritage Conservation: Related disciplines

Président / Chair : Nicholas Roquet, professeur adjoint, École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteur session 3 : Adélie De Marre, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

3.7 LA CONTRIBUTION DU TOURISME À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Maria Gravari-Barbas, professeure, directrice de la Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, France



Maria Gravari-Barbas
 (Photo: Hélène Santoni, 2015)

Session 4: La conservation du patrimoine: les sciences et l'économie
Heritage Conservation: Science and Technology

Présidente / Chair: Judith Herrmann, candidate au Ph.D. en aménagement, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteure session 4: Katie Hollingshead, étudiante au diplôme, Willowbank School of Restoration Arts

3.8 THE CONTRIBUTION OF CLIMATOLOGY TO HERITAGE CONSERVATION

Ewan Hyslop, head, Sustainability, Research & Technical Education, Historic Scotland, Edinburgh



Ewan Hyslop
(Photo: Hélène Santoni, 2015)

Climate Trends for Scotland

Scotland - Annual Mean Temperature (°C)

Adaptation
Scotland
supporting climate change resilience

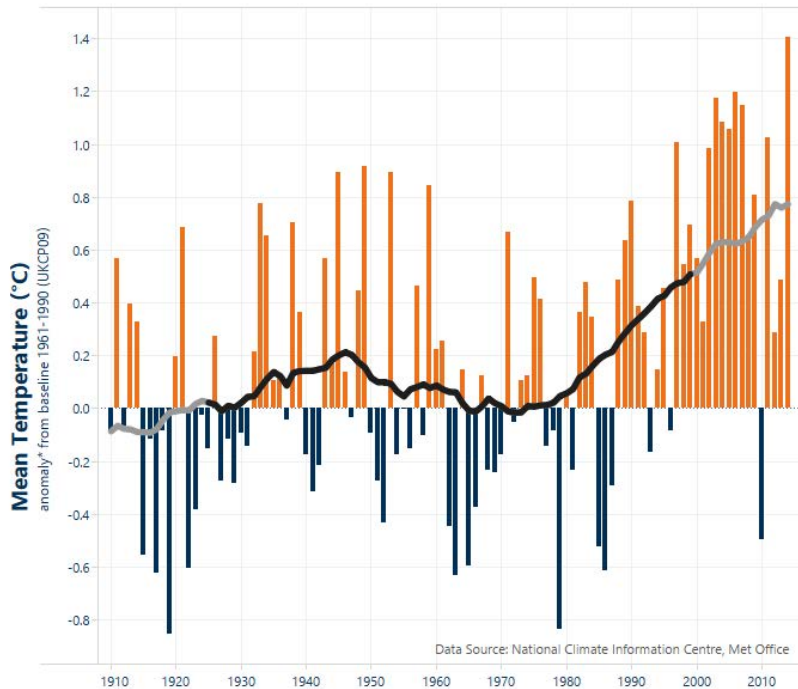


Figure 1 : Mean temperature for the last hundred years in Scotland showing recent increase (Image courtesy of Adaptation Scotland)

INTRODUCTION

This paper highlights the importance of climate change for the management of cultural heritage assets. It is based entirely on recent data and ongoing work from Scotland where climate change and current changes in weather patterns are having a direct impact on heritage sites. Climate change will affect different parts of the world in different ways, but it is hoped that the information presented here is of relevance to other locations, and will help develop thinking and action on this important and emerging topic.

Scotland forms the northern part of the British Isles on the exposed European coast in the northeast Atlantic Ocean. It has an aggressive northern maritime climate which is highly variable and seasonal. Weather patterns vary considerably across Scotland; the north and west coasts are particularly exposed to Atlantic weather systems and characterised by high rainfall and increased wind speeds. Compared to the north and west, the east of Scotland is markedly drier during all seasons having approximately 30% less mean rainfall.

For its size and population, Scotland has a relatively high proportion of designated heritage assets, including 5 World Heritage Sites, 345 sites in the care of the Scottish Government (Historic Scotland), 47000 listed buildings and over 8000 scheduled monuments. Heritage tourism is a mainstay of the Scottish economy, and the historic environment forms a significant component of the nation's building stock with over 20% of buildings constructed before 1919.

CLIMATE CHANGE IN SCOTLAND: RECENT TRENDS AND FUTURE PROJECTIONS

Climate change projections indicate that Scotland will see rising mean temperatures in all regions throughout the year. A medium emissions scenario indicates that by 2050 temperature will increase in winter by 1.7 to 2 degrees Celsius and in summer by 2 to 2.4 degrees Celsius (UKCCP 2009). However, given the continued rise in global greenhouse gas emissions, a medium emissions scenario is likely to be exceeded, and such estimates should be considered as minimum. The data suggests that over the same time period mean precipitation will increase by between 10 to 15% in the winter, and will decrease by 11 to 13% in the summer. The strong regional differences in weather patterns are likely to be maintained across the country.

Overall, Scotland will experience warmer, drier summers and milder, wetter winters and autumns. Additionally, extremes of weather are likely to increase both in terms of frequency and severity, with increasing heavy rainfall events during summer and more frequent winter storms. Sea

level will increase around the Scottish coast, with current projections suggesting a rise of c.30cm by 2080, although uncertainties in global models suggest this could be considerably greater.

Analysis of Scotland's weather during the previous century shows that there has been significant changes since the 1960's (Adaptation Scotland 2015). Over this period average annual temperatures have increased across all seasons in all regions of

the country (Fig. 1), with a 25% decrease in the number of frost days contributing to an increase of nearly 5

Climate Trends for Scotland Scotland - Annual Rainfall (mm)

Adaptation
Scotland
supporting climate change resilience

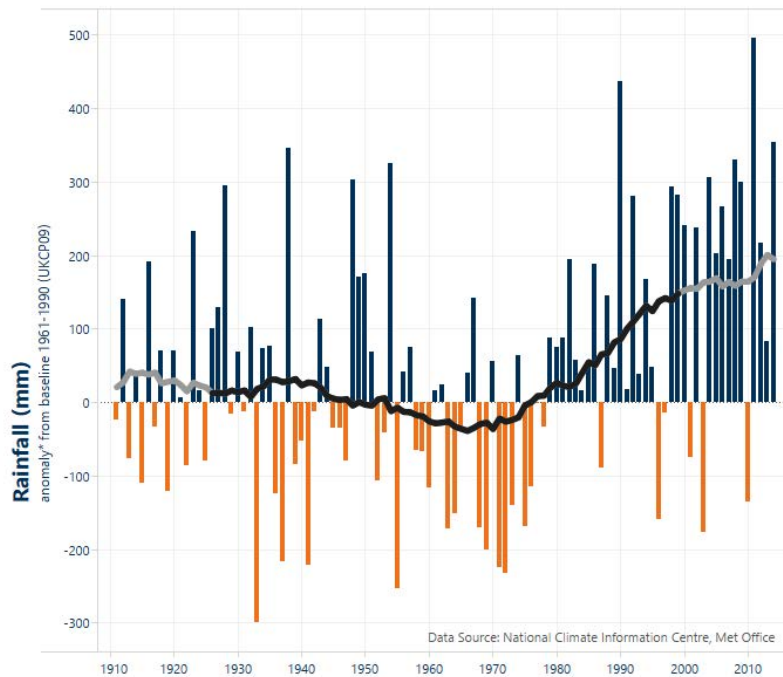


Figure 2 : Average precipitation levels for the last hundred years in Scotland showing a sharp increase in recent decades (Image courtesy of Adaptation Scotland)

weeks in the growing season. Annual precipitation has increased by 21%, with an almost 70% increase in winter precipitation for northern Scotland (Fig. 2). Heavy rainfall events have increased significantly in winter, particularly in the north and west regions. Sea level rise throughout the last century has accelerated over the last two decades, now exceeding 3-4 mm per year.

CONSEQUENCES FOR THE HISTORIC ENVIRONMENT

The future changes indicated by the climate change projections are likely to build on existing regional differences, and to continue the trends set by the changing weather patterns over the last five decades. The consequences of both the recent trends and the future projected changes are likely to be severe for the historic environment. A broad range of potential impacts may be considered such as:

- Rising sea levels and increased storm events endangering historic landscapes, structures, buildings and archaeology in the coastal zone.
- Increased intense rainfall events leading to flooding of historic sites and erosion of archaeological sites
- Wind-driven rain causing water penetration to buildings, increasing the potential for damp, rot, condensation etc.
- Increased extremes of wetting and drying causing accelerated decay of stone and other materials and affecting ground stability



Figure 3 : Washing out of wall core mortar resulting from water penetration to open wall heads, typical of many unroofed ruins. Higher rainfall levels are likely to increase such problems (Image: Historic Scotland).

- Changes to hydrology putting archaeological remains, including preserved wetland sites at risk
- Changes to vegetation patterns and agricultural practice threatening the visibility and integrity of archaeological remains and historic landscapes
- Changing climate and weather extremes endangering historic gardens and plantings.
- Changes to the distribution of pest that threaten integrity of historic structures, collections and landscapes.

The documented changes in weather over the last five decades is already having an effect on heritage sites across Scotland, with impacts ranging from increasing rates of coastal erosion, storm damage (including masonry falls), increasing water penetration, and possible increased rates of stone decay. Unroofed historic ruins are particularly prone to increasing winter rainfall water with water penetration to open wallheads resulting in washing out of mortar in wall cores (Fig. 3), with the potential for structural instability. Wetter and milder winters with a longer growing season are resulting in increased levels of biological growth on saturated masonry, ranging from unsightly algae and moss to more damaging higher plants. A combination of wetter winters and drier summers is leading to increased penetration of soluble salts into porous sandstone masonry which crystallise out in warmer, drier weather resulting in accelerated stone decay. An increasing frequency of unusual extreme weather events including record high wind speeds, intense and unseasonal rainfall events have all affected heritage sites in the last few decades including storm damage to coastal sites and inland flooding.

A particularly important aspect of such weather impacts is the combination of one factor with another. For example storm events combined with high sea levels have resulted in unusual tidal surges that have damaged historic harbour defences, and storm damage to masonry has been exacerbated due to unusually high levels of moisture within stonework.

AN APPROACH FOR CONSERVATION

In order to encourage discussion and development of a strategy to address the impact of climate change and associated weather events on the historic environment of Scotland a hierarchical approach has been developed. This is intended to provide a framework within which to view current conservation

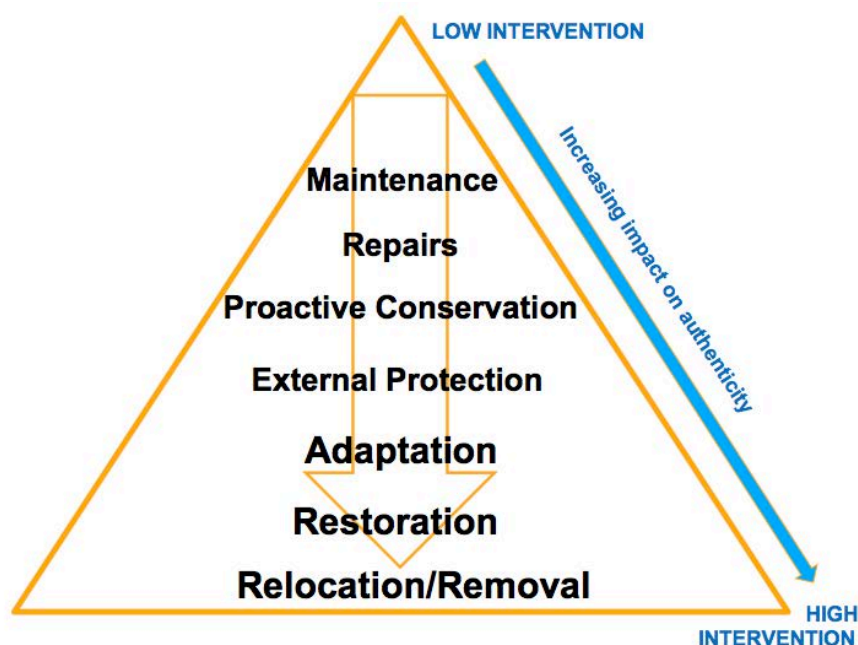


Figure 4 : An approach for considering conservation actions to increase the resilience of heritage assets for climate change impacts (Image: Historic Scotland)

activities in order to plan future action and approaches in an effective way to focus on climate change. The approach recognises the importance of balancing positive actions which create physical resilience to mitigate damage to sites against a loss of significance as a result of such interventions.

Fig. 4 shows a series of approaches tabulated in order from low intervention to

high intervention, with progressively increasing potential for loss of authenticity as the degree of intervention increases. The following text provides specific details and examples of such actions.

Maintenance and Repairs

The actions which have the least detrimental effect on heritage sites are those of routine maintenance and repairs. These include a standard conservation approach such as routine annual maintenance of rainwater goods and associated drainage, and repairs to stone masonry and mortar. Of particular importance is the presence of protective detailing, for example slating and lead work, water drip detailing and protective coatings such as render. An important issue is the availability of traditional materials and skilled workmanship in order to retain or reinstate appropriate maintenance and repairs.

Proactive Conservation

At particular sites a more proactive approach is needed in order to increase resilience. This includes the application of specialist conservation treatments such as consolidation water repellents, the use of repair mortars and desalination techniques. Such an approach is always tailored to the specific



Figure 5 : Protection of a standing stone (Sueno's Stone, Moray) using a naturally ventilated glass structure in order to prevent further deterioration of fragile carved surfaces from rainwater and wind erosion (Image: Historic Scotland)

requirements of a particular situation or site, and is a positive intervention normally intended to extend the life of a heritage asset to through increase resistance to weather and associated impacts. Such an approach can be expensive as it requires technical expertise and is typically resource intensive.

External Protection

The use of external protection or the adaptation of a site or historic asset involves a degree of physical change or augmentation in order to increase its resilience. External protection can include placing protective shielding over or around an object or parts of an object, for example shelters to carved stones. Depending on their nature and the requirements of a particular situation

such intervention may be highly visual with a significant effect on aesthetics (e.g. Fig. 5), or it may be discrete and carefully designed not to disrupt the appearance and appreciation of an object or site. Such intervention can be permanent or temporary (e.g. seasonal) or, if carefully designed and specified, sacrificial (e.g. protective lime shelter coating to delicate stonework).

In some locations large scale physical protective barriers are employed, typically in situations of coastal erosion where the placing of rock armour or other material is used to reduce wave energy, and permanent engineering structures such as steel and concrete barriers and buttresses are used to protect unstable coastal edges. For example the Neolithic settlement of Skara Brae forming part of the Orkney



Figure 6 : . Engineered coastal protection of the Neolithic settlement at Skara Brae in Orkney showing damage following winter storms (Image: Historic Scotland)

World Heritage Site is protected by a series of steel pile forming a permanent barrier, without which most of the site would have been lost through coastal erosion and winter storm events (Fig. 6).

Adaptation

Physical adaptations are direct interventions designed to improve the ability of an object to

withstand weather impacts, such as the installation of impermeable capping to protect open wallheads on ruinous structures. For example, the use of specially developed ‘soft capping’ involves the placing of relatively inert grass-type vegetation on an impermeable membrane (either man-made matting or impermeable clay) in order to prevent water penetration into the underlying masonry (Historic Scotland 2011). The vegetative surface is designed to absorb enough water to prevent excessive water runoff down the walls, yet can withstand periods of summer drought. In some cases additional water disposal mechanisms such as gutters and downpipes are required. The use of soft capping is considered to be both technically effective as well as a visually acceptable solution.

Adaptation techniques require a degree of augmentation or addition to the historic fabric, and as such may be considered as alterations. In most cases it is possible for such interventions to be reversible (and therefore considered more acceptable), although they are almost always likely to result in some change of appearance to the historic asset. On the whole such an approach should not claim to be an ‘improvement’ of the historic fabric or design, in that it simply augments existing details. In many cases such interventions are required when the original protective systems of a heritage asset have been lost or modified such that it can no longer function in the intended way in terms of weather

protection. For example, roofless ruins where wallheads are exposed or buildings where protective masonry details have been lost may require some degree of augmentation to reinstate a level of protection that was previously present.

Restoration

A more extensive intervention type to increase the resistance of sites against climate change is their restoration. This involves the reinstatement of original features or form in order to give physical resilience. For example, this could be the addition of a roof onto a ruinous structure or reinstatement of lime harling or lime wash onto a modified masonry wall. In many cases such intervention is likely to involve some degree of loss of significance, as part of a monument's history such as an historically significant event or period of ruination, neglect or decay, is effectively removed (for example, the reroofing of a ruinous vernacular croft house will remove evidence of the changing social and agri-economic practices that led to its disuse). In some cases where a building has been significantly altered over time (for example due to changing function or architectural remodelling) it may be technically desirable to reinstate the original design or features if they are likely to provide better protection against climate change and weather impacts, even where this may mean the loss of some historic fabric. In such a case the loss of significance needs to be balanced against the potential material loss of fabric which could otherwise occur as a result of future weather impacts and climate change.

Relocation

The relocation of sites and objects is a potential course of action where loss is inevitable, for example where a site is vulnerable to coastal erosion where protection is not an option. For archaeological sites excavation is a potential way of ensuring benefit through detailed recording and analysis, thus maximising the knowledge gained from the site. In some cases sites have been removed and rebuilt in another location, such as the 3000 year old Meur burial mound on Orkney which was rebuilt as part of a community heritage initiative (SCHARP 2015). For such sites the loss of authenticity associated with the change of location and rebuilding (inevitably involving replacement of some decayed elements) is considered to be outweighed by the retention of the physical form of the site enabling continued access and enjoyment for visitors. A disadvantage of relocation is that it is an

expensive and resource intensive approach that is only likely to be possible for a limited number of sites. The increasing availability and sophistication of laser scanning and digital documentation techniques means that digital (or ‘virtual’) recreation of sites is likely to increasingly easier to achieve in the future.

Removal

The complete removal or the managed loss of sites is considered to be an appropriate option where loss is inevitable and relocation is not possible. It offers the advantage of a more controlled removal which may allow for recording, documentation and sampling in order to maximise the value of the site. This has occurred in a number of coastal archaeology sites where complete excavation has taken place before the site was lost to winter storm events. It has the advantage is the site is documented and material retained, and knowledge is gained from such complete excavation. The concept may also apply to other sites such as inland ruinous structures or historic landscapes which are considered unviable and the necessary investment for further protection is not possible. For example, ruinous structures which are situation adjacent to frequently flooding or eroding river banks, or structures in such poor condition due to rainwater penetration or other structural issues. In some cases it may be necessary to sacrifice heritage assets in areas designated for loss such as coastal realignment projects designed to ensure the survival of other sites which are deemed to have high value (e.g. the managed loss of coastal land or floodplain in order to protect residential areas and communities).

Discussion

In Scotland the physical impacts of climate change are already being felt as a result of changing weather patterns over the past few decades. These changes are set to continue and increase through the current century. A range of direct physical threats to the historic environment are apparent, such as increased rainfall, increased frequency and intensity of extreme weather events, and rising sea level. Compound effects such as accelerated salt decay of masonry are likely to occur as a result of a combination of wetter winters and drier summers, and biological colonisation of sites will result from warmer temperatures and increased saturation of porous materials.

The management of heritage assets in Scotland is evolving in order to cope with the changes taking place. However, to date this has occurred in a responsive manner rather than as part of a planned, proactive approach. The availability of improved climate change data, plus the increasing evidence of recent past changes, means that more a strategic approach is both possible and necessary.

A part of this process involves reviewing the range of existing conservation activities carried out and their role and effectiveness in terms of mitigating climate change impacts. Commonly practised actions such as routine maintenance and repair are seen as fundamental starting points in order to increase resilience. Further actions involving increasing levels of intervention and change need to be considered in terms of both their technical effectiveness and the potential for negative impacts on factors such as authenticity. Current mechanisms for assessing and consenting such measures to historic sites may need to be reassessed in the light of climate change to potentially increase the permitted level of intervention if historic assets are to survive for the future.

In some respects the range of physical impacts from climate change are not new. For example many historic assets are located in exposed sites which are already subject to extremes of weather. However a key aspect of climate change is that it will accelerate the effects of existing decay mechanisms and speed up rates of deterioration and loss. It is therefore considered important that those responsible for the management of historic sites are aware of the potential threats from climate change and are willing and able to reconsider current conservation practice.

REFERENCES

Adaptation Scotland 2015. <http://www.adaptationscotland.org.uk/4/70/0/Scottish-Compendium-of-UKCP09-Climate-Chnage-Information.aspx>

Historic Scotland 2011. Soft capping in Scotland: the content and potential of using plants to protect masonry.. Historic Scotland, Edinburgh. Vol 1: <http://conservation.historic-scotland.gov.uk/publication-detail.htm?pubid=11071>; Vol. 2: <http://conservation.historic-scotland.gov.uk/publication-detail.htm?pubid=8977>

SCHARP 2015. <http://sharp.co.uk/shoredig-projects/meur-burnt-mound/>

UKCCP 2009. Climate Change Projections <http://ukclimateprojections.metoffice.gov.uk/>

Session 4: La conservation du patrimoine: les sciences et l'économie
Heritage Conservation: Science and Technology

Présidente / Chair: Judith Herrmann, candidate au Ph.D. en aménagement, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Rapporteure session 4: Katie Hollingshead, étudiante au diplôme, Willowbank School of Restoration Arts

3.9 LA CONTRIBUTION DE L'ANTHROPOLOGIE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Myriam Grondin, candidate au Ph.D. en anthropologie, Université de Montréal



Myriam Grondin
 (Photo: Hélène Santoni, 2015)

L'ANTHROPOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, UNE APPROCHE MULTIDISCIPLINAIRE DE TRADITION BOASIENNE

« L'anthropologie est un domaine d'études qui analyse la culture sous toutes ses dimensions : comportementale, biologique, communicative et historique. Les anthropologues utilisent des techniques variées, particulières à chaque sous-domaine, afin d'analyser les phénomènes humains. » (Département d'anthropologie, Université de Montréal). De tradition boasienne, l'enseignement de l'anthropologie à l'Université de Montréal valorise une approche multidisciplinaire : anthropologie biologique, archéologie, ethnologie et ethnolinguistique. En tant que doctorante à ce département, l'ethnologie est devenue mon champ de spécialisation.

« L'ethnologie (ou anthropologie sociale et culturelle) est un champ d'études en constante évolution, sensible aux changements qui secouent le monde. Pour l'anthropologue socioculturel, derrière une coutume, un récit ou un simple objet, c'est toute la société et la masse d'individualités qui se profilent et qu'il faut décoder. Cela se fait par un travail de recherche empirique qui se concentre sur les individus, leur quotidienneté et leur vécu aux échelles locales. » (Département d'anthropologie, Université de Montréal). Mon regard sur le questionnement de cette Table ronde sera celui d'une ethnologue.

ETHNOLOGIE ET LE PATRIMOINE IMMATÉRIEL

En 2003, une Convention de l'UNESCO sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a été adoptée. « Par patrimoine culturel immatériel on entend : les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. » (UNESCO 2003 article 2.1). L'élargissement de la notion du patrimoine par cette nouvelle convention favorise l'implication des ethnologues dans les questions de patrimoine et de patrimonialisation. Le patrimoine immatériel est donc un des sujets d'études majeur de l'ethnologie.

LA CONTRIBUTION SCHÉMATISÉE DE L'ANTHROPOLOGIE CULTURELLE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Le schéma (figure 1) est une synthèse des observations que j'ai effectuées lors d'enquêtes de terrain doctorales au sein de la Vallée d'Iya au Japon (2008; 2010; 2013; 2014). Il n'a pas la prétention de pouvoir être un modèle universel ou de couvrir l'ensemble des contributions de l'anthropologie à la conservation du patrimoine, mais il permet de mettre en lumière certaines composantes spécifiques du système mis en place par l'anthropologue sur le terrain, et sa portée sur la conservation du patrimoine.

Il souligne tout d'abord le travail d'inventaire et de documentation du patrimoine culturel accessible, grâce à l'enquête de terrain et à une collaboration étroite et constante avec les porteurs de savoir de la communauté.

L'anthropologue joue un rôle important de catalyseur, tout au long de son étude de terrain. Une fois le processus de collecte de données terminé, le chercheur a la responsabilité de diffuser les résultats de ses recherches sous forme de communications et publications. Ces actions participent à la sensibilisation aux enjeux de conservation du patrimoine et au partage des connaissances avec la communauté scientifique.

Les projets de mise en valeur quant à eux peuvent être à la fois menés par l'ensemble des intervenants liés à la protection et à la mise en valeur du patrimoine, dont des anthropologues et par la communauté. Enfin, la transmission des connaissances et des savoir-faire est l'objectif ultime visé par un grand nombre d'ethnologues, étant l'unique façon d'assurer la conservation de ce patrimoine vivant et de prévenir sa folklorisation. Il n'est pas rare de voir la communauté et les chercheurs se mobiliser pour arriver à cette fin.

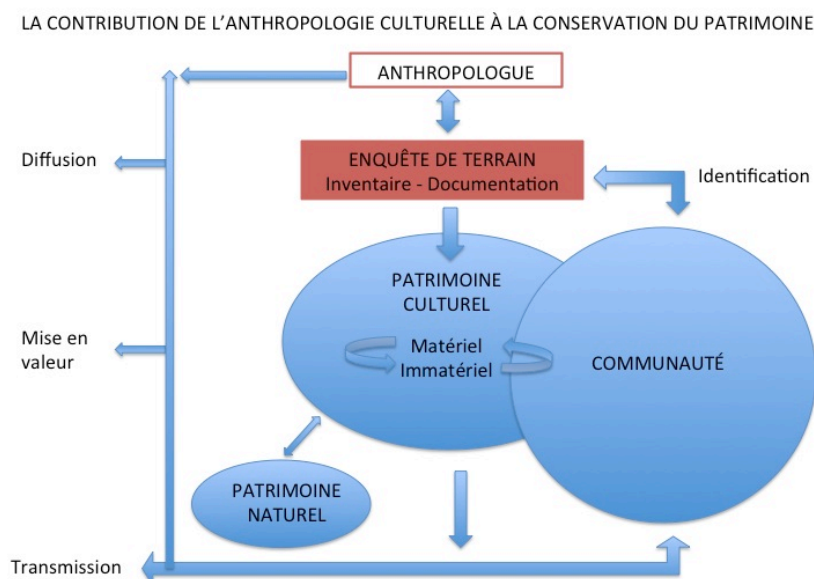


Figure 1 : Le positionnement du terme « anthropologue » en haut au centre est arbitraire. Il est ainsi positionné afin de simplifier la lecture du diagramme.

ÉTUDE DE CAS : LA VALLÉE D'IYA (祖谷), JAPON

L'étude de cas présentée ici cherche à dresser le portrait d'une communauté particulière, celle de la Vallée d'Iya au Japon et dresse un inventaire historique non-exhaustif des moyens de conservation et de mise en valeur du patrimoine qui s'est traduit au départ par des projets de revitalisation purement fonctionnalistes et économiques. Aujourd'hui, se dessine une approche à la fois anthropologique et sociale menée par des acteurs professionnels ou non-professionnels. Le rôle de l'anthropologue dans la conservation du patrimoine est ainsi mis en lumière.

La Vallée d'Iya dans la préfecture de Tokushima sur l'île de Shikoku (figure 2) est une des trois régions les plus isolées du Japon. Sa géomorphologie très montagneuse et accidentée a amené ses

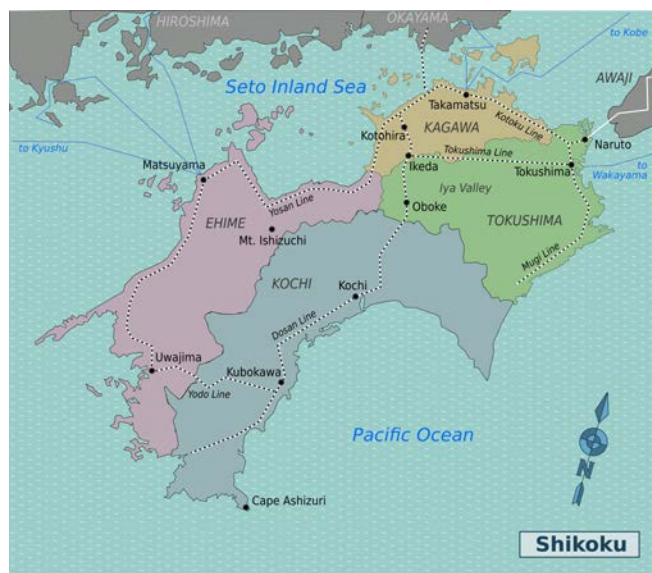


Figure 2 : Carte de l'île de Shikoku. La vallée d'Iya se situe dans la préfecture de Tokushima (en vert). Crédit : Marc Heiden / Source image : Shikoku.svg

habitants à développer un modèle d'établissement singulier. Les villages perchés à flanc de montagnes ayant réussi à viabiliser un domaine traditionnellement inhabité, celui des kamis; « les divinités shintoïstes » ont ainsi assuré leur survie face aux conditions arides de la région. Ce territoire hostile est un acteur important dans le développement d'une culture vernaculaire riche, inédite et métissée avec le patrimoine parfois aristocratique des nombreux fugitifs de guerres, réfugiés au cours des siècles dans la vallée. Ainsi, le clan des Heike vaincus en 1185, dont les faits d'arme sont partie intégrante du folklore local.

L'isolement de ces lieux a ainsi permis le maintien d'un style de vie ancestral original et de traditions disparues ailleurs au Japon. Cet éloignement a cependant également contribué à un dépeuplement rural massif, débutant dès les années cinquante, ayant un impact destructeur sur la communauté. Iya est maintenant identifié par le gouvernement japonais comme étant un « genkaishouraku », c'est-à-dire, que sa population est composée de plus de 50% d'ânés de 65 ans et plus (Mantanle & Rausch, 2011). Aujourd'hui, 2 850 habitants persistent encore à habiter ses flancs de montagne, dispersés dans 80 petits hameaux (figure 3). Son héritage culturel est en péril et son futur est incertain.

UNE SUCCESSION DE PROGRAMMES DE REVITALISATION DEPUIS LES ANNÉES 1970



Figure 3 : Hameau d'Ochiai , territoire protégé pour la préservation du bâti historique. Photo : Chiiori Trust, mars 2012

De nombreuses mesures de revitalisation se sont succédées, depuis les années 1970, dans la vallée. Dans un premier temps, ces programmes étaient axés principalement sur l'amélioration des infrastructures routières. Aucune vision de développement à long terme, de mise en valeur ou de protection du patrimoine n'a été développée. L'objectif prioritaire était

la création d'emplois directs pour contrer l'exode rural. Cette stratégie a échoué face à l'exode, à la création d'emplois pérennes et à la protection du patrimoine.

Un programme de revitalisation axé sur le développement du tourisme de masse a également vu le jour dans Iya ouest (Nishi Iya), mettant en valeur le patrimoine culturel du clan des Heike, tout particulièrement, le pont de liane de « Kazura bashi » (figure 4). Nishi Iya a l'avantage d'être situé à proximité de la gare de train d'Oboke et d'un axe routier important sur l'île de Shikoku. L'amélioration constante des infrastructures routières entre Oboke et Nishi Iya a facilité considérablement les déplacements dans ce secteur et permet l'accès aux autobus touristiques. Iya ouest jouit depuis quelques décennies d'une industrie touristique importante qui contribue à un apport financier et à la création d'emplois. L'attraction touristique principale, le pont de liane, a été grandement documentée par les anthropologues, lors du désenclavement de ce secteur de la vallée dans les années soixante, croyant avoir découvert une culture unique au sein de l'archipel nippon. Malheureusement, ces données n'ont jamais été judicieusement utilisées. Ce projet contribue à la folklorisation du patrimoine, par une mise en valeur limitée à quelques éléments, occultant de nombreuses valeurs matérielles et immatérielles d'importance pour la communauté. On y retrouve également les effets négatifs d'un tourisme de masse, notamment par des aménagements non intégrés, dépassant la capacité portante du paysage.



Plus profondément dans la vallée se situe Iya est (Higashi Iya). Ce territoire encore isolé, en raison de ses routes étroites, sinueuses et escarpées ne peut accueillir les grands autocars touristiques. L'accès à ce secteur éloigné ne peut se faire que par de plus petits véhicules et impose un temps de visite supérieur à celui de Iya ouest (plus d'une journée). Cet enclavement rend ce territoire très peu attrayant pour les promoteurs et demeure encore peu convoité par les touristes. Un nouveau paradigme touristique, basé sur une approche anthropologique de mise en valeur et de conservation du patrimoine de Higashi Iya, y prend place.

Figure 4 : Pont de liane « kazurabashi », Nishi Iya
Photo : M. Grondin, août 2011

PRÉCURSEUR DE LA DÉMARCHE ANTHROPOLOGIQUE : ALEX KERR, FONDATEUR DE LA FIDUCIE CHIORI, CATALYSEUR DE PROJETS

Alex Kerr, spécialiste de culture japonaise et directeur de la fiducie Chiiori Trust, est l'acteur principal dans les projets de revitalisation à Iya est. Étant l'un des premiers étrangers à avoir pénétré le territoire de Higashi Iya, il devient en 1973 propriétaire de l'ancienne maisonnée de la famille Kita, abandonnée par ceux-ci lors de leur départ pour la ville. Il la nomme Chiiori Trust. Il s'y installe et à la façon des anthropologues, il y vit, prend part aux activités quotidiennes de la vallée, apprend les us et coutumes de la communauté et les documente. C'est le regard de l'étranger sur l'Autre. Étudiant à l'université Yale (États-Unis), il publie ses observations dans un mémoire intitulé « Shishioi, Modern change in the villages of Iya ». Il est également l'auteur de « Lost Japan » qui s'apparente à une monographie du quotidien de la communauté d'Iya.

La maisonnée Chiiori est à l'origine des actions actuelles de revitalisation. Elle devient rapidement chambre d'hôte offrant une expérience unique en milieu rural. Des centaines de personnes y ont séjourné en tant que touristes ou bénévoles, pour découvrir, percevoir et observer la vie dans un



Figure 5 : Activité de découverte. Cueillette du thé.
Photo : M. Grondin, mai 2013

village traditionnel. En 1999, une association est créée dans le but de revitaliser Iya par le biais du tourisme durable, l'agriculture biologique et la reforestation écologique. L'objectif ultime est de protéger le cadre de vie et la culture propre à la vallée. Avec son approche anthropologique, Alex Kerr travaille de concert avec la ville de Miyoshi afin de promouvoir le développement durable de la vallée et d'influencer la vision de l'administration de la Ville. Il a également contribué, par son « regard étranger », à

susciter un intérêt sur la culture paysanne et à réveiller un sentiment d'estime de la communauté sur ses valeurs et traditions. Il est devenu le catalyseur d'un mouvement de réappropriation culturelle et de mise en valeur du patrimoine, pour et par la communauté.

Oku Iya menmei Joku est un groupe de citoyens porteur de savoirs ancestraux qui offre des ateliers de cuisine locale, d'artisanat, des visites commentées sur l'histoire de la région, ou encore d'expériences authentiques de vie paysanne en permettant aux touristes de s'impliquer dans l'ensemencement ou dans la récolte des cultures locales (figure 5). L'avenir de la vallée repose en grande partie sur ses citoyens, acteurs principaux, pour une revitalisation locale inscrite sur l'ensemble du territoire. Les enjeux de transmission intergénérationnelle du patrimoine sont au cœur de la pérennité de cette expérience. Depuis peu, la ville de Miyoshi fait la promotion de ces ateliers.

L'ANTHROPOLOGIE DANS QUELQUES PROJETS À HIGASHI IYA

Le Musée d'histoire et de folklore de Higashi Iya, projet muséal communautaire, est issu des études ethnographiques des années 1960 qui ont permis de documenter et de combler les vides d'une

mémoire collective disparue. Lieu de mise en valeur de la culture traditionnelle locale, de diffusion et de transmission, il expose de nombreux artefacts traditionnels.

En 2000, portée par une volonté de valorisation et de réappropriation des valeurs et des traditions locales, la communauté de Higashi Iya demande d'obtenir un statut de protection du paysage pour le hameau d'Ochiai. Pour y parvenir, de nombreuses études sont menées par Masui Masaya, professeur en architecture à la National Nara Women's University, qui adopte, en grande partie, une méthodologie anthropologique (séjours prolongés dans la communauté, identification, inventaire et documentation systématique du patrimoine culturel, matériel, immatériel et paysagé, menées avec la communauté). En 2005, Ochiai est décrété « Important Preservation District for Group of Historic Buildings ». Ochiai est reconnu non seulement pour la conservation d'un grand nombre de ses bâtiments historiques, mais aussi pour la singularité de son environnement témoignant du mode de vie d'un village de montagne.

En 2008, le programme gouvernemental *Chihou no genki saisei jigyou* (projet de revitalisation et d'amélioration de la qualité de vie rurale), permet un partenariat entre la ville de Miyoshi, Chiiori



Figure 6 : Ancienne maison abandonnée et restaurée offerte en location dans le cadre du projet « Togenkyo Iya », hameau d'Ochiai
Photo : Chiiori Trust

Trust, la communauté, des chercheurs et des organisations locales. De nombreuses rencontres ont lieu pour explorer la mise en place d'un tourisme durable dans la vallée. Ces réflexions se concrétisent par le développement d'outils de mise en valeur et de transmission du patrimoine : ateliers de cuisine en compagnie de chefs renommés afin de promouvoir les produits locaux; ateliers de restauration du patrimoine bâti, restauration de murets de pierres, de terrasses et de toits de chaume.

Stimulé par ces actions, le projet *Togenkyo Iya* (le village de montagne de Togenkyo Iya) qui vise à assurer la pérennité du paysage culturel d'Ochiai, émerge. Celui-ci est centré sur le développement d'une offre de service d'hébergement qui met en œuvre un usage efficace des maisons

abandonnées, afin de préserver la beauté des villages d'Ochiai et d'en conserver sa culture paysanne (figure 6). Alex Kerr est le promoteur de ce projet et Chiiori Trust en assure la gestion. C'est actuellement le plus gros projet de revitalisation de la région. Les retombées sur la communauté sont remarquables : le village d'Ochiai offre une expérience authentique et unique dans un paysage culturel vivant. Les touristes peuvent découvrir le quotidien des habitants et y participer. Les regards admiratifs des visiteurs procurent à la population locale un sentiment de fierté, et encouragent les initiatives pour la conservation. Cependant, ce projet ne pourra assurer l'avenir de l'ensemble d'Higashi Iya par lui-même. L'affluence touristique reste minime mais ne profite pas aux autres villages, donc au reste de la communauté de la vallée. De plus, la population est vieillissante, la main-d'œuvre est rare et risque d'être insuffisante d'ici un an à peine, ce qui risque de mettre en péril la continuité du projet.

LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE AU CŒUR DE L'AVENIR DE LA VALLÉE

L'estime et la réappropriation, par la communauté, des valeurs du patrimoine de la vallée sont au cœur des projets actuels de sauvegarde. L'apport de la démarche anthropologique dans ce processus est indéniable. Aujourd'hui, l'avenir de la vallée repose sur le tourisme durable axé sur la mise en valeur de ses patrimoines culturels. L'implication de la communauté dans le maintien et la transmission de ce patrimoine est indispensable. Iya possède un très fort patrimoine culturel matériel et immatériel qui laisse une place prépondérante à l'anthropologie qui s'affirme comme catalyseur et intégrateur dans la connaissance, la sauvegarde, la transmission et la mise en valeur du patrimoine.

REFERENCES

- Kerr Alex. 2002. *Dogs and Demons Tales from the dark side of Japan*. New York : Hill and Wang, 2002, 432. ISBN: 0-8090-3943-5
- Kerr Alex. 1974. *Shishioi, Modern change in the villages of Iya*. Connecticut : Yale University, 1974, 134.
- Kerr Alex. 1994. *Lost Japan*. Vic., Australia: Lonely Planet Publications, 1996, 269. ISBN : 086442 370 5
- Mantanle Peter. & Rausch, Anthony S. 2011. *Japan's Shrinking Regions in the 21st Century*. Amherst, N.Y. : Cambria Press, 2011, 530. ISBN : 978-1-60497-758-5.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2003. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Paris, 2003, 13.

The committee for the investigation and conservation of the Preservation District for Groups of Historical Buildings in Higashi Iya. 2003. The report of the investigation and the conservation of the Preservation District for Groups of Historical buildings in Higashi Iya. Miyoshi City, Japan : The board of education in Higashi Iyayama village, 2003, 172. (Higashi Iya Dentouteki Kenzoubutsugun Hozontaisaku Tyousa Iinkai. (2003).Higashi Iya Ochiai Dentouteki Kenzoubutugun Hozontaisaku Tyousa Houkokusho.Miyoshi,Japan :Higashi Iyayama Son Kyouiku Iinkai, 2013, 172)

The committee for town planning in Higashi Iya, Miyoshi City. 2009. The report of Local Reproduction Business in 2008, Higashi Iya. Miyoshi City, Japan : Miyoshi City, 2009, 218. (Miyoshi shi Higasi Iya Heike Ochiudo Densetsu Rekishi Kankou Machidukuri JikkouIinkai. 2009. Heisei 20 Nendo Tihou no Genki Saisei Jigyou Jisshi Houkokusho 【Tokushima ken Miyoshi shi Higashi Iya】 Densetsu ga Mieru • Tsutawaru, Kankou Machidukuri.Miyoshi,Japan : Miyoshi City, 2009, 218)

Cette communication est issue d'observations recueillies au cours de divers séjours et d'une (recherche de terrain) immersion de 6 mois dans le milieu, rendue possible grâce à une bourse de recherche de la Japan Fondation.

Session 5: L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine mises en pratique
Interdisciplinarity and Heritage Conservation: the practitioners

Président / Chair : Jacques Lachapelle, professeur titulaire, École d'architecture, Université de Montréal

Rapporteur session 5 : Zeynep Ekim, étudiante à la maîtrise, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

3.10 RECOGNIZING DIVERSE DISCIPLINES IN THE CANADIAN ASSOCIATION OF HERITAGE PROFESSIONALS (CAHP)

Jill Taylor, Architect, Taylor Hazell Architects, Toronto



Jill Taylor
(Photo: Hélène Santoni, 2015)

**Session 5: L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine mises en pratique
Interdisciplinarity and Heritage Conservation: the practitioners**

Président / Chair : Jacques Lachapelle, professeur titulaire, École d'architecture, Université de Montréal

Rapporteur session 5 : Zeynep Ekim, étudiante à la maîtrise, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

3.11 PUTTING INTERDISCIPLINARITY INTO HERITAGE CONSERVATION PRACTICE

Julia Gersovitz, Architect, Fournier Gersovitz Moss Drolet and associates architects (FGMDA), Montreal



Julia Gersovitz
(Photo: Hélène Santoni, 2015)

Session 6: La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

The need for interdisciplinarity in heritage conservation education: views from the students



Table ronde des étudiants en conservation

De gauche à droite : Jerzy Elzanowski, Theresa Felicetti, Taylor Giberson, Amber Polykwan, Jesse Jobertson, Mardjane Amin, Jacques Archambault
(Photo : Hélène Santoni, 2015)

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Mardjane Amin, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Amber Polykwan, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Theresa Felicetti, student, Willowbank School of Restoration Arts

Jesse Robertson, Masters student, Public history Program, Carleton University

Taylor Giberson, étudiant au diplôme, Willowbank School of Restoration Arts

Jacques Archambault, étudiant, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

Commentaire :

Chris Wiebe, Administrateur, politiques du patrimoine et relations intergouvernementales, Héritage Canada la Fiducie nationale, Ottawa

Session 6: La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

The need for interdisciplinarity in heritage conservation education: views from the students

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Mardjane Amin, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

3.13 RÉSUMÉ : MARDJANE AMIN

La maîtrise en Aménagement option conservation de l'environnement bâti se veut d'ores et déjà une formation multidisciplinaire. La faculté de l'Aménagement, en abritant quatre unités d'enseignement distinctes (architecture, architecture du paysage, design, urbanisme) met en lien différentes disciplines qui se rattachent à la conservation. Des cours tels que « mise en valeur des ensembles urbains » (lié à l'urbanisme), « paysage et patrimoine » (lié à l'architecture du paysage) ou encore « conservation des bâtiments et ouvrages » (lié à l'architecture) en témoignent. Cette interdisciplinarité pourrait néanmoins être poussée plus loin, pour répondre plus largement aux besoins de la conservation.

En premier lieu, des cours d'initiation à la conception architecturale pourraient être proposés afin d'assurer la compréhension des plans d'architecture pour les étudiants issus de disciplines autres que celles de l'architecture. De cette manière, tous disposeraient des mêmes codes de représentation et de langage, essentiels à l'heure de former des équipes interdisciplinaires.

Le volet théorique des cours pourrait en outre s'enrichir d'un volet pratique, à travers des chantiers ou des ateliers de restauration du patrimoine. L'intention ici serait bien évidemment non pas de former des artisans en conservation, mais de donner l'opportunité aux étudiants universitaires de pouvoir apprécier plus justement la qualité d'un ouvrage bâti, la performance de ses matériaux et l'ingéniosité de ses assemblages.

Enfin, des ponts avec d'autres disciplines pourraient être envisagées, notamment celle de l'anthropologie, dans le but de développer l'expertise en patrimoine culturel immatériel. De fait, ce volet de la conservation semble être aujourd'hui un incontournable de la pratique, une attention

grandissante étant accordée aux populations qui vivent le patrimoine bâti, aux cultures et aux croyances qu'elles y associent ou encore aux pratiques quotidiennes ou ponctuelles qui l'animent. Pour autant, l'étude des composantes immatérielles du patrimoine en est encore à ses balbutiements et peu d'outils sont à l'heure actuelle présents pour les intégrer pleinement à une pratique de conservation. Je me suis confrontée à cette lacune lors d'un stage qui visait à documenter le savoir-faire d'un meunier oeuvrant dans un moulin bicentenaire. La recherche devait s'étendre de la fabrication de la farine jusqu'à l'entretien du mécanisme et de son enveloppe architecturale. N'ayant pas dans mon bagage académique les outils adaptés pour ce mandat, je me suis tournée vers les disciplines de l'anthropologie, notamment l'anthropologie des techniques. Celles-ci m'ont permis entre autre de me familiariser avec les techniques d'observation *in situ*, et d'entrevues avec un porteur de savoir-faire traditionnels, dans le but de collecter les informations sur ses pratiques techniques. La volonté de conserver le patrimoine immatériel lié à ce moulin devait servir finalement à conserver son patrimoine bâti. En ce sens, l'apport des disciplines de l'anthropologie apparaît plus qu'opportun pour une pratique globale de la conservation.

Des volets pratiques et une plus grande attention portée à l'étude du patrimoine culturel immatériel pourraient donc être intégrés à notre programme de maîtrise pour enrichir sa multidisciplinarité. L'apport d'autres disciplines pourrait également être mise de l'avant. Retenons alors que si la diversité et les échanges fondent la richesse des cultures de notre monde [1], celles-ci renforceront également la valeur et l'efficacité des nos futurs programmes en conservation.

Note :

[1] UNESCO, Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 2005.

Session 6 : La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Amber Polykwan, Masters student, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

3.13 RÉSUMÉ : AMBER POLYKWAN

I completed a Bachelor of Arts (Honours) degree at Queen's University in History and Classical Studies and then immediately afterwards began a Masters of Arts degree in Classical and Near Eastern Archaeology at the University of British Columbia. During both degrees I took part in archaeological excavations in Italy. Afterwards I applied my knowledge of movable heritage to museum exhibits at the Museum of Anthropology at the University of British Columbia and most recently, working on the travelling exhibit, *The Greeks: Agamemnon to Alexander* with a team from the Canadian Museum of History in Gatineau, Quebec.

My experience in Mediterranean archaeology and movable heritage is what inspired me to become interested and dedicated to heritage conservation. As much as I was inspired by archaeological ruins, it was also a negative perspective on the lack of importance of conservation for sites and their artefacts, which Jeffery Cody touched on the first day of the Round Table, which encouraged my passion for preservation. I felt that many archaeologists were excavating for the sake of excavating and publication, and were ignoring the future of the site and the artefacts retrieved from it. Many artefacts fresh from archaeological sites are only deemed interesting due to their context, and yet they are likely destined to live out their lives in dusty storerooms. As for archaeological sites, archaeology's essence is destruction and if a proper conservation plan is not created, these sites will continue to add to the number of lost heritage sites that are constantly increasing. Archaeology seems to relate well to Christina Cameron and Erica Avrami's discussion on the first day of this Round Table: it is front-loaded like World Heritage nominations – after excavation many sites are left to fend for themselves, just as World Heritage sites are. Therefore, archaeology has similarities and differences to built heritage: it is similar as it deals with the same issues surrounding threats of destruction as built heritage,

but different as archaeology is consistently exposing sites and artefacts to a quicker rate of deterioration, and therefore it needs increasing resources for conservation. It is creating an unsustainable increase in sites and artefacts requiring protection.

The interdisciplinary approach of heritage conservation in Carleton University's Canadian Studies department has its strengths and challenges. Our core heritage conservation courses attract students from multiple disciplines. Our core courses usually have a minority of Canadian Studies students, while also being populated by students of architecture, urban planning, public history, and even anthropology. Our community projects for our Theory in Practice course allow us to apply our skills from different disciplines to practical approaches. Additionally, we are not asked to participate in ways that play to our strengths, but rather we all take part in the different interdisciplinary elements required of our projects. But while our program attracts students from different disciplines, the students the Canadian Studies are rather restricted. The department of Canadian Studies restricts the credits we receive from other departments to one half-year course. With so many multidisciplinary opportunities to be found at Carleton in not only Canadian Studies, but also in Architecture, Engineering, Public History, and Art History, I feel that there is certainly an opportunity being lost in the Canadian Studies department to promote multi or interdisciplinarity for its students. Additionally, with the interaction of students of many disciplines at Carleton there is undoubtedly a missed opportunity for further student co-operation and collaboration.

Session 6 : La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Theresa Felicetti, student, Willowbank School of Restoration Arts

3.14 RÉSUMÉ : TERESA FELICETTI

Before Willowbank I studied English at the University of Guelph. In my area of specialization the focus usually consisted of reading a text and analyzing and writing a report on it. It was always about convincing the professor that your interpretation of a text was the right one. I feel this is a troublesome way to spend four years of your life. You were continuously trying to make your view the superior view, even when you were assigned group work you continued to try to have this “superior view” because you were graded separately. This in turn held you back from being part of a dynamic conversation which inhibited the growth of new ideas. I feel this promoted possessiveness of ideas in order to receive the best grade. Being possessive is a dangerous way to be when it comes to dealing with heritage

In English, when writing a paper on a text if I were to argue that the “play within a play” concept in Shakespeare’s *Hamlet* was the most meaningful part and exclude all other aspects, the entire play would still be around for others to decide what aspect of the text is the most meaningful. In heritage if I were to decide that only one aspect of the place was important and eliminate other parts, it would be harder for the next generation to understand and realize the full life and history of the place.

An all-encompassing view of heritage is why I appreciate the interdisciplinary program at Willowbank. In order to be successful you have to be a part of everything: hands on, theory and documentation. I think this makes failure inevitable at first, due to the fact that you’re not going to be great at everything but it also makes you more appreciative of those who are well versed in a particular field/ discipline. From a materials standpoint, you don’t understand the complexity of wood until you have spent all day planning a piece and it’s still not level. You don’t really understand the delicacy of glass until you have spent a few hours trying to cut out circles and they keep breaking. Experiencing

this frustration allows you to bring sensitivity into your decision making when it comes to dealing with these materials because you understand the skill and patience it takes when working with them.

We gain considerable appreciation for the materials we work with but we also look at buildings and learn how to understand them by their functional uses, place within a landscape and the way past and current generations interact with them. A quote I like that I feel fits in well with how we have been experiencing the education of heritage at Willowbank is “It is one thing to feel that you are on the right path in life, but another to feel that yours is the only one”. It’s great that there are people that understand and have a passion for window restoration but you also need to realize that the window is placed within a building that consists of a myriad of other materials that allow it to stand and function. The window also looks out onto a landscape which is also a part of the building and that landscape may be populated with people that interact with the building. All those aspects give the building a purpose and a unique sense of life.

One thing I have also noticed while attending the conference was that I have been asked a few times “what do I specialize in?” I am not too sure how to respond to that because we don’t specialize at Willowbank. I think specializing would be the opposite of being interdisciplinary as it mentally limits or locks you into a certain way of thinking about how you can work within the heritage field. Whereas if I say where my interests lie, which is understanding heritage as an avenue to create better communities, it opens me up to more options.

Session 6 : La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Jesse Robertson, Masters student, Public history Program, Carleton University

3.15 RÉSUMÉ : JESSE ROBERTSON

I've been asked to share my experience of Interdisciplinarity and conservation as a Master's student in Carleton's Public History program. There are probably as many definitions of public history as there are public historians, so my comments express my experiences as a public historian rather than speak for the field as a whole. Public History is a broad ranging discipline that emerged in History Departments in the US in the 1970s as students began seeking ways to apply their skills outside the academy. Reflecting these origins, public history tends to be concerned with the application of history in public places like museums, archives, and historic sites. As an academic discipline, it examines history as it is represented and performed in the present. Carleton's Public History program tries to balance both of these elements. Students like myself engage in practical projects, but there is a strong emphasis on critical self-reflection and theory. This is what attracted me to the program. My undergraduate education introduced me to theoretical topics like philosophy and memory studies. I wanted to engage similar questions in my graduate education while also receiving practical experience. I worked a number of museums in my first year, and chose to take heritage conservation in my second in order to gain exposure to another field.

I'll start by explaining what I believe my disciplinary training might contribute to heritage, and then I'll describe what I've gained from heritage. First, following the theme of this conference, I believe I bring a certain interdisciplinarity to conservation. My education hasn't given me the focused, career-specific training I would receive in a Museum Studies program, for example. Rather, it has introduced to a breadth of professional contexts: I've worked with academic historians, national museums, digital media, and archives. Having now been introduced to heritage, I am in a position to compare the ways in which conservationists and curators, academics and archivists, engage similar questions in different contexts. These professionals serve similar ends, and stand to benefit greatly from engaging with one another, as we've seen over the last few days. Secondly, I believe I contribute a theoretical and self-

reflective perspective. I am always concerned with *why* we practice heritage., and for whom. To me, the answer isn't always obvious. Still it's important that we always return to the question, because the answer will help to inform our practice.

Next, what have I gained from studying heritage? This list could go on at length, so again I'll limit myself to a single point. I've gained a greater appreciation of local context and materiality. Being based in the capital, my Public History education has tended to involve experiences with national institutions: the Museum of History, the Science and Technology Museum, or Parks Canada. Because of its focus on built heritage, conservation has given me a greater appreciation for the material and built fabric immediately in front of me, and its given me a sensitivity towards how that might integrate with a surrounding community. If my education began with more intangible approaches to the past, studying and practicing heritage conservation has challenged and encouraged me to explore its tangible presence and local meanings.

Finally, I wanted to use this opportunity to respond to a point Julian Smith made this morning. I greatly appreciated Julian's talk, and the challenges it posed to everyone in this room. To oversimplify somewhat, Julian suggested the professionalization of heritage has too often meant the privileging of theory and education over practice. Julian inverted that hierarchy by suggesting that students and emerging practioners should get their hands dirty first, and then explore theoretical perspectives from grounded experiences. I am sympathetic to this argument, but as someone who studies heritage and theory, I wanted to make a slightly alternative suggestion. I believe that theory and practice can and should be integrated throughout one's education and practice, but for that to make sense the theorists—my camp—need to reframe their purpose somewhat. The aim of theory shouldn't be simply to publish, nor to debunk those who came before us. Rather it should be seen as a discipline of ongoing critical self-reflection, one that should inform our practice, and, so doing, hopefully lead to a more integrated heritage field.

Session 6 : La nécessité d'intégrer l'interdisciplinarité dans l'enseignement de la conservation du patrimoine: le point de vue des étudiants

Président / Chair : Jerzy Elzanowski, professeur adjoint, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University

Débat étudiant :

Jacques Archambault, étudiant, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal

3.15 RÉSUMÉ : JACQUES ARCHAMBAULT

A. Jacques Archambault :

1. Since 1980, I work for non-for-profit organization and am still involved in managing programs/services, restoration projects and fundraising. Since 2009, for the last five years, I work for Canadian Heritage of Quebec as Executive Director.
2. Since few years, I am studying part time at Université de Montréal in the program: Built Environment Conservation.
3. I have a Bachelor degree in Culture and Recreation (1983) and a Master degree in Project Management (1995).

B. Héritage canadien du Québec – contexte :

1. Créé officiellement en 1960, donc il y a 55 ans cette année, L'Héritage canadien du Québec est un organisme à but non lucratif, non gouvernemental, non subventionné aux opérations, qui assure la conservation d'environ 20 bâtiments patrimoniaux et sites naturels au Québec.
2. Ces sites sont majoritairement ouverts au public grâce principalement au concours de nombreux bénévoles d'associations locales qui assurent la gestion des activités d'interprétation.

3. Nous générons nos propres sources de financement et parfois, nous obtenons des subventions pour la réalisation de projets de conservation.

C. L'interdisciplinarité dans mon travail est à différents niveaux :

1. En tant que gestionnaire et gérant e projet, mon travail consiste en bonne partie à la maintenance de bâtiments et de sites et la réalisation de projets de restauration et parfois de réhabilitation de bâtiments. Également, il y a la conservation d'œuvres d'art, d'antiquités, d'artéfacts, d'archives et bien d'autres objets ayant une certaine valeur patrimoniale.
2. Dans l'ensemble, leurs composantes relèvent principalement du patrimoine matériel et certaines, du patrimoine immatériel ou de l'histoire orale.
3. Également, il faut aussi faire vivre ces différents lieux, les mettre en valeur et en assurer leur interprétation.
4. Pour ce faire, je travaille en collaboration avec
 - a) différents Ministères et organismes nationaux ou provinciaux, des intervenants régionaux ou locaux (élus ou professionnels d'institutions gouvernementales ou municipales, des organismes bénévoles, communautés religieuses ou amérindiennes),
 - b) mais aussi des professionnels tels que : architectes, ingénieurs, conservateurs, entrepreneurs généraux ou spécialisés, chercheurs, archivistes, muséologues, biologistes, professionnels en communication, etc.
 - c) sans oublier nos « caretakers », meunier, producteurs agricoles, aubergiste, etc.
5. Chacun des intervenants, professionnels ou autres à son propre « background » (formation, expérience ou obligations professionnelles), sa propre vision du patrimoine, ses propres priorités, son cadre de travail ou ses lignes directrices en fonction de son milieu. Ou encore, il y a la situation de professionnels travaillant en patrimoine sans avoir nécessairement eu une formation en conservation. Par exemple, certains agents culturels couvrant le secteur du patrimoine.

6. Donc, il y a différentes approches ou besoins à concilier, qui peuvent parfois être en complémentarité, parfois en contradiction et, quoique peu souvent, mais aussi indirectement s'opposer, par exemple, dans certains cas du patrimoine culturel et naturel ou encore, dans l'utilisation des bâtiments et des sites. Mais à la fin, après discussions, argumentations et négociations, ces approches et besoins se rejoignent pour faire de belles réalisations et belles réussites.
7. Dans ce cadre, **la gestion de ces interfaces professionnelles devient un élément primordial**, un enjeu dans la réussite de notre mission de conservation du patrimoine.
8. Pour arriver à ces ententes interdisciplinaires, je mise sur les points suivants :
 - a) De bien faire comprendre la réalité terrain de notre organisation
 - b) D'avoir **une vision claire de notre pensée sur la conservation**, des approches à privilégier, et surtout de bien connaître les valeurs et caractéristiques patrimoniales de nos lieux ainsi que leurs périodes de référence ou marquantes.
 - c) En fait, cela permet de déterminer les possibilités et les limites dans le processus de médiation ou de négociation avec les autres intervenants pour arriver à un consensus et parfois à des protocoles de collaboration.
 - d) **Le point fort commun étant naturellement l'esprit ou la volonté de la conservation de chacun**.

D. Au niveau de la formation :

1. Dans cette perspective, la formation professionnelle en conservation de l'environnement bâti, ici même à l'Université de Montréal, est des plus aidantes et pertinentes dans mon travail quoique plus axée sur la conservation du patrimoine matérielle, qu'immatérielle.
2. Pour aller plus loin, je dirais que **l'intégration d'une préparation à ou d'une formation dans la gestion des interfaces professionnelles visant la connaissance des différentes disciplines, de leurs apports, leurs obligations ou attentes pourrait s'avérer forte utile**.

3. Dans la même foulée, **une immersion pratique à la réalité terrain est toute aussi importante, surtout** si elle implique une interaction avec des professionnelles de différentes disciplines.
4. Actuellement, **les stages universitaires** dans les organisations est une belle solution et un apport considérable tant pour les étudiants que les organismes.
5. Je sais aussi que **des études de cas-terrains** s'effectuent dans le cadre de certains cours ou des travaux dirigés. Elles sont aussi primordiales pour tous.
6. Je pense que tout cela pourra être possiblement bonifié par :
 - a) **la création d'un lieu ou de groupes d'échanges ou d'interactions** regroupant des professionnels du milieu universitaire, incluant des étudiants, et des professionnels de différentes disciplines ainsi que des organismes de différents milieux. Cela pourrait se faire selon des tables de discussion ou des présentations dynamiques à partir des thèmes ou de cas reliés aux différentes disciplines ou enjeux professionnelles.
 - b) **Une formation continue pour les professionnels de différentes disciplines, les organismes du terrain sous la forme d'une série d'ateliers ou de conférences.**
7. En conclusion, je dirais que le **lien entre le milieu universitaire, les professionnels et les organismes œuvrant sur le terrain est primordial, doit se poursuivre**, à la fin ne peut qu'être gagnant pour tous en permettant la convergence de la théorie et de la pratique ainsi qu'une meilleure intégration de l'apport des différentes disciplines aux enjeux de conservation.

Session 7: La synthèse des discussions de la Table ronde et quelques conclusions

Présidente / Chair: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

**SESSION 1 : INTRODUCTION A LA TABLE RONDE 2015
SETTING THE STAGE**

Rapporteur session 1 : James Arteaga, étudiant à la maîtrise, Heritage Conservation Program, School of Canadian Studies, Carleton University



James Arteaga
(Photo : Hélène Santoni, 2015)

The first session began with Cristina Cameron first identifying where the idea of a ‘discipline’ originated from in order to better understand the idea of *interdisciplinarity*. She mentioned that the concept originated in the 19th Century and began in universities. She went further on to mention how these disciplines would push their traditional boundaries, or look to other disciplines when they were faced with problems they could not solve.

Later she addressed the many different ways the heritage field has been moving, from seeing heritage as monuments to a broader understanding of cultural landscapes; as well as the move in heritage towards a more democratic approach, and as part of an ecosystem and its role in sustainability. She concluded by saying how this all showed the growing complexity the heritage field is experiencing and the importance of having an *interdisciplinary approach* to the field.

We were then introduced to “Interdisciplinarity in Heritage Conservation in the 21st Century” by Jeff Cody of the Getty Conservation Institute in Los Angeles. He began by identifying a distinction between *interdisciplinarity* and *multidisciplinarity*; and how achieving *interdisciplinary collaboration* in heritage conservation was difficult to accomplish, yet crucial to strive for, in order to achieve better results. He introduced four case studies or stories. The first two looked at the *multidisciplinary approach* and the challenges faced when bringing disciplines together, yet with people still only working in their own fields. This was followed by two other case studies where *interdisciplinarity* or the idea of *transdisciplinarity* was more emphasised.

His first case study was an example from his time at Cornell University in the Historic Preservation Planning Program, where architects and planners were meant to be *interdisciplinary*, yet clashed when attempting to work together. He made an interesting observation in that as these two professions were splitting apart (not only in the academic setting), the field of heritage conservation became increasingly popular as a discipline of its own.

Jeff’s next two stories looked at two project examples of conservation and management of archaeological sites in Tunisia (2007), and South East Asia (2008/9). First he addressed the challenges faced by archaeologists in South East Asia and their discomfort with *Interdisciplinary* training. Their concern was on excavation and not conservation, even though they were tasked with conservation and management of the sites. He gave the example of the World Heritage Site of Vat Phou in Laos and the need for *multidisciplinarity* in this project to understand the heritage conservation projects that involve not only architects and planners, but also engineers and sociologists.

With regards to Tunisia, Jeff referred it as, ‘same-same-but different’. It had many of the same challenges as the previous example, but in a different context. He mentioned two challenges: 1) how a more sustainable result could be achieved by having a mixture of different disciplines and 2) how to reinforce the idea that heritage conservation is about finding creative and context-specific solutions rather than having one approach. He also identified that there are archaeological, architectural, sociological, and also political issues that relate to heritage conservation today and therefore an interdisciplinary team is key to a project’s success.

His third story looked at interdisciplinarity in urban conservation planning in Malaysia. This project dealt with the urbanization of rural landscapes and how planners could address this issue while being conscious of the heritage value in these areas. He once again addressed the division between planners and architects in the field, but identified how this created awareness of the weaknesses in the various skills each profession was taught, such as drafting for planners. He asked the question, ‘how do we best integrate disciplines?’.

Jeff Cody’s final story involved the Eames House in Los Angeles where the Getty was commissioned to develop a 200-year conservation management plan. In order to develop this challenging project an interdisciplinary team was needed to address the various and distinct challenges currently being faced, and that would be faced in the future. He concluded his presentation by saying that heritage conservation involves many disciplines and that interdisciplinarity is not as easy as multidisciplinarity; yet heritage conservation implies a ‘design exercise’ that involves many of these different disciplines.

Session 7: La synthèse des discussions de la Table ronde et quelques conclusions

Présidente / Chair: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

SESSION 2 : LES DISCIPLINES ÉTROITEMENT ASSOCIÉES À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE**HERITAGE CONSERVATION: CLOSELY-ASSOCIATED DISCIPLINES**

Rapporteur session 2 : Melissa Mars, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal



Mélissa Mars

(Photo : Hélène Santoni, 2015)

La session 2 de cette table ronde portait sur les disciplines étroitement associées à la conservation du patrimoine. Lors de cette dernière, les trois intervenants se sont essayés à l'exercice de définir les disciplines que sont l'architecture, l'histoire de l'art et l'urbanisme ainsi que leur contribution quant à la conservation du patrimoine. Si ces disciplines semblent avoir une corrélation évidente avec ce domaine, quelles en sont les relations concrètes ? Davantage que de *contribution*, les intervenants ont ici souligné le terme *d'interaction(s)*.

La première présentation portait sur la contribution de l'architecture à la conservation du patrimoine. Elle fut menée par Mme Susan Ross, professeur adjointe au programme *Heritage Conservation* à l'Université de Carleton.

Pour commencer, Mme Ross a introduit cette discipline qu'est l'architecture en apposant une définition qui porte en son coeur la **multidisciplinarité** : en effet, étant à la fois abri, expérience et expression culturelle (trois catégories définies par l'intervenant comme intrinsèquement dépendantes de cette discipline) l'architecture recueille des influences provenant des sciences, du génie civil, de l'archéologie, de l'histoire, de la littérature, des sciences humaines, de l'art et de l'artisanat. Ainsi l'architecture serait un pont, **une connexion** entre les différentes disciplines.

Ensuite, Mme Ross a analysé la contribution de l'architecture au domaine de la conservation selon cinq aspects d'importance :

- Par **ses techniques de représentation** comme les rapports d'expertises ou les projections qui sont des médiums traduisant une science, des connaissances et une pensée pour favoriser leur communication. Mme Ross souligne également l'importance de **l'expérience du lieu** que l'architecte prend comme base, comme socle et comme matière de réflexion. L'architecture porte un intérêt largement reconnu pour le **site**, induisant une réflexion autour des éléments caractéristiques de celui-ci, allant de la matérialité à l'immatérialité.
- Par ses diverses approches méthodologiques combinant analyse, interprétation, transmission mais surtout **documentation et investigation**.
- Par son **caractère vivant** qui vise la connexion entre le passé et le futur et qui cherche à embrasser le changement pour faire corrélér conservation et développement durable.
- Par sa **transparence et sa diffusion** dues nombreuses publications accessibles, offrant une large visibilité. Mme Ross note aussi l'importance de cette discipline dans la recherche et

l'enseignement intégré. Ces deux manières permettent la création d'un **contexte social favorable à l'imagination et à la planification des changements futurs.**

- Par son habileté à prendre la position de leader (notamment dans les discours affiliés au développement durable) et par sa capacité à définir et comprendre les changements dans un contexte multidisciplinaire.

La seconde présentation portait sur la contribution de l'histoire de l'art à la conservation du patrimoine. Elle fut menée par Mme Claudine Déom, professeur agrégée de l'École d'architecture de l'Université de Montréal et historienne de l'art. Cette dernière a également commencé par définir la discipline de l'histoire de l'art, en dissociant histoire de l'art et histoire de l'architecture de manière à mieux comprendre leurs relations avec le domaine de la conservation.

Mme Déom a donc analysé en premier lien la contribution de l'histoire de l'architecture au domaine de la conservation du patrimoine. Elle a ainsi souligné le **rôle de documentation** riche et critique permis notamment par l'élaboration de rapport d'intérêt patrimonial reposant sur les outils que sont les critères (ceux-ci peuvent être internationaux comme les critères de la Valeur Universelle Exceptionnelle défini par la Convention du Patrimoine Mondial, fédéraux comme ceux proposés par le BEEFP ou encore municipaux). Mme Déom souligne cependant la complexité du regard analytique de l'historien de l'art qui est souvent orienté selon une des six approches que sont la période et le style, le concepteur, les spécificités culturelles et géographiques, la typologie, le thème ou encore les techniques. Ces approches sont donc orientées et ne possèdent pas de vision globale qui permet d'analyser le lieu dans son ensemble.

Dans sa deuxième partie, Mme Déom transforme le sens de son discours et analyse cette fois-ci l'impact de la conservation sur la discipline de l'histoire de l'art. Elle révèle alors que le domaine de la conservation a permis le développement d'une **vision plus englobante**, ce notamment par l'étude des diverses transformations des sites induites au fil du temps. La conservation, incluant des interventions progressives, façonne donc le regard porté sur l'histoire de l'art. Cela permet une approche nouvelle qui va au-delà des simples images visuelles inhérentes à l'histoire de l'art, en ajoutant notamment des valeurs immatérielles et d'une histoire progressive qui ne prend plus seulement date une fois le chantier terminé. Les pratiques en conservation permettent donc de repenser l'histoire de l'art par le passage d'une vision figée accès sur le visuel (formes, composition et concepteur) et une observation distante à

une **vision plus inclusive** (prenant en considération aussi le climat, l'économie, le social) où l'objet est source d'informations multiples.

Ensuite, Mme Déom relie histoire de l'art et histoire de l'architecture dans le domaine de la conservation en démontrant que la restauration des œuvres d'art a continuellement influencé la conservation du patrimoine bâti. Elle note l'héritage des pratiques de la restauration de l'œuvre d'art et à ses questionnements inhérents qui se transposent à la conservation du patrimoine bâti comme inspiration et source d'exemple et de réflexion.

Pour terminer, elle soulève la complexité de l'apport de l'histoire de l'art qui demeure encore à ce jour avec une vision ancrée dans les principes du 20^{ème}, une vision qui a donc bien du mal à réagir et à intégrer le changement. Il est alors d'importance de revoir nos habitudes traditionnelles, de repenser nos directives en se posant la question de la pertinence des critères qui nous utilisons aujourd'hui : peuvent-ils servir de manière plus juste ce qui se dresse devant nous ? Pouvons-nous dépasser ces fondements hérités du 20^e ?

La troisième et dernière présentation de la session 2 portait sur la contribution de l'urbanisme à la conservation du patrimoine. Cette dernière fut donnée par Mme Marie Lessard, professeur titulaire de l'institut d'urbanisme de l'Université de Montréal.

Cette présentation tentait de répondre à la question suivante : comment l'urbanisme facilite l'intégration du patrimoine à la ville qui se (re)construit ? Comment permet-il de relier patrimoine et changement ? La réponse proposée par Mme Lessard reposait sur une vision locale, prenant pour cadre Montréal.

Mme Lessard a d'abord commencé par présenter la contribution plus ou moins pertinente des **outils d'urbanisme** à la conservation du patrimoine, ce notamment avec les documents de planification et les règlements d'urbanisme. Les documents de planification, dressant des orientations, intègrent en effet la notion du patrimoine comme un enjeu. Cependant cet enjeu se positionne parmi de nombreux autres qui peuvent rapidement entrer en conflit selon les objectifs ciblés. Quant aux règlements d'urbanisme, si ces derniers développent des normes (zonage, construction, hauteur, etc.) d'importance, ceux-ci éprouvent souvent de la difficulté à prendre en considération les codes patrimoniaux. Mme Lessard souligne cependant la tendance des urbanistes à avoir recours à des normes de plus en plus discrétionnaires, intégrant un jugement, une analyse qui permet innovation et développement,

sensibilité et savoir faire face à des cas de plus en plus complexes. Elle pointe également le fait que, face aux diverses échelles d'intervention, il est d'importance d'innover ces outils, en allant au-delà des simples outils règlementaires.

Dans un second point, Mme Lessard souligne la contribution de l'urbanisme à la conservation du patrimoine par les **outils de la connaissance** dont elle dispose et qu'elle développe : au-delà de simples inventaires de bâtiments isolés, il s'agit ici de développer des études de plus en plus complètes et complexes offrant une vision d'ensemble informée comme des études typomorphologique.

Mme Lessard souligne ensuite **l'implication des parties prenantes** intégrées dans les démarches urbanistiques par des comités consultatifs, des référendums ou des consultations publiques. Cela permet en effet, de par l'implication des diverses populations, de familiariser celle-ci à leur environnement et d'en favoriser l'appropriation.

Pour terminer sa présentation, Mme Lessard pose la question suivante : comment penser une alliance réelle entre les règlements d'urbanisme (comme la loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme) et les règlements patrimoniaux (comme la loi sur le Patrimoine Culturel) ? En effet, ces deux règlements sont encore élaborés en parallèle. Mme Lessard souligne la prédominance du système urbanistique dans les prises de décisions. Il serait donc essentiel de penser une porosité entre celles-ci qui ne font aujourd'hui que se chevaucher.

Pour conclure cette session 2, les différents intervenants soulignent l'importance de considérer le domaine de la conservation non comme une discipline en soi mais davantage comme un lieu perméable aux différentes disciplines permettant rencontre et synergie. Certains ont également souligné l'importance d'intégrer les questions de densité et de valeur d'usage qui sont deux notions encore trop peu abordées dans les réglementations d'aujourd'hui.

Session 7: La synthèse des discussions de la Table ronde et quelques conclusions

Présidente / Chair: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

**SESSION 3 : LA CONSERVATION DU PATRIMOINE ET SES DISCIPLINES CONNEXES
HERITAGE CONSERVATION: RELATED DISCIPLINES**

Rapporteur session 3: Adélie De Marre, étudiante, maîtrise en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, Université de Montréal



Adélie de Marre
(Photo : Hélène Santoni, 2015)

La troisième session de la Table Ronde a porté sur des disciplines et phénomènes qui, bien que n'ayant pas toujours été traditionnellement reliés à la conservation du patrimoine, suscitent aujourd'hui des réflexions majeures dans le domaine.

C'est ce qu'a souligné Marie-José Fortin lors de sa présentation sur l'apport du développement territorial et de la géographie à la conservation du paysage comme patrimoine. Elle a abordé la question de la conservation du patrimoine comme étant un processus où nous devons composer avec l'épreuve du temps. Face aux grands projets de développement qui s'implantent aujourd'hui dans le paysage, avec leur lot de bouleversements pour le territoire et les communautés, elle a signalé la nécessité de jeter un regard sur nous-même, afin de comprendre qui nous sommes et à quoi nous voulons ressembler. Répondre à ces questions permettra de sauvegarder notre patrimoine en fonction des valeurs que nous attribuons à notre société.

Pour commencer, Mme Fortin a proposé une définition du concept de paysage en s'appuyant sur la Convention européenne du paysage. Aujourd'hui, le paysage n'est plus qu'une question d'experts mais implique, dans sa définition, la perception des populations locales. Par ailleurs, le paysage est en constante évolution, il n'est pas figé, ce qui demande une approche particulière pour sa conservation. Il importe donc non pas d'empêcher le changement, mais de l'orienter afin de protéger ce que nous considérons significatif ou caractéristique d'un paysage.

Mme Fortin a présenté trois grands ensembles de travaux tirés des disciplines de la géographie et du développement territorial concernant le paysage, trois axes qui fournissent des pistes pour répondre à la grande question «Quoi protéger et comment?».

Le premier axe est celui du paysage comme représentation sociale. Il concerne le sens du lieu, la culture qui s'y rattache. En opposition avec la conception du paysage scénique, qu'on observe à distance, ici le paysage comprend aussi des communautés, des acteurs qui le rendent vivant et l'ancre dans le territoire.

Le deuxième axe est celui du paysage outil: ici le paysage est un objet de médiation sociale, un moyen de construire une culture commune, dans une démarche de construction collective du territoire. Il encourage au dialogue dans des projets collectifs d'aménagements.

Le troisième axe est celui du paysage comme paradigme sociétal: la structure du paysage traduit un ensemble cohérent de valeurs, une façon de concevoir le monde. La façon dont les paysages sont structurés et conçus aujourd'hui émane d'un contexte, d'un modèle existant qui s'est établi à travers

l'histoire et qui s'est si bien intégré qu'on ne le remet plus en question. À cet égard, Mme Fortin a amené l'exemple de l'éolien au Québec, qui se met en place sur les bases d'un système déjà implanté grâce à l'hydro-électricité. Elle a souligné cependant qu'on peut questionner ce modèle, remettre en cause le paradigme et proposer de nouvelles solutions afin de contribuer à la conservation du patrimoine.

À la suite de cette réflexion sur le paysage, Erica Avrami a traité de développement durable. Ici, plutôt que de documenter l'apport du phénomène au domaine de la conservation, on a traité la question de façon inverse : on a observé la contribution du patrimoine à la durabilité.

Mme Avrami a d'abord suggéré de revoir la définition des trois piliers du développement durable, soit les dimensions économiques, environnementales et sociales, en les présentant sous la forme du modèle du bullseye (cible), où l'économie fait partie inclusive de l'environnement qui à son tour fait partie de la grande dimensions sociale. Elle a expliqué que ces dimensions intrinsèquement liées forment un système aujourd'hui fragilisé par l'augmentation de la population mondiale et l'urbanisation croissante.

Mme Avrami a ensuite souligné le rôle important de l'environnement bâti et du patrimoine pour le développement durable. L'environnement bâti consomme de grandes quantités d'énergie, et le patrimoine faisant partie de cet environnement, il est impératif qu'il s'adapte aussi aux besoins d'un système plus durable. Mme Avrami a souligné l'importance de ne pas isoler les pratiques patrimoniales des préoccupations générales en terme de performances énergétiques de l'environnement bâti.

Sa présentation a également permis d'explorer les tensions qui existent entre le domaine de la conservation du patrimoine et les objectifs du développement durable. Plusieurs exemples ont été apportés afin de démontrer les inadéquations qui sévissent entre la protection de biens patrimoniaux et les principes de durabilité, même si nous tentons de les réconcilier. Bien que plusieurs recherches aient prouvé la réussite de certains projets, en terme d'amélioration des performances énergétiques dans un bâtiment patrimonial, par exemple, quantité d'autres références vont dans le sens contraire et démontrent que la conservation du patrimoine peut être un frein important au développement durable.

Mme Avrami a donc ensuite rappelé l'importance d'établir des buts et objectifs communs aux différentes disciplines concernées par le développement durable. Pour contribuer véritablement à la durabilité, une redéfinition des facteurs de réussite de la conservation du patrimoine doit s'opérer. À cet

égard, on met trop souvent l'emphase sur la nomination et la désignation des sites patrimoniaux, alors que l'on devrait prioriser leur protection et leur développement.

Un autre impératif évoqué par Mme Avrami résidait dans la nécessité de revoir notre façon d'identifier le patrimoine et de mesurer la réussite de sa conservation. Si on reconnaît le rôle du patrimoine dans la construction d'une société durable, il importe de revoir les critères qui sous-tendent sa désignation, afin de justifier adéquatement sa conservation et d'en mesurer l'efficacité. Ainsi, nous ferons en sorte que le patrimoine bénéficie réellement à la société et à l'environnement.

La troisième présentation, par Maria Gravari-Barbas, portait sur le tourisme. Bien que la plupart des travaux existants mettent l'accent sur le caractère destructeur du tourisme et le considère comme une menace à la conservation du patrimoine, Mme Gravari-Barbas a souligné, en continuité avec sa conférence du mercredi soir, l'envers de la médaille, c'est-à-dire la contribution positive que peut apporter le champ multidisciplinaire du tourisme au domaine de la conservation.

Pour reprendre quelques grandes lignes de sa conférence, Mme Gravari-Barbas a avancé qu'à part quelques exceptions, les sites sur la liste du patrimoine mondial en péril se situent hors des zones touristiques majeures, que la menace du tourisme est rarement transformée en péril véritable et que, dans la plupart des cas, ce ne sont pas les sites les plus fréquentés qui sont détruits. Elle a affirmé qu'au contraire, l'ouverture des sites au tourisme donne accès à des ressources supplémentaires, accroît leur visibilité sur la scène internationale et suscite un regard mondialisé qui contribue à la vigilance dans la gestion des sites. À la lumière de ces observations, Mme Gravari-Barbas a appelé à un retournement de la compréhension actuelle du rôle du tourisme et du touriste dans la conservation du patrimoine.

Elle a ensuite rappelé que la figure du touriste est une figure clé dans la conservation du patrimoine, et ce de deux manières. D'abord, en participant de façon significative au financement de la conservation mais également en montrant une véritable préoccupation pour l'identification et la protection du patrimoine. En effet, le touriste ne se présente pas toujours comme simple consommateur du patrimoine mais peut également jouer un rôle dans sa production et sa sauvegarde. Mme Gravari-Barbas a aussi évoqué le fait qu'un projet touristique constitue souvent l'unique solution pour développer un territoire et permettre à un patrimoine d'exister. Le rôle du tourisme dans la conservation du patrimoine mérite donc d'être pleinement étudié et compris, car il peut devenir un allié du développement.

La période de réflexion qui a suivi ces trois présentations a été fort enrichissante. Pour ne nommer qu'une contribution parmi l'ensemble des réflexions suscitées, on a signalé le besoin primordial de définir les objectifs qu'on souhaite atteindre par la conservation, et la nécessité de s'inspirer des projets et des actions patrimoniales ayant satisfait ces objectifs par le passé, afin d'en tirer des enseignements pour améliorer notre pratique.

Session 7: La synthèse des discussions de la Table ronde et quelques conclusions

Présidente / Chair: Nicole Valois, professeure agrégée, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

**SESSION 4 : LA CONSERVATION DU PATRIMOINE: LES SCIENCES ET L'ÉCONOMIE
HERITAGE CONSERVATION: SCIENCE AND TECHNOLOGY**

Rapporteur session 4: : Katie Hollingshead, Diploma student, Willowbank School of Restoration Arts



Katie Hollingshead
(Photo : Hélène Santoni, 2015)

The fifth session on heritage conservation practice, brought together three conservation architects from Ontario and Quebec.

The session started with Jill Taylor's presentation on interdisciplinarity within the *Canadian Association of Heritage Professionals (CAHP)* and how CAHP is promoting interdisciplinarity within the field. I believe that her presentation can be summarized with her quote "we start with the tangible, end with the tangible and share the in between." Founded in 1987, as a response to the crisis emerging from the lack of a definition for the heritage professional, CAHP advocated for qualification, professionalism and fairness in the field through their code of ethics. They promote the transfer of knowledge through four different membership levels, and believe that "heritage should be a vehicle for diversity" and that we can find and share the in-between through interdisciplinarity.

Julia Gersovitz's presentation discussed how interdisciplinarity plays out in the practice, or "how do we bend everyone's expertise so it adapts to a common goal." She point to the fluidity that has been a part of the construction industry but has become a bit rigid due to complex, document-heavy processes. She questioned if we can achieve exemplary works of conservation not through specifying the role of disciplines but rather by coming together and saying yes to a solution that will work.

Julian Smith ended the session with his presentation pointing to the paradigm shift in what he believes is not only in the heritage field but also in the whole education system. He stated that "hierarchies are disappearing and the role of the expert is disappearing." Showing Willowbank education as an example that has the potential to create architect-philosophers and mason-planners, he emphasized the need for well rounded/interdisciplinary masters in order to create a sustainable future.

4. SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS ET CONCLUSION DE LA TABLE RONDE 2015

OVERVIEW OF 2015 ROUND TABLE

Nobuko Inaba, titulaire de la Chaire, Masters Program in World Heritage Studies, Graduate School of Comprehensive Human Sciences, University of Tsukuba, Tokyo



Nobuko Inaba
(Photo : Hélène Santoni, 2015)

5. CONCLUSION

Tenue sur le thème de *L'interdisciplinarité et la conservation du patrimoine : de la théorie à la pratique*, la 10^e Table ronde de Montréal (2015) s'est penchée sur la question à savoir comment mobiliser diverses disciplines à travailler ensemble à la conservation du patrimoine. Ce thème a été choisi à la suite d'interventions ponctuelles soulignant l'importance de la collaboration entre plusieurs disciplines et de prendre en compte divers points de vue en ce qui a trait à la conservation du patrimoine, sans toutefois que l'on propose par quel moyen précis cela pourrait se réaliser. Il n'est d'ailleurs pas clair s'il y a lieu ou non de considérer la conservation du patrimoine comme une discipline en soi. La Table ronde de Montréal visait donc à faire avancer la réflexion quant à savoir de quelle manière les diverses disciplines interpellées pourraient contribuer aux activités liées à la conservation du patrimoine et comment il serait possible de susciter une plus grande interdisciplinarité, tant en théorie qu'en pratique, dans le domaine de la conservation du patrimoine.

La recherche de nouveaux processus afin d'assurer la conservation, l'aménagement, l'appropriation, la gestion et l'utilisation du patrimoine culturel s'est imposée avec l'évolution de la notion de ce qui constitue un lieu patrimonial. La conservation du patrimoine a vu le jour au 19^e siècle à titre de champ d'activité voué à préserver les monuments et les sites des conséquences néfastes de la modernité et comme moyen de sauvegarder les œuvres architecturales et les symboles de l'identité culturelle. Pendant la majeure partie du 20^e siècle, les praticiens du patrimoine ont choisi un nombre restreint de lieux patrimoniaux importants afin de les conserver et de les protéger des aléas pouvant avoir des répercussions négatives sur leur valeur. Aujourd'hui, il nous faut trouver de nouvelles stratégies afin de prendre en compte à la fois l'évolution des frontières physiques, la signification culturelle des lieux patrimoniaux et la démocratisation des processus décisionnels. Parallèlement, le contexte mondial a également évolué en raison des répercussions irréversibles de l'activité humaine sur les écosystèmes de notre planète. La distinction entre un lieu patrimonial et le reste du milieu bâti devient de plus en plus floue. Les sites patrimoniaux sont dorénavant perçus comme de simples composantes d'écosystèmes mondiaux plus vastes. Les conséquences de cette nouvelle ère sur les principes et la pratique dans le domaine de la conservation du patrimoine nécessiteront la mobilisation de divers champs de connaissance ainsi qu'un repositionnement du domaine de la conservation du patrimoine dans les orientations en matière de développement durable.

La Table ronde de Montréal 2015 a étudié cette question à partir de divers points de vue d'experts en matière de patrimoine, de spécialistes exerçant dans d'autres disciplines et pays, de

délégues du milieu étudiant et d'universitaires. Le programme de la Table ronde a été structuré de manière à présenter un aperçu général du sujet abordé, suivi de sessions ciblées portant sur l'apport de disciplines étroitement liées à la conservation du patrimoine et de disciplines connexes habituellement dissociées de l'enjeu de la conservation du patrimoine. Plusieurs études de cas ont été présentées afin d'enrichir et de stimuler les débats parmi les participants.

À la soirée d'ouverture du colloque, la Table de ronde de Montréal a parrainé une conférence publique présentée à la Faculté de l'aménagement par la professeure Maria Gravari-Barbas, directrice de la Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne: *Conserver **par**, conserver **pour** le tourisme : enjeux de la relation entre patrimoine et tourisme*. Elle soutient que la conservation du patrimoine n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de transmettre les valeurs tangibles et intangibles d'un lieu patrimonial, en l'occurrence aux touristes. Elle évoque les conséquences de diverses tendances récentes, notamment l'éclatement des hiérarchies, la démocratisation du patrimoine, la co-construction du patrimoine et la mobilité des populations engendrant des regroupements de collectivités multi-territoriales. Elle fait valoir que, contrairement à l'image qui prévaut du tourisme voulant qu'il soit une force destructive, celui-ci peut jouer un rôle de premier plan dans la conservation des lieux patrimoniaux. Elle conclut son exposé en proposant un nouveau paradigme de la conservation du patrimoine qui promeut la réutilisation des espaces et leur aménagement durable. L'exposé a été suivi de commentaires livrés par Mathieu Dormaels, chercheur postdoctoral à la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial, à l'Université du Québec à Rimouski. Ce dernier réitère l'importance du concept de la multi-territorialité. L'exposé est suivi d'une période de questions animée par Anne Cormier, directrice de l'École d'architecture de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal.

La Table ronde de Montréal 2015 a été officiellement lancée par la nouvelle directrice de l'Institut de statistique de l'UNESCO, D^{re} Silvia Montoya, souhaitant la bienvenue aux participants dans les locaux de l'Institut et les conviant à réfléchir à l'apport éventuel de la conservation du patrimoine à l'atteinte des objectifs post-millénaires des Nations Unies, en particulier sur le plan de la réduction de la pauvreté. M. Paul Lewis, doyen de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, souhaite ensuite à son tour la bienvenue aux participants, soulignant que cette année marquait la 10^e édition de la Table ronde de Montréal. Il souligne le caractère interdisciplinaire essentiel de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, laquelle sert de point de convergence pour susciter un dialogue à l'échelle locale, nationale et internationale sur des enjeux complexes liés à

la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti. Il salue notamment la formule mise de l'avant par la Chaire de recherche, qui permet aux étudiants de développer leurs aptitudes grâce aux occasions d'échanges enrichissants qui leur sont proposées avec des experts et des praticiens d'envergure nationale et internationale. Il tient également à remercier ceux et celles qui se sont déplacés depuis l'étranger pour assister à l'événement : Maria Gravari-Barbas, de la France, Jeffrey Cody et Erica Evrami, des États-Unis, Ewan Hyslop, du Royaume-Uni, et Nobuko Inaba, du Japon.

Christina Cameron ouvre la première session par un exposé sommaire sur le thème de la Table ronde de Montréal 2015. Elle souligne la complexité grandissante des enjeux liés à la conservation du patrimoine, signalant au passage que les collectivités tout comme les praticiens arrivaient de moins en moins à établir une distinction entre les lieux patrimoniaux et les autres éléments du tissu urbain ou rural, conduisant à la perception de l'existence d'un caractère territorial et paysager lié au domaine de la conservation du patrimoine. Elle souligne par ailleurs l'évolution des processus décisionnels en ce qui a trait à l'identification et à la conservation des lieux patrimoniaux, se distançant des experts pour se rapprocher davantage des collectivités et de la société civile. Ce nouveau contexte exige un repositionnement des activités en matière de conservation du patrimoine, de manière à ce qu'elles s'imbriquent au sein d'une stratégie de développement durable plus large. Il s'ensuit que de nouvelles sphères de connaissance sont nécessaires pour résoudre les problèmes en matière de conservation du patrimoine dans le contexte de l'aménagement d'éléments paysagers et d'écosystèmes vastes et complexes. Elle explique qu'une discipline est une catégorie organisationnelle au sein de la connaissance scientifique instituée au 19^e siècle, notamment avec la formation des universités modernes, puis s'est développée au 20^e siècle avec l'essor de la recherche scientifique. Un des outils les plus puissants de la science consiste en sa faculté de confronter une discipline existante de manière à rompre les clôtures disciplinaires et à transformer les disciplines par la constitution d'un nouveau schéma cognitif. La littérature emploie divers qualificatifs pour désigner ce phénomène : interdisciplinaire, multidisciplinaire, transdisciplinaire, pluridisciplinaire, polydisciplinaire, et même métadisciplinaire [1]. Aux fins de la discussion, la Table ronde a retenu le terme « interdisciplinarité » pour désigner le concept du partage d'expertise entre les diverses disciplines. Peu importe la terminologie employée, l'idée principale est de mettre l'accent sur la concertation des diverses disciplines dans la poursuite d'un but commun, en l'occurrence la conservation du patrimoine. Elle conclut ses observations en présentant les divers éléments du programme de la Table ronde.

Dans son discours d'ouverture, Jeffrey Cody, spécialiste de projet principal au Getty Conservation Institute de Los Angeles, brosse le portrait de l'interdisciplinarité dans le cadre de la conservation du patrimoine. Il commence en soulignant la distinction entre « interdisciplinarité », qu'il décrit comme étant véritablement intégrative, et « multidisciplinarité », qu'il qualifie plutôt d'additive. À partir d'une série d'exemples tirés des programmes de perfectionnement et de formation professionnelle qu'il a suivis au Laos, en Tunisie et en Malaisie, jusqu'au projet de conservation Getty qu'il a récemment réalisé à la maison Eames, à Los Angeles, il plaide en faveur de l'adoption d'une démarche interdisciplinaire en ce qui a trait à la conservation du patrimoine. Il évoque la désintégration progressive du modèle de formation universitaire intégrée en architecture et en urbanisme, et aux efforts peu fructueux consacrés par la suite au rétablissement des liens entre les diverses disciplines du 19^e siècle. Il conclut son exposé en observant que la pratique actuelle en matière de conservation du patrimoine continue à témoigner d'un manque d'intégration parmi les diverses disciplines interpellées, notamment l'archéologie, l'anthropologie, l'architecture, l'urbanisme et le génie. À son avis, le défi à relever consiste à former des « praticiens réfléchis » qui apportent des solutions aux problèmes par la pensée critique faisant appel à l'expertise de diverses disciplines de façon intégrative. À titre d'illustration, il présente le projet de conservation de la maison Eames comme étant un excellent exemple d'intégration. En guise de conclusion, il fait valoir que la conservation du patrimoine est un exercice de design faisant intervenir diverses disciplines selon un processus profondément intégratif, et pas seulement additif ou complémentaire. Au cours de la discussion qui suit son exposé, les participants concluent que la formation de base requise pour former des praticiens réfléchis nécessite un modèle d'apprentissage axé sur la résolution des problèmes au-delà des apprentissages en salle de cours, ainsi que l'apport de diverses disciplines.

La deuxième session aborde le thème de la Table ronde selon la perspective des disciplines étroitement liées que sont l'architecture, l'histoire de l'art et l'urbanisme. Susan Ross, professeure adjointe au Programme de conservation du patrimoine de la School of Canadian Studies de l'Université Carleton, fait notamment valoir la contribution de l'architecture à la conservation du patrimoine. Elle commence son exposé en observant les différences observées entre les programmes de trois universités canadiennes offrant un programme d'études en architecture (McGill, Carleton et Université de Montréal), soulignant l'influence de l'emplacement physique de chacun de ces programmes d'études au sein des diverses facultés et écoles. Dans le cas de l'Université Carleton, elle fait valoir que le fait de mettre l'accent sur un environnement d'immersion et des études en écologie favorise l'implication de

plusieurs disciplines connexes. En ce qui a trait à l'apport de l'architecture à la conservation du patrimoine, elle signale l'acquisition de compétences en matière de documentation, de techniques de représentation et la faculté d'imaginer le changement. Elle préconise également un apprentissage axé sur la résolution de problèmes et une démarche intégrée en design afin de pouvoir tirer profit d'une variété de perspectives. Elle conclut en affirmant que la conservation du patrimoine n'est pas et ne doit pas être considérée comme une discipline en soi, car ses frontières perméables favorisent un dialogue interdisciplinaire.

Claudine Déom, professeure agrégée à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, examine la contribution de l'histoire de l'art et de l'architecture à la théorie et la pratique de la conservation du patrimoine. Reconnaisant d'emblée que cette discipline contribue à la documentation et à l'établissement des valeurs patrimoniales dans le cadre de divers modèles d'évaluation, elle souligne néanmoins que sa portée se limite traditionnellement aux domaines de l'esthétique et de l'histoire. L'histoire de l'architecture ne s'est que timidement intéressée à l'histoire fonctionnelle ou à l'histoire de la construction, manifestant également peu d'intérêt, voire de compétence, envers les valeurs sociales. Rappelant l'apport de Viollet-le-Duc, de Brandi et de la Charte de Venise, elle souligne à quel point l'histoire de l'art avait fortement influencé la conservation du patrimoine bâti. À son avis, plusieurs décisions se rapportant au patrimoine bâti suivent le même *modus operandi* que celui de la restauration d'œuvres d'art, pour lequel le retour à l'état originel de l'œuvre est le but premier de l'opération. Elle conclut son exposé en observant que le discours ambiant dans le domaine de la conservation mettant l'accent sur les valeurs humaines, le patrimoine paysager et le développement durable favorisera une remise en question de certaines de ses attitudes traditionnelles axées sur l'histoire et l'esthétique.

Marie Lessard, professeure titulaire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal fait part de ses impressions au sujet de la relation complexe existant entre l'urbanisme et la conservation du patrimoine. En utilisant Montréal comme étude de cas, elle évoque la série d'outils bien connus utilisés en matière de conservation du patrimoine, notamment les lois, la réglementation, les incitatifs fiscaux, le rachat et aussi un nouveau mécanisme exigeant l'acquisition de connaissances avant de procéder à une intervention. Elle observe toutefois que la conservation du patrimoine n'est qu'un volet de l'encadrement de l'urbanisme, en concurrence notamment avec l'impératif de la densification. En dernière analyse, la bureaucratie responsable de l'urbanisme n'est pas de nature interdisciplinaire, et les décisions en matière d'aménagement ont tendance à privilégier le développement par rapport à la

conservation. En abordant l'importance de la recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique, elle souligne que la démarche holistique généralisée proposée dans cette directive ne favorise pas des travaux ciblés et exhaustifs sur des lieux patrimoniaux précis.

La troisième session se penche sur la contribution à la conservation du patrimoine des disciplines connexes que sont la géographie, le développement durable et le tourisme. Marie-Josée Fortin, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial à l'Université du Québec à Rimouski fait état de la contribution du développement territorial et de la géographie à la conservation du patrimoine paysager. Elle fait valoir notamment que le patrimoine paysager est le fruit d'une construction sociale constituée d'une combinaison de perspectives scéniques et d'activités humaines. Reconnaisant que le patrimoine paysager est nécessairement appelé à évoluer au fil du temps, elle souligne l'importance de bien comprendre ce qu'il faut conserver et comment intégrer les nouvelles couches au patrimoine paysager existant. Elle met en contraste la définition des valeurs du patrimoine paysager par les collectivités locales, tel que prévu à la Convention européenne du paysage, avec l'imposition de projets de développement sous l'impulsion de forces économiques externes, notamment en ce qui a trait à l'aménagement de parcs d'éoliennes. Elle conclut son exposé en faisant valoir que la co-construction du patrimoine paysager est un processus en évolution, mais que le risque de conflit entre les différentes perspectives demeure.

Erica Avrami, professeure adjointe de la Chaire James Marston Fitch sur la préservation du patrimoine historique, de l'Université Columbia, aborde la question de la relation entre la conservation du patrimoine et la durabilité. Évoquant les trois piliers du développement durable, elle observe que les défenseurs du patrimoine avancent habituellement des arguments sur la contribution de la conservation du patrimoine en ce qui a trait à l'environnement, mais très peu par rapport au pilier économique. Elle conteste l'opinion qui prévaut voulant que le bâtiment le plus écologique soit celui qui est déjà bâti, étant donné la consommation énergétique élevée des bâtiments historiques et l'obstacle que constitue la désignation de quartiers historiques aux objectifs de densification. Elle s'inscrit également en faux au regard des indicateurs typiques de la réussite des projets de conservation du patrimoine, notamment les bâtiments bien conservés et le nombre de bâtiments patrimoniaux ainsi conservés. Elle conclut en faisant valoir que la principale contribution de la conservation du patrimoine est celle faite au pilier social du développement durable, invitant les praticiens du patrimoine à élaborer des indicateurs de réussite destinés à mesurer la durabilité sociale.

La professeure Maria Gravari-Barbas fait état de la contribution du tourisme à la conservation du patrimoine. Elle signale que le tourisme n'est pas une discipline en soi, mais qu'elle s'imbrique à plusieurs disciplines, dont la géographie, l'histoire, le droit, l'histoire de l'art et l'économie. Elle souligne que certains se proposent de désigner ce domaine d'études par l'appellation « tourismologie », signalant qu'il n'existe pas, par ailleurs, de paramètres établis permettant de mesurer le résultat des travaux interdisciplinaires dans ce domaine. Elle propose un nouveau modèle qui permettrait aux touristes de contribuer aux objectifs sociétaux des pays hôtes. Elle conclut son exposé en illustrant cette proposition de réunir les domaines du tourisme, de la culture et du développement en donnant l'exemple du projet Nouveau Gourni (*New Gourni*), une histoire de réussite potentielle dans laquelle des besoins sociaux urgents de l'Égypte sont satisfaits tout en encourageant le tourisme culturel dans ce pays.

Au cours de la discussion qui suit, la question de l'élaboration de paramètres de mesure de qualité et de réussite est débattue, en particulier dans le contexte de typologies patrimoniales de grande envergure, notamment le patrimoine paysager et les parcours culturels. Les participants s'interrogent sur la pertinence d'utiliser des paramètres de mesure en ce qui a trait à la conservation du patrimoine, étant donné la difficulté inhérente de quantifier ce qui n'est pas quantifiable, en l'occurrence le bien-être collectif. Certains font valoir que le recours au nombre de sites à titre d'indicateur de réussite ferait diversion de la prise en compte d'enjeux plus fondamentaux comme celui de l'état de préservation des sites. Tout en reconnaissant que l'envergure des lieux était certes un problème auquel se bute la pratique de la conservation du patrimoine, les participants conviennent que les paramètres de mesure doivent être adaptés en fonction de la spécificité des lieux patrimoniaux visés. Ils invitent également les études de cas qui appuient les trois piliers de la durabilité à être considérées comme des illustrations de pratiques exemplaires en la matière.

La quatrième session porte sur la relation entre la conservation du patrimoine, la science et la technologie. Ewan Hyslop, chef de la section Sustainability, Research and Technical Education à l'organisme Historic Scotland, fait état de la contribution de la climatologie à la théorie et la pratique de la conservation du patrimoine. Il commence son exposé en signalant que les changements climatiques étaient déjà observables dans les années 1970, soulignant la qualité élevée des données scientifiques mondiales à ce sujet. En ce qui a trait à la situation en Écosse en particulier, il mentionne que des températures plus élevées et un niveau plus élevé de précipitations y sont déjà observés et que cette tendance devrait se maintenir. Il aborde ensuite la question de l'effet des pluies plus abondantes

sur les sites patrimoniaux, notamment en matière d'instabilité des structures, de la désagrégation accélérée de la pierre, de la migration du sel dans les matériaux constituant les bâtiments et de la perte d'accès aux sites en raison des inondations. Il fait valoir la nécessité de renforcer la résilience des sites patrimoniaux en y appliquant des traitements selon un calendrier hiérarchique, commençant par des activités d'entretien et de réparation et passant ensuite à des activités de conservation dynamiques, de protection externe, d'adaptation et de restauration, puis enfin à des activités d'enlèvement et de relocalisation de bâtiments historiques et de vestiges archéologiques, au besoin. Il souligne la nécessité de bien gérer les attentes au regard de notre capacité collective de préserver les sites patrimoniaux, signalant que l'intervention de toutes les disciplines et acteurs sociaux était requise dans la prise des décisions au sujet de ce qu'il convient de préserver et ce qui ne peut pas l'être. Il conclut en faisant valoir qu'il faut adopter davantage une attitude interventionniste en abordant l'aspect théorique de la conservation en tenant compte des changements climatiques.

Myriam Grondin, doctorante à l'Université de Montréal, aborde la question de la contribution de l'anthropologie à la conservation du patrimoine, illustrant son propos par l'étude de cas de la vallée isolée de Iya, au Japon. Elle fait valoir que l'anthropologie englobe plusieurs disciplines et est ainsi de nature multidisciplinaire, précisant que son champ particulier d'expertise est l'ethnologie, une discipline en pleine évolution dont l'objet est de décoder les interactions sociales et qui met l'accent sur la recherche sur le terrain. À partir de son étude de cas japonais, elle illustre comment la collectivité a participé à la transmission de ses valeurs et de ses intérêts, en particulier dans le cadre d'un projet de conservation d'aires protégées et d'un projet muséal axé sur l'interprétation du savoir traditionnel. Elle conclut son exposé en soulignant que cette démarche ethnologique peut engendrer la transmission de valeurs à partir des membres de la collectivité et, au bout du compte, une expérience authentique. Au cours de la période de discussion, Nobuko Inaba rappelle que dans les années 1960 et 1970, au Japon, il était courant pour les architectes de se rendre sur les lieux patrimoniaux afin d'y faire des observations anthropologiques. L'étude de cas présentée par la doctorante est particulièrement interactive et pourrait servir de modèle à la pratique en matière de conservation du patrimoine afin de mieux observer et comprendre les valeurs et intérêts d'une collectivité donnée.

La cinquième session aborde le thème de la Table ronde selon la perspective des praticiens du patrimoine. Jill Taylor, architecte exerçant au sein du cabinet d'architectes Taylor Hazell, à Toronto, présente un portrait de l'Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (ACECP), une association de professionnels du patrimoine exerçant essentiellement dans le secteur privé.

L'Association a été fondée dans le but de veiller au respect de normes élevées et de promouvoir le traitement équitable de ses membres. Outre l'établissement d'un code de déontologie énonçant les normes professionnelles auxquelles ses membres sont tenus, l'organisme milite en faveur du renforcement des politiques et des normes dans le domaine de la conservation du patrimoine. Elle signale que les quelque 300 membres de l'ACECP sont issus de diverses disciplines, notamment l'histoire, l'architecture et l'urbanisme, ainsi que des métiers de la construction. L'ACECP préconise l'interdisciplinarité à titre d'outil essentiel à la résolution des problèmes. Elle conclut son exposé en soulignant que l'association poursuit inlassablement ses efforts afin de décroïsonner l'exercice des disciplines en silos.

Julia Gersovitz, architecte exerçant au sein du cabinet d'architectes Fournier Gersovitz Moss Drolet et associés (FGMDA), à Montréal, fait état des défis de la mise en pratique de l'interdisciplinarité. Elle commence son exposé en soulignant que l'association professionnelle régissant sa profession, l'Ordre des architectes du Québec, ne reconnaît pas le besoin de suivre une formation spécialisée avant de devenir architecte de conservation. Évoquant le contexte des projets publics de grande envergure, elle souligne la nécessité d'impliquer des gens de plusieurs disciplines afin d'assurer la réussite des projets de conservation : ingénieurs, conservateurs, archéologues, spécialistes en histoire de l'architecture, peintres décorateurs, architectes paysagers et ainsi de suite. Elle souligne également les obstacles à la réussite de certains projets que constituent les méthodes employées dans les appels d'offres qui tentent de quantifier ce qui n'est pas quantifiable, priorisant l'effort consacré et non le résultat obtenu. Afin d'illustrer son propos, elle donne l'exemple de l'utilisation du marbre décoratif dans le cadre d'un projet, pour lequel il serait essentiel d'embaucher des artisans compétents de renom, alors que cela irait à l'encontre de la règle du « plus bas soumissionnaire » des appels d'offres gouvernementaux, puisqu'il est impossible de garantir un bon résultat en essayant de préciser le niveau d'effort requis dans un tel type de contrat.

Julian Smith, architecte et doyen de la faculté à la Willowbank School of Restoration Arts, présente le programme d'études de cet établissement et sa vision afin de procurer une expérience éducative alternative à ses étudiants. Comparant la perspective moderniste du 20^e siècle à la démarche écologique en vogue au 21^e siècle, il fait état de l'instauration d'un programme de conservation du patrimoine à la School of Canadian Studies de l'Université Carleton, en coexistence avec les programmes d'études féminines et d'études autochtones, à titre d'illustration du passage de la démarche moderniste à la démarche écologiste. Contestant la raison d'être et l'efficacité des modèles

éducatifs actuels, il explique que sa faculté ne forme pas des étudiants dans une discipline précise, mais offre plutôt des stages d'apprentissage, des séminaires et des ateliers afin de développer une compréhension vécue de la conservation du patrimoine. La démarche préconisée à Willowbank est de supprimer les hiérarchies et de présenter une perspective holistique des collaborations dans le contexte du patrimoine paysager. Il conclut en présentant la palette diversifiée d'experts et de praticiens qui enseignent à Willowbank afin d'exposer les étudiants à diverses démarches et pour leur permettre d'acquérir de l'expérience pratique.

La sixième session a donné l'occasion aux étudiants de s'exprimer sur la nécessité de l'interdisciplinarité dans le cadre de la formation professionnelle en matière de conservation du patrimoine. Les étudiants sont issus des programmes de premier cycle de l'Université de Montréal et de l'Université Carleton d'Ottawa ainsi que du programme menant au diplôme de la Willowbank School of Restoration Arts, de Queenston. Six étudiants de ces établissements ont participé à un panel, notamment Mardjane Amin et Jacques Archambault, étudiants à la maîtrise au programme en conservation du patrimoine bâti de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, Amber Polywkan, étudiant à la maîtrise au programme de conservation du patrimoine, à l'Université Carleton, Jesse Robertson, étudiant à la maîtrise au programme d'histoire publique, à l'Université Carleton, ainsi que Theresa Felicetti et Taylor Giberson, étudiants au programme menant au diplôme à la Willowbank School of Restoration Arts.

Les membres du panel ont été invités à présenter la discipline dans laquelle ils étudient respectivement, les raisons les ayant amenés à étudier dans le domaine de la conservation du patrimoine et les qualités de leur programme d'études respectif, puis à indiquer ce qui manque, à leur avis, dans leur programme d'études. Alors que la plupart font état de l'existence d'un certain degré d'interdisciplinarité dans leur programme d'études, ils sont unanimes à souligner que cet aspect de leur formation pouvait être approfondi davantage. Ils appuient fermement la nécessité d'intégrer la théorie et la pratique dans la formation professionnelle en matière de conservation du patrimoine, souhaitant particulièrement acquérir de l'expérience pratique sur le terrain dans la réalisation de projets et l'apprentissage de techniques de construction afin de mieux comprendre le domaine de la conservation du patrimoine. Comme l'affirme un des participants, les compétences acquises en classe devraient être mises en pratique dans la vraie vie. Tous apprécient particulièrement la dimension humaine dans le domaine de la conservation du patrimoine, en particulier le travail en équipe et les échanges avec leurs collègues. À la fin des exposés des étudiants, Chris Wiebe, administrateur, Politiques du patrimoine et

relations intergouvernementales, Héritage Canada la Fiducie nationale, formule quelques observations. Il souligne notamment le désir des étudiants de rétablir les liens avec les objectifs du développement durable et de la justice sociale. Prenant acte de la diversité des opinions exprimées par les participants, il fait part de son admiration envers le désir commun des participants de faire tomber les barrières et de participer à la création d'un monde meilleur.

La septième session permet de faire la synthèse des discussions et de formuler quelques conclusions. À la suite de la présentation des comptes rendus des rapporteurs étudiants, Nobuko Inaba, titulaire de la Chaire du programme de maîtrise en Études sur le patrimoine mondial de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université de Tsukuba (Tokyo), présente une brève récapitulation des délibérations de la Table ronde de Montréal 2015. Elle inscrit la trame de fond des sessions de la Table ronde dans le contexte japonais, expliquant la méthode employée au Japon afin d'aménager, de conserver et d'utiliser les terres. Elle explique comment les premiers universitaires japonais ont tout d'abord étudié le territoire du Japon selon un angle folklorique, puis à partir d'une observation plus scientifique du mode de vie japonais, une pratique liée à la discipline de l'anthropologie. À l'instar d'autres exemples présentés dans le cadre de la Table ronde, l'aménagement des milieux urbains au Japon présentait des défis nécessitant l'intervention de plusieurs services et disciplines : urbanisme, architecture paysagère, agriculture, gestion des matières résiduelles, énergie, adaptation aux changements climatiques et historiens. En 2008, le Japon a adopté une loi visant à améliorer le patrimoine paysager et à revitaliser les collectivités en confiant aux instances locales le pouvoir décisionnel sur l'utilisation de sites patrimoniaux aux fins du développement régional. Ce changement exigera encore davantage de concertation entre les diverses disciplines. Elle conclut son exposé en montrant comment l'initiative « Patrimoine japonais », une initiative récente préconisant une démarche territoriale élargie et mettant l'accent sur la trame narrative des lieux patrimoniaux, contribuera à conférer encore davantage la gouvernance aux collectivités locales et nécessitera l'intervention de nombreuses disciplines.

La Table ronde de Montréal 2015 a permis de susciter des échanges dynamiques en puisant dans la recherche, l'expérience et l'observation. La discussion de clôture de l'événement met l'accent sur la nécessité de trouver un équilibre judicieux entre l'expertise issue de chaque discipline et l'interdisciplinarité. Les participants conviennent que la redynamisation des lieux patrimoniaux exigera que l'on sorte des sentiers battus et que l'on aborde la conservation du patrimoine de manière intégrative. Un étudiant conclut la réflexion à ce sujet en affirmant que dorénavant, il faudrait mettre

davantage l'accent sur la qualité et que chacun trouve sa niche parmi la panoplie des champs de connaissance. C'est à partir de cette niche que chacun pourrait contribuer à l'atteinte des objectifs de la conservation du patrimoine.

Christina Cameron

Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti

March 2015

Notes :

[1] E. Morin, « Sur l'interdisciplinarité », *Bulletin Interactif du Centre International de Recherches et études Transdisciplinaires*, vol. 2, n° 2 (1994), np. Disponible au site <http://ciret-transdisciplinarity.org/bulletin/b2c2.php>

5. CONCLUSION

The 10th Montreal Round Table (2015) on *Interdisciplinarity and Heritage Conservation: from Theory to Practice* examined the question of how to engage diverse disciplines in the work of heritage conservation. The subject was chosen as a result of random statements about the importance of involving many disciplines and points of view in the work of heritage conservation, without however much specific advice about how to do so. It is unclear whether or not heritage conservation itself is or could eventually be considered as a discipline in its own right. The Montreal Round Table aimed to advance thinking about how various disciplines could contribute to heritage conservation activities and how greater interdisciplinarity in the theory and practice of heritage conservation might be achieved.

The pressure to explore new processes for conservation, development, appropriation, management and use of cultural heritage comes from the evolving scope of what constitutes an historic place. As a field of activity, heritage conservation began in the 19th century as a way to preserve monuments and sites from the adverse effects of modernity and as a means to safeguard architectural achievements and symbols of cultural identity. For much of the 20th century, heritage practitioners chose a select number of prominent historic places for safeguarding and protection from changes that might negatively impact their values. Now, new approaches are needed to respond to the expansion of the physical boundaries and cultural meaning of heritage places as well as the democratization of decision-making processes. At the same time, the global context has changed due to the irreversible impact of human activities on the Earth's ecosystems. Distinctions between historic places and the rest of the built environment are becoming blurred. Heritage sites are now perceived as mere components of larger global ecosystems. The impact of this new era on the principles and practice of heritage conservation will require engagement across diverse fields of knowledge and a re-positioning of heritage conservation within the sustainability agenda.

The 2015 Montreal Round Table examined the question from various perspectives through the involvement of heritage experts, specialists from other disciplines and countries, student delegates and academics. The agenda was structured to present a broad overview of the subject followed by specific sessions on the contribution of closely-related disciplines and others that are not usually part of the heritage conservation discourse. Several case studies were presented to further nourish the debate.

At the opening evening session, the Montreal Round Table sponsored a public lecture at the Faculté de l'aménagement by Professor Maria Gravari-Barbas, Director of the UNESCO Chair on Culture, Tourism and Development at the Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne:

Conserver par, conserver pour le tourisme: enjeux de la relation entre patrimoine et tourisme. She contended that conservation of heritage sites is not an end in itself but a means of transmitting the tangible and intangible values of an historic place, in this case to tourists. She explored the impact of several recent trends including the break-down of hierarchies, the democratization of heritage, the co-construction of heritage and the mobility of populations that creates groups of multi-territorial communities. She contended that, contrary to the prevailing image of tourism as a destructive force, tourists can play an important role in conserving historic places. She concluded by proposing a new paradigm for heritage conservation that favours the re-use of space and sustainable management. Her lecture was followed by a commentary from Mathieu Dormaels, a post-doctoral student at the Canada Research Chair in Regional and Territorial Development, University du Quebec at Rimouski. He reinforced the notion of multi-territoriality. The event ended with a period of comments and questions, facilitated by Anne Cormier, Director of the School of Architecture of Université de Montréal.

The 2015 Montreal Round Table was formally opened by Dr. Silvia Montoya, newly appointed Director of the UNESCO Institute for Statistics who welcomed participants to the premises of the Institute and urged them to consider what contribution heritage conservation could make to the United Nations post-Millennium goals, particularly to the reduction of poverty. Paul Lewis, Dean of the Faculté de l'aménagement then welcomed participants, noting that this was the 10th version of the Montreal Round Table. He highlighted the essential interdisciplinary nature of the Canada Research Chair on Built Heritage which serves as a focal point for stimulating a dialogue at the local, national and international level on complex issues related to conservation and development of built heritage. He expressed his appreciation for the format that enabled students to develop their capacities through opportunities for interchange with national and international experts and practitioners. He expressed his appreciation to those who had travelled from other countries for the event: Maria Gravari-Barbas from France, Jeffrey Cody and Erica Evrami from the United States, Ewan Hyslop from the United Kingdom, and Nobuko Inaba from Japan.

Session 1 opened with an introduction by Christina Cameron on the theme of the 2015 Montreal Round Table. She noted the growing complexity of the heritage conservation field and pointed out that communities and practitioners alike draw fewer distinctions between historic places and the rest of the urban and rural fabric, leading to the perception of a territorial, landscape-scale canvas for the work of heritage conservation. In addition she observed that a shift has occurred in decision-making processes for identifying and conserving historic places, a move away from experts towards communities and

civil society. This new context calls for a re-positioning of heritage conservation activities as part of a broader sustainability strategy. New areas of knowledge are required to address heritage concerns as a component of the management of large and complex landscapes and ecosystems. She explained that the word “discipline” refers to an organizational category within scientific knowledge, established in the 19th century with the formation of modern universities, and developed in the 20th century with the rise of scientific research. One of the most powerful tools of science is the challenge to an existing discipline that breaks its boundaries and transforms thinking through the formation of a new cognitive field. This has been labelled in various ways in academic literature: interdisciplinary, multidisciplinary, transdisciplinary, pluridisciplinary, polydisciplinary and even metadisciplinary [1]. For the purposes of the Round Table, the word “interdisciplinarity” was chosen to capture the idea of an exchange among various disciplines. Whatever word is used, the key concept is a focus on cooperation among the disciplines in pursuit of a common purpose, in this case heritage conservation. She closed her remarks by explaining the structure of the agenda.

In his keynote address, Jeffrey Cody, Senior Project Specialist at the Getty Conservation Institute in Los Angeles presented a broad perspective on interdisciplinarity and heritage conservation in the 21st century. He began by distinguishing between “interdisciplinarity” which he described as truly integrative and “multidisciplinary” which he characterized as additive. Using a series of examples ranging from his personal professional development and training programmes in Laos, Tunisia and Malaysia to the recent Getty conservation project at the Eames house in Los Angeles, Cody argued in favour of an interdisciplinary approach to heritage conservation. He explained the gradual disintegration of the integrated university education model in architecture and planning and later less-than-successful efforts to restore connections across the 19th century disciplines. He concluded that current conservation practice continues to show a lack of integration among such disciplines as archaeology, anthropology, architecture, planning and engineering. The challenge as he characterized it is the need to develop “reflective practitioners” who solve problems through critical thinking that draws on various disciplines in an integrative way. By way of example, he considered the Eames house conservation project an excellent example of integration. In his concluding remarks, he argued that heritage conservation is a design exercise involving several disciplines in a deeply integrative, not just additive process. In the discussion that followed, participants concluded that foundational education to develop reflective practitioners requires problem-based learning beyond the classroom and the involvement of diverse disciplines.

Session 2 examined the theme from the perspective of the closely-associated disciplines of architecture, art history and urban planning. Susan Ross, Assistant Professor in the Heritage Conservation Program at the School of Canadian Studies at Carleton University, addressed the contribution of architecture to heritage conservation. She began by highlighting differences among three Canadian universities with professional architecture degrees (McGill, Carleton and Université de Montréal), noting the influence of each program's location within faculties and schools. In the case of Carleton, she argued that a focus on immersive environment and ecological studies encouraged the engagement of a broad number of disciplines. Among the contributions of architecture to heritage conservation are skills in documentation, techniques of representation and ability to imagine change. She spoke in favour of problem-based learning and an integrated design approach in order to benefit from different perspectives. She concluded that heritage conservation is not and should not be considered a discipline, since its permeable borders encouraged interdisciplinary dialogue.

Claudine Déom, Associate Professor in the School of Architecture at the Université de Montréal looked at the role of art and architectural history in heritage conservation theory and practice. Recognizing that this discipline contributes to the documentation and determination of heritage values in many evaluation systems, Déom nonetheless noted that it has traditionally limited its focus to the areas of aesthetics and history. Architectural history has been slow to work on functional history or construction history and has shown little interest or competence in social values. Making reference to Viollet-le-Duc, Brandi and the Venice Charter, she pointed out that art history had greatly influenced the conservation of built heritage. For her, many of the decisions in built heritage follow the same *modus operandi* as in art restoration where the return to the original state is the focus. Déom concluded that the current discourse in the field of conservation which emphasizes human values, landscape and sustainability will encourage it to revise some of its traditional attitudes based on history and esthetics.

Marie Lessard, Professor in the Institute of Urban Studies at Université de Montréal shared her views on the complex relationship between urbanism and heritage conservation. Using Montreal as her case study, she spoke about the suite of well-known tools for heritage conservation such as laws, by-laws, tax incentives, outright purchase and a new mechanism that requires the acquisition of knowledge before intervention. She noted, however, that heritage conservation is only part of the planning framework along with competing benefits such as densification. In the final analysis, the bureaucracy that oversees urban planning is not interdisciplinary and planning decisions tend to favour development over conservation. In discussing the significance of the UNESCO Recommendation on Historic Urban

Landscapes, Lessard noted that the broad holistic scale envisaged in that directive is not conducive to in-depth work on specific historic places.

Session 3 explored the contribution to heritage conservation of the related fields of geography, sustainability and tourism. Marie-Jose Fortin, Professor and Canada Research Chair in Regional and Territorial Development at the Université du Québec à Rimouski spoke about the contribution of studies on territorial development and geography to the conservation of heritage landscapes. She contended that landscapes are constructed socially through a combination of scenic views and human activities. Acknowledging that they necessarily change over time, Fortin emphasized that it is important to understand what to keep and how to integrate new layers with existing landscapes. She contrasted the concept of landscape values being defined by local communities, as set out in the European Landscape Convention, with the imposition of development projects driven by external economic forces, such as windmill farms. She concluded that co-construction of landscapes is an on-going process but that the risk of conflict from different perspectives remains.

Erica Avrami, the James Marston Fitch Assistant Professor of Historic Preservation at Columbia University, addressed the relationship of heritage conservation to sustainability. Referring to the three pillars of sustainable development, she noted that heritage advocates typically present arguments for conservation's contribution to the environmental and marginally to the economic pillars. She challenged the prevailing view that the greenest building is the one already built, given the high energy consumption of historic buildings and the obstacle of historic district designations to densification objectives. She also challenged typical indicators of success for heritage conservation, such as well-preserved buildings and number of listings. She concluded that the principal contribution of heritage conservation is to the social pillar of sustainable development and encouraged heritage practitioners to develop indicators of success to measure social sustainability.

Professor Maria Gravari-Barbas spoke about the contribution of tourism to heritage conservation. She stated that tourism is not a discipline per se but works with many other disciplines, including geography, history, law, history of art and economics. She noted that some are proposing to call this field of scholarship "tourismology" and that there are no metrics to measure outcomes of interdisciplinary work in this area. She proposed a new model that would enable tourists to contribute to societal goals in host countries. She concluded by illustrating this idea of bringing together tourism, culture and development with the example of New Gurna, a possible success story where Egypt's urgent social needs are being met while cultural tourism is encouraged.

In the discussion that followed, the issue of metrics for quality and success was debated, particularly in the context of large-scale heritage typologies like landscapes and cultural routes. Participants wondered whether the use of metrics is appropriate for heritage conservation, given that it is difficult to quantify the unquantifiable, in this case the public good. Some contended that using the number of sites listed as an indicator of success was simply a diversion from more critical issues of the state of conservation of sites. While acknowledging that scale is a challenge for heritage conservation practice, the participants agreed that metrics need to be tailored to the specificity of historic places. They also encouraged the identification of case studies that support the three pillars of sustainability as demonstrations of good practice.

Session 4 focused on the relationship of heritage conservation to science and technology. Ewan Hyslop, Head of Sustainability, Research & Technical Education at Historic Scotland spoke about the contribution of climatology to heritage conservation theory and practice. He began by stating that climate change has been observable since the 1970s, noting the high quality of current global science on the subject. With particular reference to Scotland, he stated that higher temperatures and increased precipitation are being experienced and are expected to continue. He then elaborated on the impacts of increased rainfall on heritage sites including structural instability, increased stone decay, migration of salt into building materials and loss of access due to flooding. He spoke of the need to increase resilience for historic sites through applying a hierarchy of treatments, starting with maintenance and repair and moving through proactive conservation, external protection, adaptation, restoration and ending with removal and relocation of historic buildings and archaeological vestiges. He pointed to the need to manage expectations about our collective capacity to save historic properties, noting that all disciplines and actors are needed to take decisions on what to save and what cannot be saved. He concluded by identifying the need to be more interventionist in looking at conservation theory through the lens of climate change.

Myriam Grondin, a doctoral student at the Université de Montréal spoke about the contribution of anthropology to heritage conservation, using as her case study the isolated Iya valley in Japan. She explained that anthropology embraced several disciplines and was in this sense multi-disciplinary, characterizing her particular branch as ethnology, an evolving discipline which aims at decoding social interaction and emphasises field-based research. She used her Japanese case study to demonstrate how the community participated in transmitting its values and interests, particularly with regard to a protected areas conservation project and a museum project that interpreted traditional knowledge. She

concluded by pointing out that this ethnological approach can result in a community-driven transmission of values and an authentic experience. In the discussion that followed, Nobuko Inaba said that in the 1960s and 1970s in Japan, it was popular for architects to go to historic places to make anthropological observations. The case study presented by Grondin is more interactive and could be a model for heritage practice to better explore and understand community values and interests.

Session 5 focussed on the theme from the perspective of heritage practitioners. Jill Taylor, Architect with Taylor Hazell Architects in Toronto presented the work of the Canadian Association of Heritage Professionals (CAHP) which she described as a business organization for heritage professionals mainly in the private sector. It was established to ensure high standards and to promote fair treatment of its members. In addition to its code of ethics which addresses professional standards, the organization advocates for improved policies and conservation standards. Taylor pointed out that its 300 members come from diverse academic disciplines like history, architecture and planning, as well as from the building crafts. CAHP encourages working across disciplines as a key problem-solving tool. She concluded by stating that efforts within the association to break down disciplinary silos is ongoing.

Julia Gersovitz, Architect from Fournier Gersovitz Moss Drolet and associates architects (FGMDA) in Montreal spoke of the challenges of putting interdisciplinarity into practice. She began by noting that the professional association, l'Ordre des architectes du Québec, does not recognize the need for special training before becoming a conservation architect. Using the context of large public projects, she emphasized the need for many disciplines to achieve a successful conservation outcome: engineers, conservators, archaeologists, architectural historians, decorative painters, landscape architects and so on. She pointed out an impediment to successful projects caused by public tendering methods which try to quantify the unquantifiable, giving priority to effort over result. To demonstrate her argument, she chose the example of decorative marbling for which, she contended, it would be essential to hire known competent craftspeople even though it might run counter to the government's "lowest bid" rules, since it is impossible to guarantee a good result through trying to detail effort in a contract.

Julian Smith, Architect and Dean of Faculty at Willowbank School of Restoration Arts spoke about the school's curriculum and vision for an alternate educational experience. Contrasting a 20th century modernist perspective with a 21st century ecological approach, he cited the creation of a heritage conservation program within Carleton University's School of Canadian Studies, along with women's studies and Aboriginal programs, as an example of replacing a modernist process with an

ecological one. Challenging the legitimacy and effectiveness of existing educational models, Smith explained that Willowbank does not train students in specific disciplines but rather offers apprenticeships, seminars and workshops to develop an embodied understanding of heritage conservation. The Willowbank approach is to break down hierarchies and look holistically at the connections within a landscape context. He closed by presenting the range of experts and practitioners who teach at Willowbank in order to expose the students to diverse approaches and practical hands-on experience.

Session 6 provided an opportunity for students to express their views on the need for interdisciplinarity in heritage conservation education. Students came from the graduate programs at the Université de Montréal and Carleton University in Ottawa as well as the diploma program at Willowbank School of Restoration Arts in Queenston. Six students from these institutions were part of a panel, including Mardjane Amin and Jacques Archambault, Masters students in the conservation program at the Faculté de l'aménagement of the Université de Montréal, Amber Polywkan, Masters student in the Heritage Conservation Program at Carleton University, Jesse Robertson, Masters student in the Public History Program at Carleton University, and Theresa Felicetti and Taylor Giberson, Diploma students at Willowbank.

Each panel member was asked to present his or her disciplinary background, the reasons for studying conservation and the qualities of each program, and then to point out what was missing. While most reported that some level of interdisciplinarity existed, all expressed the view that this aspect could be deepened. There was strong support for the integration of theory and practice in conservation education with a particular desire for hands-on experiences in field projects and construction techniques as ways of better understanding heritage conservation. As one participant said, the skills developed in the classroom should apply in the real world. All the students valued the human dimension of conservation, in particular teamwork and exchanges with peers. At the end of the student presentations, a commentary was made by Chris Wiebe, Manager of Heritage Policy and Government Relations at Heritage Canada the National Trust. He noted the students' desire to reconnect with sustainability and social justice goals. While there were diverse views expressed, he admired the common desire to break down barriers and make the world a better place.

Session 7 provided a platform for general discussions and conclusions. Following reports from the student rapporteurs, this session featured an overview of the 2015 Montreal Round Table by Nobuko Inaba, Chair of the Masters Program in World Heritage Studies at the Graduate School of

Comprehensive Human Sciences, University of Tsukuba in Tokyo. She applied the framework of the Round Table sessions to a Japanese context, focusing on the way that Japan creates, protects and uses land. She explained that early Japanese scholars studied the territory of Japan first from a folkloric perspective and then from a more scientific observation of the Japanese way of living, a practice which relates to the discipline of anthropology. As with other examples presented at the Round Table, town-making preservation in Japan faced challenges that require the involvement of many departments and disciplines including planning, landscape architecture, agriculture, waste management, energy and climate change sciences, and historians. In 2008, Japan passed a law to improve landscapes and revitalize communities by shifting decision-making on the use of heritage for regional development to the local level. This change will required even greater connections across disciplines. She concluded by demonstrating how a recent initiative “Japan Heritage” with its broad territorial approach and emphasis on story-telling will further shift governance to communities and will require participation from many disciplines.

The 2015 Montreal Round Table succeeded in encouraging a lively exchange of research, experience and observations. The closing discussion focused on the need for balance between discipline-based expertise and interdisciplinarity. Participants agreed that reinvigorating place will require thinking outside the box and looking at heritage in an integrative way. One student concluded that the way forward would be to focus on quality and to find one’s own niche among the many fields of knowledge. From this niche, each person could contribute to heritage conservation goals.

Christina Cameron

Canada Research Chair on Built Heritage

March 2015

Endnotes

[1] E. Morin, « Sur l’interdisciplinarité, » *Bulletin Interactif du Centre International de Recherches et Études transdisciplinaires*, vol. 2, no. 2 (1994), np. Available at <http://ciret-transdisciplinarity.org/bulletin/b2c2.php>

6. LISTE DES PARTICIPANT(E)S

Erica Avrami

Professeure assistante, Préservation historique
James Marston Fitch
Columbia University
New York, NY
eca8@columbia.edu

Natalie Bull

Directrice exécutive
Fondation Héritage Canada
Ottawa, ON
nbull@heritagecanada.org

Dinu Bumbaru

Directeur des politiques
Héritage Montréal
Montréal, QC
dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca

Christina Cameron

Professeure titulaire
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
École d'architecture
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
christina.cameron@umontreal.ca

Jeffrey Cody

Spécialiste de Projets Sénior
The Getty Conservation Institute
Los Angeles, CA
JCody@getty.edu

Anne Cormier

Directrice
École d'architecture
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC

Claudine Déom

Professeure agrégée
École d'architecture

Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
claudine.deom@umontreal.ca

Mathieu Dormaels

Post-doctorant
Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
mat_dormaels@yahoo.com

Jerzy Elzanowski

Professeur assistant, Etudes Canadiennes
Programme en Conservation du patrimoine
Faculté des Etudes Canadiennes
Université de Carleton, ON
Jerzy.elzanowski@carleton.ca

Marie-José Fortin

Professeure titulaire
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial
Université du Québec à Rimouski
Rimouski, QC
marie-jose_fortin@uqar.ca

Julia Gersovitz

Architecte
FGMDA Architectes Associés
Montréal, QC
jgersovitz@fgmda.com

Maria Gravari-Barbas

Professeure
Directrice de la Chaire UNESCO « Culture, Tourisme, Développement »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Paris, France
maria.gravari-barbas@wanadoo.fr

Myriam Grondin

Candidate au Ph.D. en anthropologie
Université de Montréal

Montréal, QC
myriamgrondin@gmail.com

Judith Herrmann
 Candidate en Ph.D. aménagement
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
judith.herrmann@umontreal.ca

Ewan Hyslop
 Head
 Sustainability, Research & Technical Education,
 Historic Scotland,
 Edinburgh, UK
ewanhyslop@hotmail.co.uk

Nobuko Inaba
 Titulaire de la Chaire
 Masters Program in World Heritage Studies
 Graduate School of Comprehensive Human
 Sciences
 University of Tsukuba
 Tokyo, Japan
nobuko.inaba@nifty.com

Jacques Lachapelle
 Président du Conseil du patrimoine à Montréal et
 Professeur titulaire
 École d'architecture
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
jacques.lachapelle@umontreal.ca

Paul Lewis
 Doyen
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
paul.lewis@umontreal.ca

Nicholas Roquet
 Professeur adjoint
 École d'architecture,
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal

Montréal, QC
nicholas.roquet@umontreal.ca

Marie Lessard
 Professeure titulaire
 Institut d'urbanisme
 Université de Montréal
marie.lessard@umontreal.ca

Susan Ross
 Professeure adjointe
 Heritage Conservation Program
 School of Canadian Studies
 Carleton University
 Ottawa, ON
susan.ross@carleton.ca

Julian Smith
 Directeur exécutif
 Willowbank School of Restoration Arts
 Queenston, ON
julian.smith@willowbank.ca

Jill Taylor
 Architecte
 Taylor Hazell Architectes Associés
 Toronto, ON
jill.taylor303@gmail.com

Nicole Valois
 Professeure agrégée
 École d'architecture de paysage
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
nicole.valois@umontreal.ca

Chris Wiebe
 Agent
 Politiques du patrimoine et relations
 gouvernementales
 Héritage Canada La Fiducie Nationale
 Ottawa, ON
cwiebe@heritagecanada.org

Étudiants**Université de Montréal**

Mardjane Amin
Jacques Archambault
Vera Gilda Zanolli Boscetti
Adélie De Marre
Samantha Faivre
Frédérique Gagné-Thibault
Laurie Lafontaine
Mélicsa Mars
Patricia Medina Aguirre
Hélène Santoni
Mallory Wilson

Carleton University

James Arteaga
Zeynep Ekin
Amber Polykwan
Jesse Robertson

Willowbank School of Restoration Arts

Taylor Giberson
Katie Hollingshead
Theresa Felicetti

6. LIST OF PARTICIPANTS

Erica Avrami

Assistant professor, Préservation historique
James Marston Fitch
Columbia University
New York, NY
eca8@columbia.edu

Natalie Bull

Executive Director
Heritage Canada Foundation
Ottawa, ON
nbull@heritagecanada.org

Dinu Bumbaru

Director of policy
Héritage Montréal
Montréal, QC
dbumbaru@heritagemontreal.qc.ca

Christina Cameron

Professor
Canada Research Chair on Built Heritage
School of Architecture
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
christina.cameron@umontreal.ca

Jeffrey Cody

Senior Project Specialist
The Getty Conservation Institute
Los Angeles, CA
JCody@getty.edu

Anne Cormier

Director
School of Architecture
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
anne.cormier@umontreal.ca

Claudine Déom

Associate Professor

School of Architecture
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
claudine.deom@umontreal.ca

Mathieu Dormaels

Post-doctoral student
Canada Research Chair on Built Heritage
Faculté de l'aménagement
Université de Montréal
Montréal, QC
mat_dormaels@yahoo.com

Jerzy Elzanowski

Assistant Professor of Canadian Studies
Program in Heritage Conservation
School of Canadian Studies
Carleton University
Ottawa, ON
Jerzy.elzanowski@carleton.ca

Marie-José Fortin

Professor
Canada Research Chair on Regional and
Territorial Development
Université du Québec à Rimouski
Rimouski, QC
marie-jose_fortin@uqar.ca

Julia Gersovitz

Architect
FGMDA Associate Architects
Montréal, QC
jgersovitz@fgmda.com

Maria Gravari-Barbas

Professor
Director of UNESCO Chair « Culture, Tourisme,
Développement »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Paris, France
maria.gravari-barbas@wanadoo.fr

Myriam Grondin

Candidate, Ph.D. anthropology
 Université de Montréal
 Montréal, QC
myriamgrondin@gmail.com

Judith Herrmann

Candidate, Ph.D. aménagement
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
judith.herrmann@umontreal.ca

Ewan Hyslop

Head
 Sustainability, Research & Technical Education,
 Historic Scotland,
 Edinburgh, UK
ewanhyslop@hotmail.co.uk

Nobuko Inaba

Chair
 Masters Program in World Heritage Studies
 Graduate School of Comprehensive Human
 Sciences
 University of Tsukuba
 Tokyo, Japan
nobuko.inaba@nifty.com

Jacques Lachapelle

Président du Conseil du patrimoine à Montréal
 Professor
 School of Architecture
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
jacques.lachapelle@umontreal.ca

Marie Lessard

Professor
 Institut d'Urbanisme
 Université de Montréal
 Montréal, QC
marie.lessard@umontreal.ca

Paul Lewis

Doyen
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
paul.lewis@umontreal.ca

Nicholas Roquet

Assistant Professor
 School of Architecture
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
nicholas.roquet@umontreal.ca

Susan Ross

Assistant Professor
 Heritage Conservation Program
 School of Canadian Studies
 Carleton University
 Ottawa, ON
susan.ross@carleton.ca

Julian Smith

Executive Director
 Willowbank School of Restoration Arts
 Queenston, ON
julian.smith@willowbank.ca

Jill Taylor

Architect
 Taylor Hazell Associate Architects
 Toronto, ON
jill.taylor303@gmail.com

Nicole Valois

Associate Professor
 School of Landscape Architecture
 Faculté de l'aménagement
 Université de Montréal
 Montréal, QC
nicole.valois@umontreal.ca

Chris Wiebe

Manager, Heritage Policy & Government
 Relations

Heritage Canada the National Trust
 Ottawa, ON
cwiebe@heritagecanada.org

Students

Université de Montréal

Mardjane Amin
 Jacques Archambault
 Vera Gilda Zanolli Boscetti
 Adélie De Marre
 Samantha Faivre
 Frédérique Gagné-Thibault
 Laurie Lafontaine
 Mélissa Mars
 Patricia Medina Aguirre

Hélène Santoni
 Mallory Wilson

Carleton University

James Arteaga
 Zeynep Ekim
 Amber Polykwan
 Jesse Robertson

Willowbank School of Restoration Arts

Taylor Giberson
 Katie Hollingshead
 Theresa Felicetti

7. REMERCIEMENTS / ACKNOWLEDGEMENTS

*La Table ronde 2015 organisée et financée
par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
a été subventionnée par le **Conseil de recherches en sciences humaines,**
programme Connexion.*

*La Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti
tient à remercier **l'Institut de statistique de l'UNESCO**
pour leur soutien en logistique à cette Table ronde.*

*The 2015 Round Table organized and financed
by the Canada Research Chair on Built Heritage is supported
by the **Social Sciences and Humanities Research Council of Canada,**
Connection Program.*

*The Canada Research Chair on Built Heritage
would like to thank the **UNESCO Institute for Statistics**
for its logistical support for this Round Table.*